

Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798)

Grégoire GHIKA

Cinquième partie

*Un catéchisme d'instruction civique
à l'usage des jeunes Valaisans du XVIII^e siècle*

Introduction

La Société d'histoire du Haut-Valais conserve dans ses archives, à Brigue, sous la cote A 163, un cahier manuscrit de 115 folios (13 x 18 cm.) portant sur sa couverture, de la main de F.-J. Joller : « *Gespräch über die Beschaffenheit der Regierung der Republik Wallis 1761* », et d'une autre main : « *cur pagina 52 est 1765 ?* » et le No 414.

L'auteur anonyme de ce manuscrit avait intitulé son œuvre : « *Gespräch über die Beschaffenheit und Regierung der Republik Wallis Schweizerlands 1760* » ; ultérieurement, il biffa la date et surchargea : 1761.

Le texte est en langue allemande, mais fourmille d'expressions et de citations latines, et comporte quelques expressions françaises. L'écriture, assez soignée et régulière, est d'une même main (Fig. 1). La dernière page présente un chronogramme sur lequel nous reviendrons plus loin et qui semble dû à l'auteur.

zu glückseligen ewigen Leben und
 Erbschaft sind, als das heißt
 In dem einen Herrn Bischof
 geweiht und bezeugt durch den
 apostolus Paulus und Laus
 habeat Testimonium bonum, ab
 iis, qui foris sunt Epistolae ad
 Thim. 3:3: Donum ad nos quod
 dicitur

Capitulum: Inagnobitum puerum
 Bischof: o got! gib mir den
 den linken Arm:-
 In 7. Buch:- AMEN

Fig. 1. — Dernière page du manuscrit du Gespräch

L'originalité du document réside en partie dans sa forme. L'auteur a voulu écrire un dialogue, en 115 questions et réponses réparties en 10 chapitres, précédé d'un avant-propos expliquant le but de l'ouvrage, et terminé par une conclusion émettant un vœu pratique. On en trouvera ci-après le plan détaillé.

Le dialogue est mené entre un père et son fils. Il fait songer à un catéchisme par questions et réponses bien plus qu'à un dialogue socratique. Le père pose généralement de brèves questions, et assez souvent le fils y répond par de longues dissertations, énumérations ou diatribes. On pourrait renverser les rôles sans grand dommage : on verrait mieux le fils questionner son père et en obtenir de longs exposés. Mais l'auteur suppose probablement que le fils a bien écouté les leçons de son père, et que ce dernier lui fait repasser sa leçon avant de le lancer dans la vie publique du pays.

1. *L'auteur du dialogue*

Il n'a pas été possible, jusqu'ici, d'établir quel fut l'auteur de ce manuscrit¹. Certaines particularités linguistiques font supposer qu'il parlait la langue de la haute vallée du Rhône, plus précisément de Betten, de Ried, voire de Mörel, ou encore du Simplon, de Niedergesteln-Lötschen².

Nous pensons qu'il y a lieu de retenir particulièrement la région de Conches-Mörel : l'auteur est certainement originaire des dizains supérieurs, car il critique assez hautement une attitude de la ville de Sion en 1753, et il insiste sur la préséance de Conches en diète.

¹ M. l'abbé Dr H.-A. von Roten, qui a établi le répertoire des archives de la Soc. d'Histoire du Ht-Valais, estime que la majeure partie de la succession de Joller provenait des familles de Riedmatten, Wegener et Steffen. Il pense que l'auteur du dialogue pourrait bien appartenir à la famille Steffen de Fiesch : plusieurs de ses membres étaient des artistes et des gens cultivés ; quelques-uns s'essayèrent même au théâtre. Un Augustin Steffen, major de Conches en 1769, fut encore grand-major de Nendaz-Héremence, grand-châtelain de Lötschen-Niedergesteln et mourut en 1796. Pour le décès de son frère Jean (1777), les registres de la paroisse de Fiesch portent la mention : « *de Republica ecclesiastica et profana bene meritus* ». (Obligante communication de M. H.-A. von Roten). — Sur la famille Steffen, *Armorial valaisan*, Zurich, 1946 (cité : *Armorial*), pp. 249-250, art. Steffen.

² M. le Dr Anton Gattlen a bien voulu examiner le texte à ce point de vue. Il a relevé des formes telles que « *ruofen, bruoder, suoehen* », etc. caractéristiques de ces localités (cf. Karl Bohnenberger, *Die Mundart des deutschen Wallis...*, Frauenfeld, 1913, pp. 124-125).

Par ailleurs, la première bataille de libération du pays aurait été livrée, selon lui, en 1211 par les gens de « Conches et de Mörel ». Sans doute, il est bien au courant de la politique locale du dizain de Loèche, mais il paraît surtout bien renseigné sur le procès fait par Mörel, en 1758, contre un criminel étranger.

L'auteur tient à faire preuve de culture : il étale ses connaissances latines et cite assez souvent ses sources. Il a de bonnes notions d'histoire générale et régionale. Il se sert de la Vulgate à bon escient. C'est un esprit curieux, non dépourvu de finesse. Il fait preuve surtout d'une culture juridique et s'intéresse au droit canonique. Il s'attache fort à la vie publique de son pays, et spécialement à l'activité de la diète valaisanne dans ses rapports avec le clergé.

2. La date de l'écrit

Joller avait admis que ce manuscrit datait de 1761. C'est la date que l'auteur lui-même donne en surcharge.

Mais la lecture du texte révèle la mention de faits qui se sont passés en 1765, voire en 1768. Un lecteur a déjà noté cette observation sur le manuscrit. Pourquoi donc l'auteur a-t-il antidaté son œuvre ?

Le chronogramme final (Fig. 2) permet, à notre sens, d'en fournir la raison : si l'on additionne les majuscules du chronogramme, on trouve bien aussi la date de 1761. Par ailleurs, M. l'abbé Dr H.-A. von Roten semble avoir fourni une explication très plausible de ces lettres : si les majuscules C MP signifient bien : « hommage d'un client attristé » (*cliens moerens posuit*), il est clair que le chronogramme a été écrit après le décès du bailli Burgener auquel il semble bien être dédié. Or, on sait que Burgener est mort en 1767. Rien d'étonnant dès lors si le manuscrit mentionne des faits qui se sont produits même en 1768³.

³ M. H.-A. von Roten a proposé la lecture suivante pour le chronogramme : « *Vivat spectabilis consultus Pater Patriae Franciscus Iosephus Burgener Deseni Vespiensis capitaneus, annis 19 magnus ballivus. Cliens moerens posuit. Praemissus patriota prolificat praedictae patriae* ». — Il est possible que certaines lettres admettent une autre interprétation, mais le sens de l'ensemble n'est pas douteux. Il s'agit sans doute de F.-J. Burgener, bailli pendant 19 ans, et dont les idées sont reprises tout au long du dialogue. — Sur la date du décès de Burgener, *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* (cité : *DHBS*), t. 2, Neuchâtel, 1924, p. 351, art. *Burgener*.

VSC P P F I B D

VCAAXIX MB

C MP

PræMI^s Vs Patrio^{ta}

ProLI^fICat

ProDICTa Patri^{le}

Fig. 2. — Dédicace et chronogramme du *Gespräch*

Que signifient alors les dates 1760 ou 1761 ? On sait que 1760 est l'année où le bailli Burgener fit connaître son mémoire réfutant les prétentions du clergé à la souveraineté du Valais ⁴. 1761 à son tour marque la fin du long baillivat de Burgener. 1760 ou 1761 pourraient être les années où notre auteur commença à rédiger son dialogue ; mais l'apposition de ces dates pourrait signifier aussi un hommage rendu au bailli Burgener : ainsi qu'on le démontrera plus loin, l'auteur fait siennes la plus grande partie des idées de Burgener, et il entend les développer. Son chronogramme souhaite que l'esprit de Burgener survive parmi les patriotes. En prenant la date de 1761, l'auteur signifie qu'il veut perpétuer l'œuvre de son modèle. Mais il est clair que, dans sa forme définitive du moins, l'écrit n'a été achevé qu'en 1768 au plus tôt.

3. *But de l'écrit*

Dès son avant-propos, le dialogue poursuit un but précis : servir de guide d'instruction civique à l'usage des libres patriotes, spécialement des futurs ecclésiastiques et des futurs hommes d'Etat, afin d'éviter les immixtions réciproques de la juridiction ecclésiastique et séculière, grâce à une juste délimitation des domaines.

L'aspect didactique de l'ouvrage est indéniable. Reconnaissons que l'auteur s'efforce d'écrire un précis de droit public valaisan et d'histoire politique du pays ; qu'il réalise, sous une forme apparemment légère, une synthèse de la doctrine d'Etat élaborée dès le XVII^e siècle par les patriotes valaisans, et de celle du bailli Burgener.

Mais on ne s'y trompe pas : tout est en fonction du but polémique de l'auteur : il s'agit pour lui, avant tout, de réfuter définitivement les prétentions du chapitre et de l'évêque de Sion à une parcelle quelconque de souveraineté sur le Valais, prétentions qui s'étaient fait jour dans plusieurs mémoires publiés entre 1735 et 1756. Et c'est en cela surtout que notre auteur apparaît comme un disciple de Burgener, soucieux de consolider l'œuvre de son maître.

⁴ Sur la date du mémoire du bailli Burgener, v. notre article : *Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost* (1638-1798) (cité : *Contestations...*), 3^e partie, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 145-153, et 4^e partie, *Vallesia*, X, 1955, pp. 160-162.

4. *Les idées politiques de l'auteur*

On ne saurait demander à l'auteur d'émettre beaucoup d'idées politiques neuves et originales ; il s'efforce de redire avec plus de clarté et dans une forme plus agréable ce que ses prédécesseurs ont établi dans de longs mémoires. D'autre part, en dépit des nombreux ouvrages qu'il a lus, ceux-ci n'ont fait germer en lui que peu de conceptions nouvelles.

S'il répète les idées de Burgener, il se rattache visiblement aussi à une tradition plus ancienne en Valais, et que nous avons tenté de dégager déjà pour le XVII^e siècle : la théorie de la souveraineté des 7 dizains⁵.

Cette théorie avait été élaborée dès les débuts du XVII^e siècle. Michel Magéran et le bailli Barthélemy Allet en ont peut-être été les principaux artisans⁶. On peut la ramener aux points suivants, facilement reconnaissables dans notre texte, bien que l'ordre ne soit pas le même :

Les 7 dizains constituent le souverain en Valais ; chacun d'eux élit librement ses autorités [23, 24, 25].

La « Caroline », c'est-à-dire la donation du Valais à l'évêque de Sion par Charlemagne, invoquée comme preuve de la souveraineté de l'évêque, voire du chapitre de Sion, n'a jamais existé et, en tout cas, elle a été révoquée à plusieurs reprises [74].

Les 7 dizains ont conquis leur liberté, soit leur souveraineté, en se soustrayant à l'empire entre 1218 et 1250 (Grand Interrègne). Ils sont ainsi revenus à leur liberté originelle, antérieure à l'occupation romaine, burgonde, etc. [13, 25].

Qui a donné cette charte de liberté aux dizains ? C'est Dieu, en vertu du droit de la guerre et du sang que les ancêtres ont versé en de nombreux combats, entre 1211 et 1475 [14, 15, 16]. Le même droit a rendu les 7 dizains souverains du Bas-Valais [3, 16, 17, 97, 98].

⁵ Nous reprenons, pour cette théorie, l'ordre suivi dans notre ouvrage : *La fin de l'Etat corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVII^e siècle*, Sion, 1947 (cité : *La fin...*), pp. 176-252.

⁶ V. sur ce point notre article : *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)*, dans *Vallesia*, II, 1947, pp. 91-101, et *La fin...*, pp. 91-117. — Les numéros que nous donnons entre parenthèses carrées sont ceux que nous avons attribués aux questions du dialogue, tant dans le texte allemand que dans la traduction française.

Désormais, le Valais est devenu un peuple libre et démocratique, ce qui signifie qu'il se donne librement ses autorités et ses lois [21-23]. L'évêque Hildebrand de Riedmatten l'a reconnu dans le *Landrecht* de 1571 [25].

Les 7 dizains sont chacun titulaires de la souveraineté ; mais ils se sont fédérés en une seule république dans le but pratique d'unir leurs forces [27]⁷. Il résulte néanmoins de ce fait que le Valais est un Etat et que la majorité des dizains peut imposer ses décisions à la minorité [29-33].

Quelles sont les conséquences de la souveraineté des dizains ?

1. Les dizains ont le droit d'élire l'évêque sur présentation du chapitre [48, 49, 56, 99-115].

2. Les dizains sont les vrais détenteurs des droits régaliens, ce qui corrobore au reste leur souveraineté [25, 55, 59, 60, 62, 64-67].

Dans le cas de la souveraineté des dizains, la situation des organes de l'Etat est la suivante :

a) l'évêque n'est pas prince du Valais, il n'est qu'un magistrat de la république, un « préfet », librement élu et librement révocable, s'il abuse de ses fonctions [22, 25, 26, 29, 44, 47-57, 61, 63-67, 84, 111].

b) le bailli est un magistrat de la république, au même titre que l'évêque. Le chapitre participe à son élection pour une raison purement pratique : éviter une égalité de voix [22, 25, 26, 29, 42, 48, 61, 63, 77, 98].

c) La diète est l'organe suprême de l'Etat [34-49]. Elle est convoquée par le bailli [34-37, 61] et non plus par l'évêque [69]. Le bailli peut la réunir où bon lui semble [36, 43], et l'évêque n'est pas convoqué à toutes les diétines [44].

Le chapitre n'a ni siège ni voix en diète [48, 73, 75-77, 86, 87, 93]. L'évêque, pas plus que le bailli, n'a de voix souveraine en diète [34, 42, 48, 49, 51, 57, 58, 60-62, 69].

La diète prend les décisions souveraines selon le système du referendum aux dizains et à la majorité des voix de ceux-ci [30-33,

⁷ L'auteur glisse prudemment sur la question de la souveraineté dans la « confédération » des dizains valaisans. Pour lui, chaque dizain est une république souveraine ; apparemment, il ignore tout d'une souveraineté communale. Il ne reconnaît pas d'ailleurs la souveraineté de la république des 7 dizains, tout en admettant que la majorité des dizains y fait loi.

48, 51, 57, 58, 60, 61]. Les dizains établissent librement leurs relations avec les Etats étrangers [13, 25, 51, 58].

Les dizains sont souverains seigneurs du Bas-Valais [12, 16, 17, 25, 59, 97, 98].

La nomination, l'assermentation des juges et officiers des dizains appartiennent aux dizains [23, 70, 84].

Le Valais est souverain à l'égard de l'empire [13-19]⁸ et de la France [20].

On voit par ce rappel que notre auteur n'insiste plus sur la souveraineté du Valais à l'égard de Rome ou de la Confédération, comme l'avaient fait les patriotes du XVII^e siècle, mais que, pour tous les autres points, il s'en tient fermement à la thèse élaborée sous Adrien II de Riedmatten et Hildebrand Jost.

D'autre part, il reprend très fidèlement les idées que le bailli Burgener avait émises dans son mémoire de 1760. En suivant le plan de ce dernier, il n'est pas difficile de regrouper les arguments de Burgener disséminés dans notre dialogue :

I. Il convient de réfuter le mémoire capitulaire de 1735 et les prétentions ultérieures du chapitre et de l'évêque de Sion concernant notamment les lettres circulaires [46, 47, 71-73, 75-84, 92, 93].

II. Les dizains n'ont jamais diminué les droits de l'Eglise qui sont, en Valais, de nature spirituelle surtout, et ne comportent que la juridiction [54, 55, 60, 61, 71, 80, 82-85, 94].

III. Le préfet, c'est-à-dire l'évêque, n'est pas souverain en Valais :

1. le préfet est un magistrat subordonné aux dizains après l'avoir été aux empereurs [22, 25, 26, 44, 47-70, 84, 111] ;

2. l'exercice de la juridiction ne le rend aucunement souverain ; une interprétation exacte du traité de 1477 prouve que l'évêque n'a jamais eu davantage que la juridiction en Valais [84] ;

3. jusqu'à leur libération (entre 1250-1475) les Valaisans ont été sujets de princes étrangers ; ces derniers étaient souverains, et

⁸ On observera que l'auteur n'hésite pas à considérer le Valais comme inclus dans la déclaration d'indépendance de la Suisse à l'égard du Saint-Empire, prononcée en 1648. V. à ce sujet notre article : *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, dans *Annales valaisannes*, 2e S., t. 6 (1946-1948), pp. 425-448.

non pas l'évêque. Les Valaisans ne se sont pas libérés pour se remettre sous le joug des évêques [11-13, 16, 18, 19, 25, 50, 51, 54-56, 59, 61, 84].

L'évêque n'est pas plus souverain que le bailli, premier nommé dans les alliances [61].

Les dizains, au contraire, peuvent prouver leur souveraineté par trois faits : par les pouvoirs militaires qu'ils ont dans le pays, par les émoluments qu'ils perçoivent des sujets, par les pensions royales et par les « argents de paix » qu'ils perçoivent [25].

L'évêque et le bailli n'ont voix en diète que pour les affaires courantes. Pour les affaires importantes et pour les appels, la majorité des dizains décide [34, 48, 51, 57, 58]. Quant à la formule « le bailli pour le Révérendissime », elle a été abolie [68].

Les alliances auxquelles le clergé prend part ne sont point des alliances comme les autres et ne prouvent aucune souveraineté [58, 61, 78].

L'évêque et le chapitre n'ont pas été comptés pour un tiers dans l'établissement du *Landrecht*, car les patriotes s'y réservent le droit de modifier ces statuts, de juger en appel, et l'évêque, dans le prologue du *Landrecht* de 1571, a reconnu la liberté des 7 dizains [21, 25, 30, 51, 61, 73, 76].

Le fait de créer les notaires, de battre monnaie, d'entretenir le bourreau, d'exercer le droit de grâce ou de légitimer les bâtards ne prouve aucunement la souveraineté épiscopale ; il s'agit là de droits découlant de sa juridiction, ou tolérés par les dizains [59, 60].

IV. Si l'évêque n'est pas membre de l'Etat souverain, il n'a aucun droit aux lettres circulaires ; et depuis l'épiscopat de H. Jost, il ne convoque plus les diètes [45-47, 51, 82, 83, 84]. Les faits suivants confirment qu'il n'est pas membre de l'Etat :

il ne siège que dans les diètes où le bailli le convoque [37, 43, 44, 49] ;

il ne reçoit aucune part des revenus provenant des sujets [51, 97, 98] ;

il ne donne plus d'avis quand la majorité des dizains a parlé [42, 57, 58] ;

il n'a point part aux « argents de paix », mais reçoit une simple pension du roi de France [51, 61].

VI. Pas plus que l'évêque le chapitre n'a le droit de siéger en diète ; il n'y assiste que sur convocation expresse, et pour des affaires d'ordre ecclésiastique. Il y vient pour certaines élections, mais seulement afin d'éviter une disparité de voix. Et il n'est pas un tiers dans l'établissement des statuts du pays [73, 75, 76, 77, 81, 93].

VII. Le mémoire épiscopal de 1756 n'est pas fondé [82, 83].

Les changements survenus au XVII^e siècle dans les droits de la préfecture l'ont été à bon escient [68-70]. Et le préfet n'a jamais été souverain du pays [50-56, 59].

Les 7 dizains ont été reconnus souverains en 1627 par des arbitres de France, de Savoie et des cantons catholiques [59]. Les protestations du chapitre sont autant de diffamations à l'égard de l'Etat [81]. Il faut rendre à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César [Avant-propos].

On voit, par cette comparaison, combien l'auteur du manuscrit suit exactement la pensée de Burgener. Il convient toutefois de relever qu'il néglige de rappeler quelques preuves de la non-souveraineté de l'évêque pour en développer d'autres de son cru. De plus, il ne reprend aucunement le point V de la dissertation du bailli, où celui-ci insiste sur le danger que ferait courir au pays la reconnaissance du préfet comme membre souverain de l'Etat (obligation de partager avec lui les revenus des pays sujets, difficultés pour le cas où 8 voix souveraines se partageraient 4 contre 4). Il ne conseille pas non plus aux dizains, comme avait cru devoir le suggérer Burgener, de faire une concession au chapitre en ne participant plus aux élections épiscopales. Il estime plutôt que le chapitre devrait s'efforcer d'obtenir un indult de Rome pour régulariser le droit des dizains à élire leur évêque, droit auquel ils ne peuvent renoncer pour des raisons très sérieuses [49, 111 et Conclusion]. A ces exceptions près, l'auteur est un élève de Burgener, auquel il emprunte même une fois son expression favorite : « *sonnenklar* » [76].

Il convient quand même de signaler quelques idées propres à l'auteur : il puise probablement chez Cicéron la notion du but de l'Etat qui est d'assurer le bien commun, de telle sorte que l'intérêt général est la règle fondamentale de l'Etat [28, 29, 30]. On observera toutefois que cette idée n'est amenée que pour justifier la règle de la majorité en diète. De même, il insiste sur la notion canonique de privilège pour expliquer la nature dérivée des droits de l'évêque

dans l'Etat valaisan [59-67]. Il tire argument de la Bible et des statuts synodaux de Hildebrand Jost pour affirmer que le clergé n'a pas à prétendre aux droits souverains [72, 81]. Il fait état du rôle souverain du pape dans l'Eglise catholique [84]. Enfin il a étudié de son mieux les statuts synodaux de Sion et le droit canonique, notamment en ce qui concerne les élections épiscopales.

Dans un autre domaine, il apporte des détails assez précis sur l'institution de la diète valaisanne, du referendum, des circulaires, du principe majoritaire ; il insiste sur le pouvoir législatif et sur le droit d'appel pour étayer la souveraineté des dizains [25, 26, 31-49]. Il rappelle la question de la préséance des dizains en diète [39, 41]. Il interprète à son gré le titre princier de l'évêque de Sion [50].

Ajoutons encore qu'il cherche à éclairer l'histoire valaisanne, faute d'une vraie histoire du Valais ; il précise ainsi l'histoire politique et constitutionnelle de son pays et de son Eglise.

Il ne semble par contre aucunement s'apercevoir des faiblesses de l'argumentation des patriotes dans leur thèse de souveraineté, ce qui avait déjà suscité les objections de Hildebrand Jost au XVII^e siècle, sans parler de celles de Zurkirchen au XVIII^e ⁹.

Le dialogue sert donc à exposer dans un dogmatisme rigide une doctrine d'Etat propre au Valais. On ne saurait dire plus clairement que la souveraineté des 7 dizains est de droit divin, qu'elle résulte du jugement de Dieu dans les combats, qu'elle a sa justification dans la doctrine évangélique du « Rendez à César... » et que rien dans cette théorie n'est contraire au droit de l'Eglise : pas même l'intrusion des dizains dans l'élection de l'évêque par le chapitre. Toute thèse accordant au clergé le moindre droit souverain est impensable. On ne doit faire aucune concession dans ce domaine. Si quelque point n'est pas en règle à l'égard de Rome, que le clergé le régularise par un indult !

⁹ On peut résumer ainsi ces objections : le Valais ne s'est pas libéré de l'empire ou de la Savoie contre ses évêques, mais avec eux. Pourquoi ces derniers n'auraient-ils point obtenu part au pouvoir souverain en même temps que les dizains ? (*La fin...*, pp. 233-235 et *Contestations...*, dans *Vallesia*, X, 1955, pp. 176-178). Nous avons relevé que la distinction entre la juridiction et la souveraineté n'était guère soutenable pour le moyen âge (*Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, 1953, p. 178, note 5). De plus, il est difficile d'assimiler l'évêque à un magistrat des cantons suisses (*La fin...*, p. 202).

5. *Les sources citées ou consultées*

L'auteur du dialogue cite un nombre assez important d'auteurs ou de textes, ce qui est encore une caractéristique intéressante de son œuvre. Il n'est généralement pas difficile d'identifier les ouvrages en cause : le lecteur en trouvera l'indication dans les notes qui accompagnent le texte.

Ces citations permettent toutefois de se demander, à maintes reprises, si l'auteur cite de première ou de seconde main. C'est notamment le cas pour les textes juridiques. Il est possible qu'il ait le *Corpus juris canonici* sous les yeux, voire les décisions du Concile de Trente ou les Décrets de la Sacrée Congrégation des Rites. On se demande néanmoins s'il ne cite pas d'après le ou les ouvrages d'un ou de plusieurs canonistes ; le recours à de tels auteurs est certain, il s'appuie nommément sur Sfondrati.

L'autorité du *Corpus juris civilis* de Justinien n'est pas invoquée comme telle, mais maints aphorismes y sont puisés. Ici encore, on se demande si l'auteur en a le texte sous les yeux, ou s'il cite d'après des cours de droit. Cela expliquerait plus d'une imperfection dans ses citations.

On pourrait se demander de même si l'auteur a connu l'ouvrage de Cicéron (*De Legibus*) qui inspire si nettement quelques paragraphes.

Quoi qu'il en soit, il est visible qu'il veut mettre le clergé en contradiction avec le droit canonique, cité avec précision, et avec les principes généraux du droit, cités de manière plus vague.

Pour la Bible, lue dans la version de la Vulgate, il est à peu près certain que l'auteur la consulte ; il y découvre même des citations assez inattendues sur les « préfets » (v. notre note N° 92 ci-après).

Il paraît indubitable aussi que l'auteur consulte le *Grand dictionnaire historique* de Louis Moréri, sans doute dans une édition du XVIII^e siècle (v. notre note N° 11 ci-après). Il en va de même pour l'*Histoire militaire des Suisses* de B.-F. Zurlauben. Par contre, nous ne croyons pas qu'il ait consulté vraiment Tschudi, ni Waldkirch, ni « d'autres auteurs », qui ne sont cités que de seconde main. S'il a utilisé d'autres manuels d'histoire, ou des cours, nous ignorons quels ils ont pu être.

On a nettement l'impression que l'auteur connaît plusieurs ouvrages valaisans ou concernant le Valais. Le recours à la chronique de J. Stumpf est presque certain, encore que cet ouvrage ne soit aucunement cité (v. nos notes N° 5 et 6 ci-après). Pas de doute non plus qu'il s'est procuré les statuts synodaux du diocèse de Sion publiés par Hildebrand Jost, *Vallesia Christiana* de S. Briguet et l'*Histoire du glorieux S. Sigismond* de S. Bérody. Inutile d'ajouter qu'il connaît les almanachs du Valais, le *Messenger boîteux* et les mémoires publiés par le chapitre de Sion dès 1735.

Ce que nous venons de dire vaut pour la documentation imprimée. Il est plus malaisé de préciser quelles sources manuscrites ont été utilisées. Certes, il a pris connaissance du mémoire du bailli Burgener, qui n'a jamais été imprimé au XVIII^e siècle. Il ne peut ignorer les Statuts du Valais de 1571 qui, s'ils n'ont été édités qu'au XIX^e siècle, ont connu tant de copies dès le XVI^e siècle. Il a vu également les additions à ces statuts.

Il est encore plus difficile de savoir s'il a vraiment eu connaissance des recès (*Abscheid*) des diètes valaisannes et d'autres pièces d'archives. On peut imaginer qu'il a lu tout au moins quelques-uns de ces registres où les Valaisans aimaient à recopier des chartes, des chroniques, des extraits de recès, etc. Par contre, on ignore d'où il tire ses connaissances sur le Bas-Valais, l'abbaye de St-Maurice, le diocèse d'Annecy, etc. Peut-être a-t-il appris beaucoup de choses par la simple pratique.

6. *Le plan du dialogue*

I. Avant-propos :

Toute indivision est dangereuse : le Christ a déjà séparé l'Eglise et l'Etat. En Valais, l'Eglise tend à s'immiscer dans la juridiction séculière. D'où la nécessité d'un guide d'instruction civique pour les futurs ecclésiastiques et magistrats. Ce guide pourra toujours être perfectionné s'il contient des erreurs.

II. Le dialogue :

1. Divisions du Valais. — Sous Jules César, on distinguait les *Uberi*, *Seduni* et *Veragri* [1]. Actuellement, le Valais se partage

en Haut et Bas. Il y a 7 dizains dans le Haut, 7 dizains ou bannières dans le Bas [2]. Le Bas est gouverné par le Haut qui est un Etat libre [3].

2. Ancien gouvernement du Valais. — L'épigraphie prouve que les Romains ont traité le Valais comme un peuple libre. Le Valais passa de la tutelle romaine à la domination des Burgondes, puis des Francs, jusqu'à l'avènement du second royaume de Bourgogne ; il passa enfin à l'empire d'Allemagne [7-11]. L'empereur Conrad II sépara le Haut du Bas-Valais et donna ce dernier, en 1035, à Humbert de Savoie [12].

3. Début de la liberté du pays. Quelques batailles. — Le Haut-Valais s'est libéré de l'empire entre 1218-1250 et, peu à peu, a conclu des alliances avec ses voisins (XV^e, XVI^e siècle) [13]. C'est Dieu qui a donné au pays sa liberté conquise par le sang des ancêtres en maintes batailles (1211-1475), suivies de participation à des guerres étrangères (1476-1755). Les 7 dizains ont conquis le gouvernement de St-Maurice (avec Nendaz), puis Monthey (avec Bouveret) [14-17].

4. Confirmation de la liberté. — L'empereur d'Allemagne n'a plus de prétentions sur le Valais, qu'il avait déjà cédé en 1169. Plusieurs empereurs ont reconnu la liberté de la Suisse et de ses alliés, du XIV^e au XVII^e siècle [18-19]. La France n'a aucune prétention sur le Valais : elle a reconnu la liberté des 7 dizains depuis plus de 250 ans et conclu avec eux des alliances entre 1500 et 1715, sans l'évêque ni le chapitre [20]. Les statuts de 1571 ont été faits par les députés des dizains munis de pleins pouvoirs, afin que le clergé jure de rendre justice d'après ce code. Les 7 dizains élisent le préfet et le bailli, et chaque dizain désigne ses propres juges [21-23].

5. L'Etat séculier. — Les 7 dizains sont le souverain du Valais [24]. En voici 3 preuves : a) est souverain celui qui accorde des troupes à l'étranger, qui déclare la guerre, conclut la paix et les alliances, qui établit des lois générales, perçoit revenus et pensions, qui frappe monnaie et qui désigne les juges généraux du pays (préfet, bailli, vice-bailli) et les gouverneurs. C'est ce que font les 7 dizains depuis leur libération.

b) le préambule des statuts de 1571 reconnaît que les 7 dizains sont une république et un peuple libre. Et les appels sont portés en dernière instance devant le conseil général des dizains.

c) En luttant contre les Zähringen, puis en concluant dès 1250 une première alliance avec Berne, les 7 dizains ont commencé à jouir de la liberté [25].

Un peuple libre et démocratique est celui qui obéit aux autorités qu'il se donne et dont les autorités sont soumises aux lois [26].

Les 7 dizains se sont unis en un seul corps pour avoir plus de force [27].

Le but du gouvernement séculier est de garantir le bien commun (biens, vies, territoire et liberté) [28]. Le magistrat qui se laisse guider par des considérations personnelles est un parjure et doit donc être destitué [29]. De même, un article des statuts qui serait contraire à l'intérêt général doit être supprimé. Ainsi, si la majorité reconnaissait que la première instance devant l'évêque nuit à tous les patriotes et à la liberté, on devrait l'abolir [30].

Dans tout Etat libre, la majorité a le droit de prendre des décisions. Sion, en 1753, a oublié cette règle. Si un dizain refusait de participer à la diète, celle-ci siégerait néanmoins valablement. Ce fut le cas lorsque Sion déserta la diète de décembre 1752 à Sierre [31-33].

6. La diète, les diétines et les lettres circulaires.

a) La diète est l'assemblée régulière des députés des 7 dizains, convoqués par le bailli en présence de l'évêque, et dont les délibérations sont soumises au referendum pour les objets les plus importants [34]. Les diètes ordinaires ont lieu en mai et à Noël [35]. Le lieu des séances est à Sion, dans la Majorie ; mais le bailli peut en convoquer ailleurs [36]. Les lettres de convocation sont adressées aux juges, aux conseils et communes des dizains. Les députés ordinaires sont le juge, le banneret, le capitaine du dizain, plus un ou plusieurs députés. Ils ont plein pouvoir sur les objets mentionnés dans la lettre de convocation [37]. Le bailli préside la diète [38] ; il fait la « question à la ronde » : à la première séance, il interroge Conches en premier, puis les autres dizains en descendant la vallée ; les jours suivants, il suit l'ordre qu'il juge bon. Conches a aussi la préséance à l'entrée et à la sortie du petit conseil et à la sortie du grand conseil [39-41]. Le bailli jouit en diète d'une voix, comme l'évêque ; il fixe les diétines dans le dizain de son choix, et l'évêque n'y est convoqué que si elles concernent l'Eglise ou la juridiction épiscopale [42-44].

b) Les lettres circulaires sont envoyées par le bailli dans les dizains, afin d'obtenir leur avis sur des affaires occurrentes ; le bailli conclut selon la majorité. Il peut les adresser en premier au dizain de son choix. Il décide s'il y a lieu de les envoyer à l'évêque, pour les affaires ecclésiastiques ou de for mixte [45-47].

c) Ont siège et voix en diète ceux que les dizains délèguent, mais chaque dizain n'a qu'une voix. L'évêque reçoit mandat lors de son élection, tout comme le bailli pour ses deux années de fonction [48]. Un évêque qui ne serait pas *persona grata* ne serait pas toléré en diète [49].

7. L'évêque. — L'évêque est prince du Saint-Empire, mais non pas prince du Valais, ni souverain du Valais [50]. Il n'est pas davantage souverain comme un dizain, car il n'a pas de droits souverains (perception de pensions, droit de légiférer, de disposer de troupes, de faire la guerre ou la paix ou des alliances). Seuls les 7 dizains sont souverains, c'est ce qu'attestent le referendum et les appels [51].

L'évêque n'est que préfet, c'est-à-dire magistrat institué, lieutenant ou juge rendant la justice pour ses seigneurs, auprès desquels on peut interjeter appel [52-53]. Sous le règne des empereurs, il était seigneur territorial, avec juridiction territoriale et droits régaliens ; l'empereur avait la haute seigneurie [54]. Il est demeuré seigneur juridictionnaire, avec certains droits régaliens compatibles avec les libertés démocratiques et l'ordre public. Il reçoit la préfecture des dizains lors de son élection ; ce sont donc les 7 dizains qui créent le préfet [55-56].

En diète, les 7 dizains lui donnent voix comme au bailli pour recevoir les comptes, repourvoir aux fonctions vacantes, rendre justice, délibérer dans les affaires civiles et occurrentes, pour la gloire de Dieu et le bien du pays [57]. Dans les affaires importantes, l'évêque et le bailli n'ont pas voix décisive (accorder des troupes, faire la guerre ou la paix, conclure des alliances, légiférer, frapper les monnaies). Ce sont les dizains qui décident à la majorité de 4 contre 3 [58].

La création des notaires, la légitimation des bâtards, la frappe des monnaies par l'évêque ne rendent pas ce dernier souverain seigneur. Les 7 dizains, qui ont succédé à l'empereur, confèrent à l'évêque le droit de nommer les notaires ; ils corroborent les légitimations et surveillent la frappe des monnaies dès 1627. De même,

les droits de faire grâce, d'atténuer les peines, d'entretenir le bourreau, de percevoir les grandes amendes ne prouvent pas la souveraineté de l'évêque ; il s'agit là de droits découlant de la juridiction territoriale, comme pour l'abbé de St-Maurice. Les dizains ne reconnaissent pas chez eux l'évêque comme seigneur territorial, et le droit de grâce n'est pas un droit strict [59-60].

De même encore, l'évêque siège en diète en tant que premier juge subalterne et seigneur juridictionnaire ; il a apposé son sceau au *Landrecht* avec celui du chapitre parce que les dizains, dans ces statuts, lui prescrivent comment il doit rendre justice ; il a assisté au renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques parce qu'il s'agit d'une alliance religieuse et régionale, et du reste, ni l'évêque, ni le chapitre n'y président ; il reçoit une pension française, mais c'est une gratification à bien plaie, ne découlant pas de l'alliance : celle-ci se renouvelle sans lui, ni le chapitre. Aucun de ces faits ne prouve donc sa souveraineté, pas plus que pour le bailli [61]. Et tous ces privilèges ne portent aucune atteinte à la souveraineté de l'État, qui en investit l'évêque et se réserve le droit d'appel [62].

L'évêque peut perdre sa préfecture s'il viole son serment envers les patriotes [63].

Les privilèges et les exceptions ne peuvent être conférés que par celui qui peut établir des lois générales. C'est donc le Haut État qui peut les octroyer, les interpréter, les limiter ou les révoquer si le préfet abuse d'un privilège, ne remplit pas les conditions imposées, se montre ingrat ou si le privilège devient trop onéreux, contraire à l'intérêt général, ou si la cause de sa concession a disparu [64-67].

On a modifié la formule « le bailli pour le Révérendissime » parce que le chapitre a voulu en tirer argument contre la liberté des dizains [68]. Le bailli convoque la diète à la place de l'évêque, parce que cela convient mieux, et pour des raisons historiques [69]. L'évêque n'assermement plus les juges de dizain parce que le chapitre a voulu tirer de ce fait des conséquences nuisibles pour la tranquillité [70].

8. Le chapitre de Sion. — A chaque élection épiscopale, le chapitre de Sion attaque injustement l'État du Valais, pour nuire à sa liberté. Pourtant, le Christ, les Apôtres et l'Eglise ne veulent pas que le clergé se mêle des affaires temporelles [71-72].

Dans son mémoire de 1735, il prétend avoir le tiers de la souveraineté en Valais ; il demande à être admis dans les diètes générales et à être reconnu membre de l'Etat, attendu que son nom figure dans les statuts du pays. Mais quand le chapitre a-t-il régné une année sur trois ? Comment l'inscription de son nom dans les statuts le rendrait-elle souverain ? [73].

Les chanoines se fondent sur la Caroline, dont l'original est inconnu et qui a été révoquée trois fois au XVII^e siècle [74].

En 1737, le chapitre a réclamé un exemplaire des recès de la diète ; on le lui a refusé, car il n'est ni membre de l'Etat ni préfet. Au reste, les statuts synodaux défendent les ingérences réciproques du temporel et du spirituel [75].

En 1752, le chapitre a demandé à être reconnu membre de l'Etat à teneur des statuts. Mais, d'après ces statuts, les 7 dizains forment toute la république et un peuple libre ; les appels sont portés devant les députés ; on n'y voit nulle part que le chapitre soit le huitième membre régnant de l'Etat ; au contraire, le chapitre n'y reçoit siège en diète que pour les causes de for mixte. De plus, le chapitre n'a jamais eu le huitième tour pour les gouverneurs de St-Maurice ou de Monthey, ni perçu un huitième des revenus ou pensions, ni fourni le huitième des troupes [76].

Le chapitre n'assiste aux diètes qu'à l'élection du bailli, pour éviter une disparité de voix [77]. Il est invité au renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques parce que c'est une alliance religieuse et locale. Tel n'est point le cas pour l'alliance française. Il touche une gratification et non une pension de la France, à l'instar des capucins de Sion ou des jésuites de Brigue [78-79].

En 1752, le chapitre a exagéré en prétendant que ses droits et ceux de l'évêché avaient été gravement amoindris, et à plusieurs reprises. Si cela s'est produit dans les 50 dernières années, qu'il établisse les faits, et les dizains sont prêts à donner réparation. S'il y a plus de 50 ans, les dizains invoquent la prescription de 40 ou de 50 ans [80].

Le chapitre a tort en regard des statuts. Les épîtres de S. Paul lui interdisent de se mêler des affaires séculières. Et personne en Valais ne veut s'assujettir à lui, ni pour un tiers, ni pour un huitième [81].

Dans son mémoire de 1756, l'évêque s'est plaint d'une diminution constante de ses droits ; il a demandé communication des

lettres circulaires pour les affaires majeures et ordinaires. Le bailli lui répondit qu'il le ferait quand il le jugerait opportun, pour les affaires ecclésiastiques ou mixtes [82-83].

Si le Valais a reconnu les évêques Walter Supersaxo et Josse de Silenen comme « seigneurs au temporel et au spirituel », il faut entendre par ces termes qu'ils les ont reconnus seigneurs justiciers, mais non pas souverains. Dans les actes en question, les évêques sont déclarés en possession de la juridiction, non de la souveraineté. L'évêque n'a jamais été souverain au temporel, ni au spirituel. Et comment un peuple qui venait de secouer le joug se serait-il soumis volontairement aux évêques ? Il s'est soumis à la juridiction épiscopale : mais un juge de dizain devient-il souverain seigneur à son élection ? [84].

Le chapitre n'a qu'une juridiction spirituelle ; il a son siège et voix à la cathédrale, et non en diète, en vertu de décrets de la Sacrée Congrégation des Rites et de l'Écriture sainte. Il doit siéger dans ses propres réunions, appelées calendes, et dans les synodes diocésains, qui ne traitent que d'objets ecclésiastiques, ce que prouve la citation des titres de chapitres des statuts synodaux de Sion de 1626 [85-90]. Dans les diocèses bien organisés, on tient ces synodes chaque année (exemple de la Savoie). Chez nous, c'est beaucoup s'il s'en tient chaque cent ans [91]. Mieux vaudrait les réunir plus souvent. Et c'est à peine si l'on trouve encore des exemplaires des statuts synodaux de 1626. Au lieu d'imprimer son mémoire de 1735, le chapitre aurait fait œuvre plus utile en les rééditant [91-93].

La juridiction du chapitre s'étend aux procès ecclésiastiques ; en 1725, l'évêque et le chapitre ont tranché un litige entre l'abbaye de St-Maurice et Troistorrents. Que n'ont-ils jugé de même en 1753, lors du procès entre l'abbaye et Monthey ; si l'on n'avait pas renvoyé l'affaire à la nonciature, on aurait perdu moins de temps et d'argent [94-96].

Le gouvernement de St-Maurice a été constamment sujet des comtes de Savoie entre 1035 et 1475, après quoi il a passé aux dizains en vertu du droit de la guerre. Dès 1510, les dizains y ont envoyé un gouverneur à tour de rôle. Les notaires de la région, et même ceux des 7 dizains signaient plutôt « par autorité impériale » que par autorité de l'évêque [97]. L'évêque assermente le gouverneur de St-Maurice, et le bailli, celui de Monthey. Il ne s'ensuit pas pour autant que ces gouvernements appartiennent à l'évêque ou

au bailli, car ceux-ci n'assermentent qu'en qualité de juges généraux [98].

9. L'élection des évêques. — L'élection de l'évêque entraîne toujours des discordes entre le chapitre et les dizains [99]. Actuellement, la coutume veut que le chapitre présente quatre chanoines aux dizains en vue de cette élection. Et le bailli remet à l'élu le glaive de la préfecture [100].

Dans l'Eglise primitive, les évêques étaient élus par le peuple et le clergé, ce qui était utile et conforme au droit canonique. Le métropolitain confirmait l'élu [101-102]. Au V^e siècle, on modifia le système en France et en Allemagne : le métropolitain convoquait quelques évêques, présidait à l'élection et confirmait l'évêque élu à la majorité des suffrages, tout comme les dizains élisent leur évêque à la majorité, et actuellement, c'est le pape qui confirme l'élu [103]. Entre le VIII^e et le IX^e siècle, le pape conféra certains droits de nomination au roi de France Pépin, puis à Charlemagne, pour les nouveaux diocèses. Au demeurant, Charlemagne rendit libres les élections par le clergé et par le peuple. Les successeurs de Charlemagne se réservèrent le droit de confirmation et d'investiture. L'empereur Henri V finit par renoncer à investir par la crosse et l'anneau, se réservant l'investiture par le sceptre et le droit d'assister aux élections épiscopales [104].

Au XIII^e siècle, le pape Innocent III attribua aux chapitres cathédraux, du moins en Allemagne, le droit d'élire les évêques, à l'exclusion des empereurs, roi et peuple : cela à cause de l'accroissement de la population et des inconvénients des élections populaires [105-106]. Toutefois, le pape peut autoriser des laïques, par privilège, à élire les évêques : c'est le cas du concordat de 1516 avec le roi de France, du roi d'Espagne et de Sardaigne [107].

Les 7 dizains valaisans élisent l'évêque sur présentation du chapitre depuis un temps immémorial. Les recès en font foi pour le XVIII^e et pour le XVII^e siècle. Pour le XVI^e, faute de recès, la présomption est en faveur des dizains, ce que corrobore l'épithaphe de l'évêque Guillaume de Rarogne dans la cathédrale de Sion (1451). On peut en conclure que la législation ecclésiastique du XIII^e siècle, excluant les laïques des élections, n'est pas entrée en vigueur en Valais [108]. Dès avant le XIII^e siècle, les dizains ont eu le droit d'élection sans privilège. Actuellement, même s'ils sont dépourvus de privilège écrit, il y a présomption de privilège en leur faveur en vertu d'une possession de durée immémoriale [109].

Le pape et la Sacrée Congrégation ne peuvent ignorer le mode d'élection usité par les dizains ; et pourtant le pape a toujours confirmé nos évêques ainsi élus [110]. De tels privilèges ne s'accordent pas sans motif important : en Valais, il s'agit de contribuer à la pacification du pays et au maintien de la foi catholique. Les dizains peuvent élire ainsi leur évêque parce qu'ils lui accordent le droit de siéger dans leur diète, parce qu'ils convoquent le chapitre cathédral à l'élection du bailli, et parce que le pays est environné de calvinistes [111].

En 1752, le chapitre a refusé, durant plusieurs mois, de faire la présentation accoutumée, d'où de grands embarras et frais. Il voulait procéder à cette présentation à condition d'être reconnu membre de l'Etat, etc. Cette réserve était contraire à la liberté des dizains [112-113]. Il prétendait ne pouvoir agir à l'encontre du droit canonique et de son serment. Mais le Saint-Siège a toujours reconnu le droit d'élection des dizains, et le serment inique du chapitre, qui tendait à dépouiller l'Etat de ses droits, ne pouvait l'obliger en conscience. Le chapitre ne saurait établir que le possesseur des dizains ait une origine contraire au droit [114]. Peu importe que le droit des dizains soit contraire à l'ordonnance d'Innocent III : il n'est pas contraire à la loi divine et le pape confirme cette élection des dizains : une telle confirmation rend valide tout ce qui ne le serait pas [115].

III. Conclusion des 7 dizains :

Le Valais est une république démocratique et libre ; seuls les 7 dizains sont souverains seigneurs. L'évêque et le bailli ne sont pas membres de l'Etat. Les exigences du chapitre portent préjudice à la liberté, à l'honneur de l'Etat.

Tant que l'évêque sera préfet, les dizains exigeront de l'élire. Le renvoi de l'élection épiscopale en 1752 n'avait jamais eu de précédent. Le chapitre n'a pas à être « plus catholique que le pape », qui confirme l'élection des dizains. Le droit du peuple à élire les évêques date, en Valais, de son premier évêque au IV^e siècle. L'élection avec le chapitre dure depuis 500 ans.

Pourquoi le chapitre cathédral ne solliciterait-il pas un indult du Saint-Siège pour régulariser la situation actuelle, s'il désire tant décharger sa conscience ? Cela contribuerait à calmer les esprits. Les dizains souhaitent que le chapitre et l'évêque viennent à résipiscence.

Gespräch über die Beschaffenheit und Regierung der Republiq Wallis Schweizerlands

1761

VORRED AN DEN GENEIGTHEN LESER

Es hatte zu unseren zeitten ein fridliebender Vatter und Vatter des Vatterlands bey seinem lesteren leben sein kinder mit disen Worthen angeredt: Mein liebe Kinder, nach meinem todt, wan ihr werdet die vertheylung meiner hinderlassenschafft vor die hand nehmen, vertheilet fleißig alles und lasset nichts unvertheilt, damit ein jedes Kind das seinige wisse und empfange, und durch dise aufrichtige Vertheilung, und endrichtung allem unfriden und zweytracht under euch Kinderen vorgebauwen werde. Der gleichen Vertheylung hatt Christus der Herr schon vor mehr als 1700 jahren auch zwischend denen zwey brüderen dem geistlichen und weltlichen stand nothwendig erachtet, als er gesprochen: *reddite, quae sunt Caesaris, Caesari, et quae sunt Dei, Deo*: krafft dises befelchs ist dem Heiligen *Petro* und dem geistlichen stand die geistliche Jurisdiction die schlüssel zum Himmel *claves regni Coelorum* zu theil worden, und dem weltlichen stand die weltliche Jurisdiction das weltliche Schwerth: *non enim sine causa gladium portat*¹: weil aber öffteres der geistlich stand in weltlicher Jurisdiction suocht ein Einbruch zu machen, als nit der weltliche in den geistlichen stand (wie solches die ungereimbte *Memorialia* von dem Dom Capitel *sub annis 1735 die nona septembris, 1737 die 18 may, 1752 die septima aprilis*, und das Bischöffliche memorial im Meyen Landrath *anni 1756*² an tag gegeben) vor-

¹ *Quae sunt Caesaris...* : Matth. 12, 21. — *Claves regni coelorum* : *ibid.*, 16, 19. *Non enim sine causa...* : Rom. 13, 4.

² Sur ces mémoires, v. *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, 1951, pp. 113-136, p. 144. Un mémoire de 1737 (18 mai) ne nous est pas connu. *Ibid.*, pp. 147 et suiv., et dans *Vallesia*, VIII, pp. 146-147.

aus vill unfriden zweytracht und verleumdungen endsprungen, und noch endspringen, hab ich vir gutt erachtet um der gleichen üblen inskünftig vorzubiegen disen Ciuilischen Paedagog denen fridliebenden freyen Landsleüthen und Hausvätteren zu dienst zu verfertigen, damit dero liebe Kinder, deren die Einthe zum geistlichen stand, und die anderthe zum weltlichen stand beruoffen seind, in disem Paedagog von jugend auff unterwisen werden, in wie weitt sich die geistliche Jurisdiction erstreke, und die weltliche Jurisdiction sich endhalte, was des geistlichen bruoders Erbtheil sein, und was des weltlichen, hier durch zu verhüetten, daß der geistliche nit in die weltliche Jurisdiction eingreiffe, und der weltliche nit in die geistliche *sed unicuique suum*³: dan wan ein jeder die sichel innerhalb seinen marksteinen zum einschnit brauchet, kan man vestiglich verhoffen, daß liebe Vatterland werde der von Gott ihme verlichnen freyheitt (*a Domino tibi concessa, o Patria, Libertas tua*⁴ wie die Vorred im Landrecht saget) bis zu End der Welt in friden genießen, und unsere liebe Voreltren, hinfiran an ihren fromen Ehren und gutten namen unbetadlet im grab ruohend verbleiben.

Freylich wird diser Einfältige Paedagog hier und dort in etwas widersprochen werden, dan kein baum, der under vill früchten nitt auch Wurumstüchige trage, in disem fahl bitte ich den kluogen leser die feder in die hand zu nehmen, was wurumstüchig (nit aber andres und vileicht zu wenig erwog — und betrachtetes) durch zu streichen, und disen Paedagog ganz gütiglich (wan er es besser weiß) verbessern.

VON ABTHEILUNG DES WALLISER LANDTS

[1] *Uatter*: wie ist das Wallisser Land vor alten Zeitten abgetheilt worden? *Sohn andwortet*: zu *July Caesaris* zeitten (das ist ungefahr 50 Jahr vor Christi geburth) und gar noch zu vor wurden die Wallisser in drey Völcker abgetheilt, nemblich in die Wiberer, Sedunen und Veragrer: Wiberer wurden benambset die Gommer und Brüger bis zur Landmaur, welche underthalb Gambsen vom mittägigenberg bis zum Rhodan gezogen ist und die Wiberer von den Sedunen denen Sittneren absondret, und annoch ein theil daruon zu sechen ist. Die *Seduni* odere Sittner wurden benambset die übrige zehnden von gedachter Landmaur an bis zu der Morse brug under Sitten,

³ Citation du *Corpus juris civilis* de Justinien, *Institutes*, livre I, tit. I, parag. 3 et *Digeste*, livre I, tit. I, 10, parag. 1.

⁴ Texte publié par A. Heusler, *Rechtsquellen des Cantons Wallis*, Bâle, 1890, p. 270..

als Visp, Raren, Leüg, Sider und Sitten: under dem namen Veragrer wurde das under Wallis verstanden⁵.

[2] *U.*: wie wird Wallis iez abgetheilt?

S.: heüttiges tags wird es in das obre und das undre getheilt. Das obre endhaltet die sibenzenden Gombs, Brüg, Visp, Raren, Leüg, Sider, Sitten, das undre besteht ebenmässig in sibenzenden oder Panneren als Gundis, Ardon, Saillon, Martinacht, Entremont, St. Maurizen, Monthey, das ist von der Morse brug under Sitten bis zum Morsisbach so durch St. Gingolph flüesset.

[3] *U.*: was ist vir ein underscheid zwischend dem obren und dem undren Wallis betreffend die regierung?

S.: diser underscheid, daß das obre Wallis ein freier stand ist, das undre aber vom obren regieret wird.

Von der alten regierung Walliser Lands

[4] *Uatter*: was vir ein regierung ware vor und zu *July Caesaris* zeitten im Wallisser Land?

Sohn: die Democratische oder freie regierung, wan sie schon under den Celtgallischen Monarchen sich befanden, dan als Galba aus befelch *July Caesaris* mit der zwelfften Legion und einiger Ritters durch dises land hatt durchstringen wollen, dessen Einwohner bezwingen und den Paß dardurch in Franckreich eröffnen, hatt er von den Landleüthen ein solchen Widerstand empfunden, das er zurug zu kehren genöthiget worden.

[5] *U.*: hatt diser Widerstand von seithen Wallis lang gedaurth?

S.: nein, Massen selbiger Kaiser nit lang hernach selbst in Person etwas ernstlichers sie angegriffen und under sein gehorsam gebracht.

[6] *U.*: auf welchen fuoß ist das Wallis von den Römern angesehen worden?

S.: es ist von ihnen als ein freyes Volck angesehen worden, wie solches aus diser an einem marmelstein eingeschribnen Römischen überschrifft *Ciuitas Sedunorum* bey eingang der Cathedral Kirch zu Sitten zu sechen ist. Dan *Ciuitas* heißete bey den Römern, so vill als ein freies Volck ein freie gmeind. Deswegen man sagt, das Wallis zu Rom das burgrecht hatte⁶.

⁵ Cf. M.-R. Sauter, *Préhistoire du Valais*, dans *Vallesia*, V, 1950, pp. 46 et 96 (Glis, mur de Gamsen). — L'auteur paraît s'inspirer ici de J. Stumpf, *Beschreibung gemeiner lobl. Eydgenossenschaft*, Zurich, 1547, livre XI, vom Land Wallis, chap. 3.

⁶ L'inscription romaine en cause est peut-être celle qui se trouve actuellement à l'hôtel de ville de Sion (cf. M.-R. Sauter, *op. cit.*, p. 146, No 1). — Stumpf, *op. cit.*, chap. 12, indique que cette inscription se trouvait alors dans le mur de la cathédrale de Sion.

[7] *U.*: wie lang ist Wallis under der Römeren schutz und obsicht gestanden?

S.: bis etwas über 400 jahr als die Burgunder ein teutsches oder Scitisches Volck innerthalb dem Rhein in frankreich gefallen, und Wallis sambt mehreren französischen Provinzen in ihre bottmäßikeitt gebracht. *Gondiochus* andren *Gondesigilus*⁷ war diser überwinder welcher durch gwalh der Waffen Sauoy, Wallis, ein theill schweizerlands und klein Burgund under sein gehorsam gebracht, der letzte von diesem königlichen stammen war der H. Martirer *Sigismundus*.

[8] *U.*: wan ist Wallis an frankreich kommen?

S.: anfangs des *sexti saeculi* ungefehr anno 522, da *Clodomirus* konig von Orlean in frankreich Burgund gwaltig überfallen, und den gedachten konig *Sigismundum* hatt lassen umbringen⁸.

[9] *U.*: und wie lang ist es von frankreich beherschet worden?

S.: bis fast zu end *noni saeculi*, alwo das zweyte burgundische reich hatt angefangen, welches in sich endhielte die bistumer Besançon, Tarantese, Basel, Genff, Bellai, Lausan, Sitten, Morien, Augstal und die stätt abenshalb der Reuß, alle dise stätt hatten den Kindren *Caroli* des großen ehemals zugehertt.

[10] *U.*: welcher war der erste konig dises hierseits dem berg Jura neü aufgerichteten burgundischen reich?

S.: *Rudolphus* ein sohn *Conradi* graffens von Strattlingen andren aber in Schwaben, welcher anno 888 zu St. Mauriz in der Abthey von denen Bischöffen von Sitten, Genff und Lausanen zum konig des obren Burgunds, *Burgundiae Transalpinae*, ist gekrönth worden⁹.

[11] *U.*: wie lang hatt dise Burgundische regierung gedauret?

S.: bis auf das jahr 1032 nach dem Hinscheid *Rudolphi* III, welcher, weil er ohne Kinder absturbe, den Kaiser *Conradum* II (*Salicum* genanth) zum Erben des Burgundischen reichs eingesetzt, und ihme bey End seines lebens

⁷ Gundiok, père de Gondebaud, conquiert effectivement la Suisse occidentale : cf. *DHBS*, t. 2, Neuchâtel, 1924, p. 356, art. *Burgondes*. — Louis Moréri, *Le grand dictionnaire historique...* (cité : Moréri), t. 2, Bâle, 1731, p. 361, art. *Bourgogne*, appelle ce roi Gondicaire ou Godegesile, et Stumpf, *op. cit.*, Gundicaire ou Gündiger. Nous ignorons où l'auteur a pris les graphies *Gundiochus* et *Gondesigilus*.

⁸ Non sans résistance, les Burgondes subirent le joug des Francs vers 534. Chlodomer et Théodebert se partagèrent leur royaume (*DHBS*, t. 3, Neuchâtel, 1926, art. *Francs*). — S. Sigismond fut tué par Chlodomer en 523 (*ibid.*, t. 6, Neuchâtel, 1932, art. *Sigismond*).

⁹ Il s'agit de Conrad, comte d'Auxerre, père de Rodolphe I^{er} de Bourgogne (R. Poupardin, *Le royaume de Bourgogne...*, Paris, 1907, pp. 9-12, 16 et suiv. (limites du royaume) et 361). — Nous ignorons où notre auteur a trouvé, pour Conrad, le titre de « comte de Strattlingen ».

den zepter und kron sambt des heiligen *Mauritij* lanzen zugeschikt¹⁰, und von diser zeitt an ist Wallis an die teütsche Kaiser kommen oder ans reich.

[12] *U.*: was vir vertheilung hatt kaiser *Conradus* mit Wallis gemacht?

S.: er hatt das obre Wallis von dem undren abgesöndret, und diß undre *anno* 1035 *Humberto* dem graffen von Sauoy zur erkantnus wegen empfangner treü und hilff wider *Othonem* graffen von Champagne, mit welchem er wegen dem Burgundischen reich im krieg ware, gegeben, das obre Wallis aber (das ist von der Morse bruggen bis auf die furggen in gombs) verblibe *in statu quo* dem kaiser: also Moreri in seinem *Dictionnaire universelles*¹¹.

Vom Anfang der Freyheitt unsers Vatter Landts

[13] *Uatter*: wan ist das obre Wallis aus der kaiserlichen regierung an die freyheitt kommen?

Sohn: nach zeügnus Moreri, Tschudi in seiner teütschen Croniq von Schweizerland part. 1, pag. 147, Waldkirch H. von Schweizerland part. 2, pag. 378, und Zurlauben in seiner *histoire militaire de Suisse*¹² ist solches geschehen nach todt *Bertholdi quinti* von Zäringen zwischend *anno* 1218 bis 1250, da eben teütschland ein zeittlang ohne kaiser ware, hatt sich das ober Wallis algemach in die freyheitt gesetzt, und vir 10 jahr mit Bern eine Pündnus (die die erste von uns Wallisernen aufgericht) gemacht: *anno* 1417 hatt Wallis Pundt Burg und Landtrecht gemacht mit den Cantonen Luzeren, Ury und Underwalden: *anno* 1533 mit den 7 Catholischen Cantonen, so under andren mahlen auch *anno* 1681 zu Sitten mit selben ernüweret worden.

[14] *U.*: wer hatt den Wallisernen ihre freyheitt verschriben?

S.: Gott, welcher den selben den arm gestärcket, und die Waffen nach und nach der gestalten beglücket, daß sie endlichen die Stehrer des fridens und die feind der freyheitt geschlagen und gedempffet haben.

[15] *U.*: wie ist dise freyheitsverschreibung geschehen?

S.: auf dise weiß, daß schwerth ware gleichsam die feder, daß vergossne bluoth die Tinthen und die herumligende theils todt theils verwundete

¹⁰ Sur ces faits, *ibid.*, p. 126.

¹¹ Sur ces faits, J. Eggs, *Die Geschichte des Wallis im Mittelalter*, Einsiedeln, 1930, p. 26. — L'auteur reproduit assez exactement ici la substance de l'article *Valais* de Moréri (t. 6, Bâle, 1732, p. 849). — Le dictionnaire de Moréri a connu une vingtaine d'éditions entre 1674 et 1759. L'édition de 1683, que nous avons pu consulter, contient un article beaucoup moins développé sur le Valais, par rapport à l'édition du XVIII^e siècle.

¹² Sur Moréri, v. note précédente. — Pour le surplus, l'auteur n'a sans doute consulté que B.-F. Zurlauben, *Histoire militaire des Suisses*, Paris, 1751, t. 1, p. 20, qui cite Tschudi et Waldkirch exactement comme notre auteur le fait. D'après Zurlauben, « le Valais formait déjà une République en 1250 ». On comparera l'opinion de Burgener sur ce point (*Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 179).

leiben das Pergament auf welchem mit blutigen buochstäben geschriben stehet: *freyheitt freyheitt*: dan hatt das kriegs und zugs recht kaiser *Carolus* den großen in eroberung viler Länder geschützt, so schüzet auch die 7 Zenden in eroberung ihrer alten freyheitt, so sie vor und zu *July Caesaris* zeitten genossen hatten: die 7 Zenden hatten ja ein mehreres recht das joch der frembden fürsten abzuwerffen, als diese uns mit gwalth zur unterthänikeitt zu bezwingen.

In justo tandem patientia victa furore ad libertatem pectora pressa vocat ¹³.

Von einigen Schlachten in Wallis

[16] *Vatter*: erzelle mir dan einige der gleichen blutige schlachten?

Sohn: ganz gern, so vill ich mich derer erinnern kan:

1^{mo}: anno 1211 haben die Gommer und Merier zu Ulrichen im zenden Gombs den herzog Bertholdum 5^{tum} von Zäringen (deme das Landt von Keiser *Friderico Barbarossa* gegeben ware) geschlagen;

2^o: anno 1328 hatt man zu Leüg auf der sünftmatten mit den Herren von Wimmis, Wissenburg und graffen von Grüers ein blutigen treffen gehabt und obgesiget;

3^o: anno 1375 ist zu St. Lienhart ein doplete große blutige schlacht geschehen und glücklich überwunden ¹⁴.

4^o: nach 9-jährigen Krieg anno 1388 den 20. Christmonath hatt man zu Vispach den graffen *Amadeum* von Sauoy geschlagen, das vatterland befreyet, und die eroberte feindliche kriegsfahnen die mehreste in die kirch zu Glys an das gewelb geschrenckt, zu ewiger gedächtnuß dises schönen sigs feyren die Gommer und Visper annoch den nächsten mittwoch vor Wiennächten oder geburts Christi tag, die Briger und Merier aber haben ihre gwissee kreizgäng in dessen namen ¹⁵.

5^o: anno 1411 hatt das Land vom bischoff willhelmen dem jungen des *Guittshardi de Raronia* Landshaubtmanns sohn vill übles ausgestanden, welcher die Landleüth zu Sitten auf blatten under dem Vorwand mit ihnen frid und freundschaft zu machen hatt lassen zusammen komen und aber befohlen dise abgesanthe verräthrischer weiß umzubringen, woraus groß übel zwey-

¹³ Il n'a pas été possible de retrouver à quelle source ont été empruntés ces vers latins.

¹⁴ Sur ces trois campagnes, Eggs, *op. cit.*, pp. 39-40, 48 et 73. — La bataille du « Pré des soupirs » date de l'été 1296, et non de 1328.

¹⁵ *Ibid.*, pp. 78 et suiv.

tracht und krieg endstanden, biß endlich dem sohn und dem Vatter die Mazen vor dem schloß Sawen ist aufgeplanzet worden, und anno 1417 beyde von dem Land vertriben worden: zu disen zeitten seind die schlösser zu Leüg und Siders verbrenth und anno 1415 das schloß Perigard enenthalt siders gegen Eyfisch zerstehrt worden¹⁶.

6°: anno 1419 haben Gombs und Mörill und benachbarte andre zu Ulrichen wider die Berner und Helffer des gesagten *Willhelmi* ein schlacht gewonnen, welche helffer bischoff *Willhelmum* widrum in das Landt einsezen wolten, in diser schlacht hatt Thomas in der Bynnen glorreich gefochten und vir die freyheitt sein Leben eingebüßet¹⁷.

7°: anno 1475 haben die Landtleüth sambt ihren allierthen zu sitten auf der Planta die victori wider die Sauoyer und Burgunder erhalten, zu dero denckmahll und dancksagung göttlichen beystands vermitlest vill vermögender Virbitt der seligsten jungfraun Mariae feyret man im ganzen Vatterland den 13. novembris Mariae sibem freüdenfest, und ist dises die leste schlacht gewesen, so von den Landleüthen in Wallis wider frembde feind und fürsten ist gelifret worden, nach welcher sie angefangen haben aus gnaden Gottes ihrer uralthen freyheitt, in welcher sie so oft seind versterth worden, widrum zu genüessen, vorbehalten daß die Walliser aus antrib Bischoffs *Jodoci* von Sillinon anno 1487, den 25 aprilis im öschetall ihre köpff übel angestoossen haben, alwo bey die 500 der selben von der grefflerburg ins Wasser hinunder seind gesprengt worden, mit vorbehaltung auch noch einiger belagerung- und zerstöhrungen der schlösser unterschiedlicher zwingherren, vorbehalten endlich die hilffsvölker, so Wallis ihren Pundsgnoßnen zu unterschiedlichen mahlen und zeitten außerlands zugeschickt hatt als under andren 1476, anno 1499, 1531, 1540, 1622, 1712 im Toggenburgerkrieg, 1755 im lifinerkrieg genanth der undren Walliseren rother Weinkrieg, alwo Wallis 500 man schon im anmarsch hatte, da sie aber unnöthig waren widrum zuruggeschickt worden¹⁸. Nach eroberter freyheitt und erlangtem friden haben die 7 Zehnden angefangen die neüweroberte 2 Landvogteyen von St. Mauriz (einbegriffen das Meyerthum von Nenda) und die Landvogtey Monthey sambt der Castlani in Boveret zu beherschen

¹⁶ *Ibid.*, pp. 88 et suiv. — Sur la destruction de Beauregard, L. Blondel : *Le château de Beauregard dit d'Imprenable*, dans *Vallesia*, VII, p. 165 (en 1417).

¹⁷ Eggs, *op. cit.*, pp. 97 et suiv.

¹⁸ *Ibid.*, pp. 111-142. Sur la campagne de 1531, M. Possa, *Die Reformation im Wallis bis zum Tode Bischof Johann Jordans*, 1565, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* (citées : BWG), t. IX, 1944, pp. 28 et suiv. — On ne voit pas à quoi font allusion les dates de 1540 et 1622 (peut-être à la campagne de Valteline 1624-1627?). — Sur la « Guerre du Toggenbourg », P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais...*, Genève, 1904, pp. 347-359 et 405 (guerre de Léventine).

und bevogten die von St. Mauriz kehrweis in den Zenden anno 1511 die von Monthey gleich nach eroberung dero anno 1536.

[17] *U.*: wan hatt der Herzog von Sauoy dem Wallis die ganze Landvogtey Monthey abgetretten und gänzlich renontiert?

S.: anno 1569, den 4. *Augusti*, haben die Walliser mit Emanuel Philibert herzog von Sauoy einen Trachtat gemacht, krafft welchem der herzog denen Wallisseren die Landvogtey Monthey bis zu dem Morsibach, welcher durch das dorff St. Gingolphi fließet, abgetretten, und die Walliser dem herzog zurrug gegeben alles, was sie anno 1535 underthalb dem Morsibach biß zum dransi bach eingenommen hatten ¹⁹.

Von der freyheits Confirmation

[18] *Vatter*: hatt der Kaiser kein ansprach mehr an Wallis?

Sohn: nein, weil uns erstlich Kaiser *Fridericus Barbarossa* dem herzog *Bertholdo 4^{to}* von Zäringen gänzlich vertauscht und übergeben schon anno 1169, dene wir auch nit vir unsren herren erkennen wollen, sonder zu drey mahlen geschlagen, und uns dessen bottmäßikeitt frey gemacht. Endlich auch weil unterscheidliche nachfolgende kaiser das ganze schweizerland sambt dessen alliirten (denen Wallisseren) fir ein freyes Volck und souverainische Republiq erkentht haben.

[19] *U.*: welche kaiser seind selbe?

S.: laut Moreri und vill andren scribenten im 14^{den} *saeculo* folgende: *Henricus 7^{mus}*, *Ludovicus 5^{tus}*, *Carolus 6^{tus}*; — im 15^{ten} *saeculo* *Sigismundus*, im 16^{ten} *saeculo* *Maximilianus* — und endtlich im jahr 1648 den 24. *octobris* hatt *Ferdinandus III* obvermelthe und obbestetete freyheit im sexten articull des zu Osnabrug oder vill mehr zu Münster getroffnen friden Tractats auf ein neüwes bestehet: diser congreß zu Münster ware gehalten worden in dem friden zwischend dem reich, franckreich und schweden herzustellen, alwo Joan Rudolphus Wetstein Burgermeister von Basel in namen des ganzen Schweizerlands erschinen und von denen französisch und schwedischen abgesanthen understüzet den 6^{ten} articull erhalten, krafft welches das Schweizerland vom teütschenreich frey und independierlich ist erkennen worden ²⁰.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 5-16 et 76. — La restitution est du 4 mars, non du 4 août 1569.

²⁰ Voir notre article déjà cité : *L'indépendance...*, p. 391 (avouerie des Zähringen) et pp. 394-400, 425-434 (reconnaissance de 1648). Cf. notre note 8 de l'introduction ci-dessus. — L'auteur reproduit exactement la liste qu'en donne Moréri (t. 6, Bâle, 1732, p. 572, art. *Suisse*). Les « autres auteurs » auxquels il est fait allusion ici sont très probablement ceux que cite Moréri à la fin de son article.

[20] U.: hattet wan frankreich einige ansprach auf Wallis?

S.: eben so wenig, und gar nit, dan franckreich hatt Wallis, das ist die 7 Zenden als ein frey Democratiches Volck erkennt vor mehr als dritthalbhundert jahren, und mit Wallis öffters Pundnussen gemacht, und Wallis mit franckreich *independent* vom bischoff und dom Capitel zu Sitten, das ist ohne bischoff und Capitel nemblich anno 1500, den 20. may machte *Ludovicus XII* mit Wallis Pündnus, kraft welcher die Walliser ihm um die besoldung kriegsleüth versprochen.

2^{do}: anno 1503 den 11. aprilis ist im feld vor Luzeren der Tractat von Arona zwischend denen abgesanthen *Ludovici XII* und denen von Luzeren, Ury, Schweiz, Underwalden und Wallis gemacht worden, und zu Lion den 24. may selben jahrs vom könig ratificiert²¹.

3^{tio}: anno 1516 den 29. novembris ist zu Fryburg zwischend *Francisco 1^{mo}*. und den 13 cantonen sambt Wallis der ewig friden beschlossen worden, davon den 7 zenden die französische fridgelther herkommen.

4^{to}: anno 1521, den 7. may zu Luzeren hatt *Franciscus 1^{mus}* Pündnus gemacht mit den 12 cantonen und Wallis, kraft diser Pündnuß seind neben den obigen fridgelteren noch allianz gelther versprochen worden, so auch in die 7 zenden ausgetheilt werden. Item *les gratifications à volonté* vir die herrschafft; in diser Pündnus ist Zürich ausgelassen²².

5^{to}: anno 1549, den 7. Juny zu Solothurn hatt *Henricus II* Pündnus gemacht mit 11 Cantonen und Wallis, Bern und Zürich seind ausbliben.

6^{to}: anno 1564, den 7. decembris zu Fryburg hatt *Carolus IX* mit 11 Cantonen und Wallis Pündnus erneüweret.

7^{mo}: anno 1582, den 22. July zu Solothuren hatt *Henricus III* mit 12 Cantonen und Wallis Pündnus gemacht, Zürich ausbliben.

8^{vo}: anno 1602, den 3. January zu Solothurn hatt *Henricus IV* mit 12 Cantonen und Wallis den Pundt erneüweret. Diser Pundt ist hernach den 20. octobris selbes jahres zu Parys in gegenwarth des königs von 40 schweizer abgesanthen geschworen worden, H. Joan Rudolphus Saager schuldheiß von Bern ware das *Caput Legationis helveticae*, dessen teütsche red in französisch traduciert zu lesen bey H. Baron Zur Lauben 6^{to}. Tom. fol. 258.

NB. es ist zu bemerken daß übrige allierthe des ganzen schwizerlands auch alle zeitt in vermelthen Pünnüssen einbegriffen worden und gewesen.

9^{no}: anno 1663, den 24. septembris zu Solothurn hatt *Ludovicus XIV* mit den 13. Cantonen und Wallis auch übrigen allierthen den Pundt erneüwe-

²¹ Sur l'alliance de 1500 et sur la paix d'Arona du 10 avril 1503, A. Büchi, *Kardinal Matthäus Schiner...*, Zurich, t. 1, 1923, pp. 76, 86 et suiv.

²² Sur la paix de 1516, *ibid.*, p. 74, et sur l'alliance du 5 mai 1521, pp. 300 et suiv.

ret, welcher den 18. *octobris* selbes jahrs in unser lieben frauwen kirchen zu Parys in gegenwarth des Königs von 35 schweizerischen abgesanthen geschwohren worden, H. Burgermeister Waaser von Zürich ware das haubt der gesandtschaft, dessen red lise bey H. Zurlauben Tom. 7, fol. 93 von Wallis waren deputierthe *Stephanus* Kalbermatter Pannerherr zu Sitten als Landshaubtman und *Casparus* Stockalper zendenhaubtman von Brüg als Landschreiber.

10^{mo}: anno 1715, den 9^{ten} may zu Solothurn hatt *Ludovicus* XIV vir sich und *Ludovico* XV zur selben zeitt 5 jährig mit den Catholischen Cantonen und Wallis den Pundt erneüwret, alwo in namen der Republiq Wallis Landshaubtman Jost Burginer zendenhaubtman von Visp und Landshaubtmanstatthalter Eugeni Curten Pannerherr zu Siders den Pundt unterschrieben. *Ludovicus* 14^{tus} ist noch selbes jahr 1^{ma} *septembris* zu Versaille im 77. jahr seines alters verstorben²³.

[21] *U.*: wer hatt anno 1572 die allgemeine Landssazungen (daß ist das Landrecht) gemacht?

S.: die bevollmächtigte abgesanthe der 7 Zenden, haben das Landrecht aus dem alten gezogen, selbes verbessert, damit bischoff, geistlich und weltliche Personen, so Richter zu bestellen haben, selbem bey Ehr und Eydt vorhalten Lauth Landrecht kurze und gutte gerechtikeitt zu ertheylen²⁴.

[22] *U.*: wer macht die zwey allgemeine Landrichter des Vatterlands nemblich den Prefect und den Landshaubtman?

S.: der versamblete Landrath der 7 Zenden.

[23] *U.*: wer macht die zenden Richter?

S.: ein jeder Zenden macht die seinigen²⁵.

Von dem weltlichen Stand

[24] *Vatter*: wer ist souverainischer herr in Wallis?

Sohn: die 7 Zenden, Gombs, Brüg, Visp, Raren, Leüg, Sider, Sitten²⁶.

[25] *U.*: wie kanst du dises beweisen und erzeigen?

S.: gar gutt:

²³ Sur les alliances de 1549, 1564, 1582 et 1602, Grenat, *op. cit.*, pp. 42, 87-88, 118 et suiv., 361 et suiv. — Les citations de Zurlauben sont exactes, sauf que pour l'alliance de 1663, il s'agit de la p. 97 (et non 93).

²⁴ Sur le Landrecht de 1571, *La fin...*, p. 90.

²⁵ Sur ces élections, *ibid.*, pp. 200-218 et 235.

²⁶ Sur la question de la souveraineté des dizains, *ibid.*, pp. 186-190 (XVII^e siècle). Cf. l'opinion du bailli Burgener en 1760 (*Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, pp. 179-186) et l'avis contraire de Zurkirchen (*ibid.*, *Vallesia*, X, pp. 173-174).

1^{mo}: durch das liecht der Vernumpfft selbst, dan der jenig ist souverainischer herr in Wallis, welcher pflegt frömden fürsten kriegsvolck zu bewilligen, hilffsvölcker außer Lands zu schicken, krieg anzu kinden, friden zu machen, Pundnussen auf zu richten, und selbe zu erneüweren, allgemeine Landregel und sazungen machen und auffstellen, Landsnuzbarkeitten, Punds- und fridgelther zu beziechen, minz zu schlagen, denen Landsleüthen Lands und Orths Richter zu bestimmen als da seind *Praefectus Valesiae*, Landshaubtman und Landshaubtmansstatthalter, wie auch Landvögt über die underthanen zu bestellen, etc. nun dises alles pflegt nach und seit erworbnen freyheitt zu geschechen von denen 7 Zenden. Volglich seind dise 7 Zenden souveraine herren in Wallis, und wird diß also bestehet.

2^{do}: aus dem Landrecht selbst, so woll in der Vorred desselben als aus dem articul *de appellationibus*, dan in der Vorred hatt anno 1572 den 23. may Bischoff Hilteprand De Riedmatten selbst die 7 Zenden als eine Republiq und freyes Volck erkennet, *tota Respublica Septem Desenorum* sagt er und sezet hinzu, Gott habe ihnen die freyheitt gegeben, und wünsche von Herzen, daß der allmächtig Gott sie in der selben beständig erhalte, mit folgenden worthen der Vorred: *a Domino tibi concessa, ô Patria, Libertas tua, in qua Deus te velit in aevum conservare*²⁷: und lauth dem articul *de appellationibus* kan und soll von denen getragenen sentenzen des Bischoffs, Landshaubtmans und aller zenden Richtern *ad consilium generale* vor die 7 versamblete zenden letstlich appelliert werden: derjenigen aber, von welchem alle jurisdiction und herlikeitt herkomet, und deme *per appellationem*, alles zurug geheret, ist Souverainischer herr²⁸.

3^{tio}: daß die 7 Zenden schon nach abtreibung und endlich todt *Bertoldi* 5^{ti} von Zäringen angefangen haben das kaiserliche joch abzuschitten, und dan anno 1250 mit Bern aus ihr selbsteignen autorität Pündnus gemacht, hiemit ein Republiq zu sein und der freyheitt zu genüessen angefangen. Und also seind die 7 Zenden wenigist seither über die 500 jahr ein democratisch souverains volck weill sie vollkommen der freyheitt genüessen, von keinem fürsten dependieren, sonder alle höchste souverainische rechte selbst besizen.

²⁷ Heusler, *op. cit.*, p. 270. On ne saurait attribuer au terme *Respublica* un sens exclusivement démocratique. Les patriotes du XVII^e et du XVIII^e siècle jouent volontiers sur ce mot qui a surtout le sens général d'Etat. Cf. à ce sujet les distinctions de Zurkirchen (*Contestations...*, dans *Vallesia*, X, pp. 164 et 169) et l'interprétation de ce terme par le chapitre de Sion en 1735 (*ibid.*, dans *Vallesia*, VI, p. 131). — A noter que l'auteur reprend ici une citation qui se trouve déjà dans le mémoire du bailli Burgener (*ibid.*, dans *Vallesia*, VIII, p. 182).

²⁸ Il s'agit de l'article 33 des statuts de 1571 (Heusler, *op. cit.*, pp. 283-286).

[26] U.: weill aus obigem gnuogsam erhellet, daß Wallis ein frey Democratisch volck seie, so sag mir weiter mein sohn, welches ist ein freies, oder was ist ein frey Democratisch volck?

S.: jenes ist es, welches keiner andren obrikeitt gehorsamet als denjenigen, welche von dem Landtvolck selbst ist bestellet worden und andren sazungen nit underworffen ist, als denen welche von seiner eignen obrikeitt aufgerichtet ist gleichförmig dem gwalth, so ihr ist mitgetheilt worden, und dessen vorgesazte ein jeder ohne underscheid denen von ihnen selbst aufgerichteten sazungen eben fals underworffen ist.

[27] U.: warum haben sich die 7 zenden vereiniget, und machen nur ein Politisches *corpus*, nur ein Republiq aus?

S.: zu einem allgemeinen drost und sicherheitt, damit ein jeder Landman in der ruoh da seinige genüessen mäge, und desto kräftiger allen feündlichen anfällen, welche ihnen leids und übels zufiegen wolten, sich widersezen kennen, dan die ganze hand zusammen hatt ein größere kraft als nur ein finger, also ist auch daß ganze land zusam weitt stärker als nur ein zenden²⁹.

[28] U.: welches ist das zihll und End der weltlichen regierung?

S.: der nuz des gemeinen wesens, der nuzen des volcks, so seiner Landobrikeitt gutt leib leben Land und freyheitt anvertrauwet in der zuversicht von der selben hierin erhalten und beschüzet zu werden.

[29] U.: was wäre es aber, wan ein hoher beambteter als nemblich zenden Richter Pannerherr und zenden haubtman sich ließen vom eigen nuz oder menschlichen Respect einnehmen zu mercklichem nachtheil der freyheitt und gemeinen wesens?

S.: solches wäre ein Meyneydt und verdiente ein solcher amtsman *ipso facto* strackts durch sein constituenten und obren von dem befelch abgesezt zu werden weill er sich vom zihll und End seines amts, und von seiner schuldikeitt endfehret. So in dem bestehet, daß er sein volck und gmeinden, über welche er bestellet ist, in dem ihme anvertrauwten gutt leib leben Land und freyheitt rechtmäßiger weiß beschüze und erhalte³⁰.

[30] U.: wan ein oder andrer articul in dem Landrecht aus abgang gnugsamer erwägung wären eingeschlichen, so heüttiges tags wegen veränderung der umständen vom Mehrtheill deren zenden dem allgemeinen Landman und freyheitt nachtheilig zu sein erkannt wurde, wäre, frage ich, ein solcher *articulus* annoch giltig?

S.: ein solcher kunte kein plaz haben, weill er die freyheitt und allgemeinen

²⁹ Sur la notion de *corpus*, *La fin...*, pp. 186-190.

³⁰ Voir la théorie du XVII^e siècle sur ce point, *ibid.*, pp. 200-212.

nuzen zuwider wäre, welcher allgemeine nuzen der fundamentstein ist der haubtregel und souverainisch gesaz nach welchem all übrige artikull und gesäze in einem freyen stand sollen eingerichtet werden. Also wan U. G. die erste instanz vor den Bischoff von dem mehreren theill erkent wurde dem allgemeinen Landman und Landsfreyheitt austrucklich nachtheylig zu sein, wäre diser articul *eo ipso nullius valoris*, weill er nit dem allgemeinen Landman zu nuzen sonder zum schaden wäre. Habe gesagt, wan der articul dem allgemeinen Landmann nachtheilig und zum schaden wäre, nit aber wan er nur einigen particular Personen nachtheilig ist³¹.

[31] U.: kombt die regierung in einem freyen stand allzeit auf die pluralität der stimmen?

S.: also ist es in einer gmeind, in einer allgemeinen versamblung hatt der mehrtheill der stimmen das recht und gwalt zu handeln zu schaffen und das gmein wesen zu verwalten, und muoß der wenigere theill der stimmen dem mehreren nachgeben was er beschlossen hatt und nachkommen.

[32] U.: warum hatt dan Sitten anno 1753 der pluralität der stimmen widersprochen, und selbe vor den 13 Cantonen betadlet?

S.: weill dessen einige Vorsteher nit dem gmeinen nuzen und Landsfreyheitt vor augen gehabt, sonder ihr sonderbares absechen und ihnen vileicht die aristocratische regierung der statt über die 6 Zenden besser schmeckte als die Democratische in denen 7 Zenden³².

[33] U.: wan aber ein zenden nit wolte mit denen übrigen zenden dem Landrath beywohnen was wäre es?

S.: es wäre nichts destoweniger eim rechtmäßiger Landrath, und ein solcher ist gewesen der zu sider anno 1752 gehalten Wienächt Landrath, weill er vom rechtmäßigen haubt dem Landshaubtman ist beschriben worden, und Bischoff sambt allen 7 Zenden gwonther maßen darzu seind eingeladen worden. obwohllen Sitten nit hatt beywohnen wollen³³.

³¹ L'auteur reproduit apparemment ici une pensée de Cicéron (*De legibus*, III, 3) : *Salus populi suprema lex esto*. Il prend le contre-pied de l'affirmation du chapitre selon laquelle le *Landrecht* ne peut être modifié sans l'assentiment des « trois intéressés », l'évêque, le chapitre et les dizains. Cf. *Contestations...*, dans *Vallesia*, V, pp. 219 et suiv., 226, *Vallesia*, VI, pp. 115, 127 et suiv., 131-135, 139, 142. Opinion contraire de Burgener : *Vallesia*, VIII, pp. 181, 187.

³² Il s'agit ici de la querelle de préséance entre Sion et Conches, qui se produisait à chaque élection épiscopale. Sion avait écrit aux cantons catholiques pour se plaindre des autres dizains à ce sujet. Ces derniers exigèrent des excuses de la part de la capitale : *Recès des diètes valaisannes*, traduction manuscrite par Adolphe de Courten, aux Archives de l'Etat du Valais (AV), 7 vol., L 17 à 23 (cités : de Courten), t. VII, pp. 127-128. Cf. Grenat, *op. cit.*, pp. 390 et 391. — Sur le principe de la majorité dans les diètes, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 185-186.

³³ Il s'agit de la diète du 6-15 décembre 1753 : de Courten, t. VII, pp. 115-118. Cf. Grenat, *op. cit.*, p. 391.

Vom Landrath, Rathstagen und Circular Brieffen

[34] *Vatter*: was ist der Landrath?

Sohn: es ist ein vom H. Landshaubtman in gegenwarth des Bischoffs beschrieben ordentliche Versammlung deren von 7 Zenden H.H. abgesanthen, in welchem über die gewohnte Landsgescheft abgerathen wird, die höhere aber *ad referendum* und auf gefallen rath und gmeinden der 7 Zenden genohmen werden.

[35] *U.*: wan wird der ordentliche Landrath beschrieben?

S.: im May und vor Wienächten³⁴.

[36] *U.*: wohin wird er beschrieben?

S.: gwohlich zu Sitten im schloß der Meyeri, iedoch kan er auch von H. Landshaubtman zu mißlichen zeitten und gwissen umbständen in andre zenden beschrieben werden, gleichwie der Wienächt Landrath *anno* 1752 zu sider ist beschrieben worden und gehalten wegen zuvor im august monath bey der Bischoffswahl endstandenen mißhellikeitt und von Sitten verletzter immunität des hohen stands, hergegen auch der folgende Meien Landrath des jahrs 1753 zu sider beschrieben worden, es seind aber am ersten tag des Landraths die H.H. gesandten von Sitten erschienen und haben denen 6 Zenden die begerthe satisfaction gegeben und den begangnen fehler abgebeten, worauf (Gott lob) der erwünschte friden erfolget, das zur straff hinderhalten gmeind gelth des lesten Wienächt Landraths dem zenden Sitten wider lassen erfolgen, und die ganze gsandschaft der 7 zenden mit bischoff und Landshaubtman samentlich auf Sitten gefahren und verritten, und den Meyen Landrath aldorth vortgesezt³⁵.

[37] *U.*: wo werden die tagbrieff adressierth?

S.: an die zenden Richter Rath und gmeinden eines jeden zenden, welche ihre gewohnte abgesanthen nemblich Richter Pannerherr und zenden hauptman sambt einem oder mehreren zugesanten ernambsen und nach altem brauch bevollmächtigten mit bischoff Landshaubtman und übrigen abgesandten der 7 zenden über die im tagbrieff endhaltne articull sollen helfen rathen und beschließen, was zu der Ehr Gottes und nuzen des Vatterlands ersprießlich sein mag³⁶.

[38] *U.*: wer presidiert im Landrath?

S.: der H. Landshaubtman.

³⁴ Sur l'institution de la diète, du referendum, cf. W.-A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928.

³⁵ Sur ces faits, cf. AV L 16, pp. 512-517, et de Courten, VII, pp. 115-126.

³⁶ Cf. Liebeskind, *op. cit.*, pp. 40-45.

[39] U.: an welchem zenden macht der H. Landshaubtman die erste umfrag am ersten tag des Landraths?

S.: am zenden Gombs, darnach Brüg, als dan Visp, Raren, Leüg, Sider, Sitten³⁷.

[40] U.: an welchem zenden geschicht die anfrag in nachgendren tägen?

S.: unterscheidlich, nach gutt erachten H. Landshaubtmans.

[41] U.: welcher zenden hatt den vortritt im Ein- und ausgehen deß kleinen Ratß und im ausgang des großen Rhats?

S.: Gombs hernach Brüg und also weiter das Land hinab³⁸.

[42] U.: hatt der Landshaubtman ein stim im Landrath?

S.: er hatt so vill stim als der bischoff, von welchem weiters unden wird gesagt werden³⁹.

[43] U.: wer beschreibt die Rhatstäg und wohin?

S.: der Landshaubtman beschreibet sie bald in disem bald in jenem zenden nach seinem guttachten.

[44] U.: wird der bischoff zu allen Rhatstägen beruoffen?

S.: nein, sonder nur zu den jenigen, wo etwan geistliche oder seiner jurisdiction geschäfft obhanden seind⁴⁰.

[45] U.: was seind die Circularbrieff?

S.: es seind Landshaubtmans brieff, in welchen er deren 7 Zenden Meynungen über geling vorfallende Landsgeschäft schriftlich erholet, deren ein jeder zenden die seinige Meynung in den Circularbrieff einschreibet, worauf H. Landshaubtman lauth der pluralität concludierth⁴¹.

[46] U.: wo werden die Circularbrieff zu erst zugeschickt?

S.: bald an disen, bald an jenen zenden.

[47] U.: werden sie auch an dem Bischoff adressierth?

S.: nit alle, und rechts halber nur diejenige, alwo der Landshaubtman wegen eintreffenden wichtigen geistlicher oder *mixti fori* geschäften sich bischöfflichen Rhats zu bedienen vir tauglich und thunionlich erachtet.

³⁷ Sur la « question à la ronde » (*Umfrage*), *La fin...*, pp. 213-214, 229-230, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, pp. 124-127 et dans *Vallesia*, VIII, pp. 124-127.

³⁸ Sur le « petit conseil », *ibid.*, p. 185. Cf. Liebeskind, *op. cit.*, pp. 26-27. Il semble bien que l'institution en cause ici doive être distinguée du conseil de dizain et qu'on ne peut pas dire que H. Schiner (*Description du département du Simplon...*, Sion, 1812, p. 71) ait confondu les deux choses. Cf. en outre *La fin...*, p. 217, note 750.

³⁹ Sur le droit de vote du bailli en diète, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 180, 181, 186. Cf. *Vallesia*, VI, pp. 132 et 149 et *Vallesia*, X, p. 188 (pour l'évêque).

⁴⁰ Sur la convocation des diètes, *La fin...*, pp. 172-173, 221-222, et *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 184-185.

⁴¹ Sur les circulaires, *ibid.*, pp. 147, 174, 180, 183, 184. — Sur le principe de majorité, pp. 180-181.

[48] U.: wer hatt siz und stim im Landrath ⁴²?

S.: derjenige welcher von allen 7 zenden insgesamt, oder von einem zenden *in particulari* darzu bevollmächtigt ist. — Also werden *in particulari* bevollmächtigt die 3 oder 4 oder noch mehr gesanthen des zendens, von welchen sie abgesand seind, und machen dise 3 oder 4 und noch mehr gesanthe eines zendens zusam nur ein stim nemblich ihres zendens: insgesamt aber werden von allen 7 Zenden samendlich bevollmächtigt der Praefect und graff in Wallis am tag seiner erwehlung, da der Landshaubtman ihme das schwerth der Praefectura in namen der 7 zenden einhändiget: widerum wird auch von allen 7 Zenden insgesamt der Landshaubtman am tag seiner erwehlung auf 2 jahr lang bevollmächtigt ⁴³.

[49] U.: ich will sezen, die 7 zenden mischlen sich nit, oder nehmten sich nit an um die bischöffliche wahl und das Capitel machete unbescheidner weiß einen bischoff, welcher dem weltlichen stand sehr unbeliebig wegen wichtiger ursach, nemblich weil der designierte Bischoff ein ausländischer, oder ein underthan, oder nit mit gnuogamer tugend und Wissenschaft begabet, oder von einem solchen feürigen geyst, daß die Landleüth ursach haben von einem solchen vill unruoh und unfreden im Vatterland zu beförchten, ist ein hoher stand gezwungen ein solchen unbeliebigen bischoff als Praefect und Graff zu erkennen zu machen und ihme stim und siz im Landrath zu gestatten?

S.: nein, weilen ein freyes Democratiches Land kein andren praefect zu erkennen und in weltlichen sachen zu gehorsamen schuldig ist als demjenigen, so von dem landtvolck selbst ist erwellet und bestellet worden: hiemit ist das Dom Capitell nit fähig einen dem landvolck billicher maßen umbeliebigen Praefect in den Landrath einzustooßen, weil ein solche bezwungenheitt dem Landsfride und freyheitt schnuor grad zuwider wäre, und von freyen Landleüthen nit wurde noch kunte geduldet werden: *itaque venerabile capitulum invigilet juxta decretum Gratiani dist. 63 c. 36 ut nullus invitis et non petentibus ordinetur ne Ciuitas Episcopum non optatum aut contemnat aut oderit* ⁴⁴.

⁴² Sur la question des voix et du droit de siéger en diète, *ibid.*, pp. 185-187, et *Vallesia*, VI, pp. 126 et suiv., *Vallesia*, X, p. 188. Cf. Liebeskind, *op. cit.*, pp. 76 et suiv.

⁴³ Sur l'élection de l'évêque, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 186, et dans *Vallesia*, VI, p. 119 ; *La fin...*, p. 134. Sur l'élection du bailli, *ibid.*, pp. 213-218.

⁴⁴ Citation du *Corpus juris canonici*, *Décret de Gratien*, I^{re} partie, Dist. LXIII, c. XXXVI. — Comparer tout ce passage avec les théories monarchomaques du XVII^e siècle (*La fin...*, pp. 200-212) et la note 30 ci-dessus. V. l'opinion contraire de Zurkirchen (*Contestations...*, dans *Vallesia*, X, p. 191), qui admet toutefois qu'en pratique le chapitre n'élit comme évêques ni des étrangers, ni des indésirables.

Von dem Bischoff

[50] *Uater*: ist der Bischoff ein Fürst des Walliser Lands?

Sohn: der bischoff ist ein fürst des H. Römischen reichs, aber nit des Walliser lands, dan vom ersten bischoff an bis auf heütigen tag hatt keiner sich angemesset, den Titel eines fürsten vom Land Wallis sich anzufechten und sich also zu namsen, und folglich kein oberherlikeitt über das Wallis niemahll gehabt⁴⁵.

[51] *U.*: ist er etwan souverainischer Herr im Land gleich einem zenden?
S.: auch dises nit, weill er kein souverainische rechte besizet: dan er beziechet kein Landsnuzbarkeiten Pundt und fridgelther, er richtet keine allgemeine Landsazungen auf, er schiket kein hilffsvölcker außer Lands, er hatt kein giltige stim zum krieg ankinden, friden zu machen, Pündtnussen zu erneüweren und frembden fürsten kriegsvolck zu bewilligen, ja was noch mehr ist, geschichet der appel von des bischoffs getragnen Sentenz lauth unserem Landrecht vor die 7 zenden *ad generale consilium*, also von einem algemeinen underrichter zum höchsten souverainen Landrichter nemblich an die 7 Zenden: welches obige Endliche und gründliche Proben seind, das der bischoff kein souverainischer herr im Land seie noch weder im ausspruch des rechts noch weder in Verwaltung der Landsregierung, sonder nur allein die 7 Zenden, wie schon gesagt, vom weltlichen stand seind souverainische herren an welche als hohe Principalen die HH. Ehrengesanten des Versamblen Landraths alle wichtigere Lands und stands geschäft hinderbringen mit der in abscheid gewöhnlich inserierter folgender clausul nemblich also gerathen und beschlossen auf gefallen Rhätt und Gmeinden der 7 Lobl. zenden⁴⁶.

[52] *U.*: was ist dan der bischoff im weltlichen stand?

S.: er ist Praefect in Wallis⁴⁷.

[53] *U.*: was bedeüten dise Worth Praefectur oder Praefect wormit nemblich die bischöff betitlet werden?

S.: *Praefectura* heißet ein Ambt Verwaltung, und *Praefectus* ein bestelther amtsman oder statthalter, welcher in namen seines souverainen oberherren

⁴⁵ Sur ce titre princier, *La fin...*, pp. 19, 99-118, 146-151 ; *L'indépendance...*, pp. 394, 417-418, 422-423 ; *Contestations...*, dans *Vallesia*, V, p. 205.

⁴⁶ V. sur ce point l'argumentation de Burgener (*ibid.*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 180-181). L'auteur combat ici la thèse par laquelle on pensait assimiler l'évêque à un dizain (*ibid.*, dans *Vallesia*, VI, p. 149). Sur l'argument tiré des appels, v. notre note N° 28 ci-dessus.

⁴⁷ Sur l'origine de ce titre, *L'indépendance...*, p. 396 ; son sens originel reste à élucider. Cf. l'interprétation de Burgener dans *Contestations...* (*Vallesia*, VIII, pp. 176-177).

denen gerichtsbärigen daß recht spricht, und von dessen ausspruch *ad supremum Dominum* kan appellierth werden.

[54] *U.*: was ware also der Praefect vor alten Zeitten bey käiserlicher regierung in Wallis?

S.: er ware *Dominus territorialis* im Land, dan er hatte *jurisdictionem territorialem* sambt denen Regali rechten, welche der Bischoff *immediate* von dem kaiser *per jnuestituras* empfieng, ihme vorbehaltend die höchste herlikeit *Saluo Imperii Jure*⁴⁸.

[55] *U.*: und was ist der Praefect iezunder bey unser freyen Democratischen Landsregierung?

S.: er ist *Dominus jurisdictionalis*, er hatt nemblich *jurisdictionem limitatam* sambt einigen Regali rechten, in so weitt sie der freyheit demokratischer regierung, dem allgemeinen nuzen und ruohstand des Vatterlands nit zu wider seind, welche Praefectur der Bischoff *immediate* von denen 7 Zenden am tag seiner erwehlung durch das schwerth so ihme vom Landshaubtman übergeben wird, empfängt.

[56] *U.*: machet dan der hoche stand den Bischoff zum Praefect?

S.: ja so ists, dan gleich wie bey kaiserlicher regierung über Wallisland der käisser dem Bischoff die Praefectur gegeben, also gibt sie in jeziger freyer Landsregierung der hoche stand, daß ist die 7 Zenden, welche in alles käiserliche recht getretten, dem neü designierten Bischoff die Praefectur durch überlifrung des schwerts: *is qui in jus succedit alterius, eo jure, quô ille, uti debet* sagt daß recht⁴⁹.

[57] *U.*: wie vill macht und stim hatt der Bischoff als Praefect im Landrath?

S.: er hatt so vill stim im Landrath als ihme die 7 Zenden mitheylen und geben die 7 Zenden dem Bischoff krafft der Praefectur *tacite* die macht und gwalt mit denen H.H. Ehren deputierten der 7 Zenden die die rechnungen gemeiner Ladschafft abzuhören die vacierende Lands und stands befelch zu besezen, gutt gricht und grecht zu ertheylen, und in andren Ciuilschen vorfallenden stands geschäften abzurathen und beschließen, was zur Ehr Gottes und nuzen des Vatterlands thuonglich sein mag, und in disen stucken hett auch der Landshaubtman seine stim zugeben.

[58] *U.*: haben bischoff und Landshaubtman auch stim (das ist *vocem decisivam*) in wichtigeren und hohen stands sachen, als nemblich frömden

⁴⁸ L'auteur suit apparemment ici l'opinion de Burgener sur la distinction entre la souveraineté et la juridiction (*ibid.*, pp. 176-178, 187-188). Cf. la thèse contraire de Zurkirchen (*ibid.*, dans *Vallesia*, X, pp. 171, 175-176).

⁴⁹ L'auteur reprend ici une thèse du XVII^e siècle concernant l'appartenance des régales aux dizains (*La fin...*, pp. 194-198). — La citation latine est tirée du *Corpus juris canonici*, *Lib. Sext. decret.*, liv. V, tit. XII, Reg. XLVI.

fürsten kriegsvolck zu bewilligen, hilffsvölcker außser Lands zu schicken, krieg anzu künden, frid zu machen, Pündtnus zu erneüweren, allgemeine Landsazungen zu machen, münz zu schlagen?

S.: nein, sie haben hiereinfalß kein decisiuische stim, und kommen dise und dergleichen höhere sachen einzig und allein auf das gefallen Räth und Gmeinden der 7 Zenden, deren wan der mehrtheill, daß ist 4 widersprechen, müeßten die übrige 3 Zenden sambt Bischoff und Landshaubtman nachgeben⁵⁰.

[59] U.: der Bischoff als Praefect macht *ex Praeuilegio imperiali* die offne schreiber, gibt Legitimations brieff aus, und hatt auch münz geschlagen, also muoß er ja ein souverainischer herr sein?

S.: dises folget nit draus, dan erstlich hatt der Bischoff bey kaiserlicher regierung über das Vatterland die offne schreiber *ex praeuilegio imperiali* gemacht, so macht er iezunder von der zeitt an der befreuyung und freyen Landsregierung *ex Praeuilegio concessio a 7 Desenis* dan ein Praeuilegium ist ein particular recht von seinem eignen obren wider das allgemeine gesaz vergünstiget, und kan der ienig allein ein Praeuilegium mitheylen welcher gwalth hatt gesaz aufzurichten: nun aber hatt der keisser keine Oberherlikeitt, keinen gewalth mehr über das Vatterland sonder die 7 Zenden seind in alles kaiserliche recht getretten mithin hatt der bischoff die offne schreiber zu machen *ex Praeuilegio illi concessio a 7 Desenis*, und nit *ex Praeuilegio imperiali*, dan wie kan der kaiser geben, was er selbst nit hatt⁵¹?

2^{do}: ich will zu lassen, daß bey kaiserlicher regierung der Bischoff *ex Praeuilegio imperiali* habe Legitimations brieff ausgegeben, ob aber dergleichen brieff durch iezigen freyheitts zeitten durch die souverainische 7 Zenden ohne corroboration derselben fir authentisch angesehen werden, stehet an dero nemblich der Republiq belieben, dan ich erinnere mich eines vom bischoff anno 1726 ausgegebnen Legitimations brieff zu gñsten eines unehelichen im undren Wallis alwo auf ander seithen des brieffs die corroboration des hohen stands von anno 1740 zu lesen ware (und in lesteren zeitten 1768 liset man von einer gleichen Legitimation vor den 7 Zenden erhalten) und dise obige corroboration ist nit unbillich, weil ein Praeuilegium aus billicher ursach kan revociert und limitiert werden, nit nur von dem jenigen der es gegeben sonder auch von seinem nachfolger⁵².

⁵⁰ Sur la voix de l'évêque en diète, *La fin...*, pp. 227-230, et *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 180-181, 185-186 et dans *Vallesia*, X, pp. 175-176.

⁵¹ Sur le droit d'établir les notaires, *ibid.*, p. 173, *Vallesia*, VIII, p. 182, *Vallesia*, VI, p. 141; *La fin...*, pp. 153, 199.

⁵² Sur le droit de légitimer les bâtards, *ibid.*, pp. 153, 198, et *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 183 et dans *Vallesia*, VI, pp. 118 et 120.

3^{tio}: haben (krafft des souverainischen gewalts die Praevilegia zu Reuogieren oder Legitimieren) die 7 Zenden des Kaisers nachfolger in der Landsregierung dem Bischoff daß kaiserliche Praevilegium münz zu schlagen limitierth, also der Bischoff kan münz schlagen mit erlaubnus des hohen stands mit bezahlung der Münz verlehnung und under obsicht eines oder 2 H.H. deputierten vom hohen stand, gleich wie es bey denen lesten münzerungen geschehen, und proben under der hand haben, das auch vor mehr als hunderth jahren geschehen sein, dan als bischoff Hiltprand Jost anno 1627 münz zu schlagen erlaubnuß hatte, und aber das stand wappen außgelassen hatt auch der hoche stand gleich drauf auch münz geschlagen und das Bischoff wappen ausgelassen zur Prob daß der Bischoff das Praevilegium münz zu schlagen nirgens als vom hohen stand empfangen und empfangen kenne, und niemaß ja gar nit der hoche stand von Bischoff, wie solches die halb bazen selbigen jachs auffweisen und dises lauth dem im jach 1627 vom französischen, Sauoyschen und Catholischer Orthen H.H. abgesanthen gemachten ausspruch, daß die hochobrikeittliche souverainität solle denen 7 Zenden zu ewigen zeitten zugehören zustehen und verbleiben: *res judicata pro veritate accipitur*⁵³: hierauf ist zu schließen, daß die 7 Zenden ob vermeltthe Praevilegia nit nur allein dem Bischoff mitheilen sonder *de plenitudine potestatis* selbsten offne schreiber machen, Legitimations brieff ausgeben und minz schlagen kennen, gleich wie der Bischoff seinen Priesteren nit nur den gwalth zu absoluieren mittheylet, sonder auch selbst absoluieren kan, und ihme solches recht nit von sich gegeben.

[60] U.: der Bischoff hatt *jus aggratiandi* das recht die straff der maleficanen zu milderen, den hencker zu underhalten und die große buoß zu beziehen, seind daß nit Proben der souverainität⁵⁴?

S.: nein dises seind keine Proben des höchsten gewalts, sonder es seind villmehr Rechtinen so *jurisdictioni territoriali* zugehören dises ist zu sehen exempell weiß bey dem H. Abt zu St. Maurizen, welcher der gleichen rechtinen auch hatt in den jenigen Pfarreyen, alwo er *Dominus territorialis*, als wie in Fignaux, Servan, Chouez, Bagnes, etc. des wegen ist er dorth nit souverainer herr, sonder die 7 zenden seinds⁵⁵, mithin in jenen grichts-

⁵³ Sur cette « sentence » de 1627, *Luttes politiques...*, dans *Vallesia*, II, pp. 132-137, et *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 188 et dans *Vallesia*, VI, p. 126. — Sur le droit de monnayage, v. notre article *La régale des monnaies en Valais*, dans *Revue suisse de numismatique*, t. 37, 1955, pp. 32-33. On trouvera une reproduction des demi-batz en cause chez Maurice Palézieux-Du Pan, *Numismatique de l'évêché de Sion*, Genève, 1909, pp. 211 et 252.

⁵⁴ Sur le droit de grâce, l'entretien du bourreau, les confiscations, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 183, *Vallesia*, X, pp. 173-175, *Vallesia*, VI, pp. 120, 127 ; sur les grandes amendes, *La fin...*, pp. 84, 88, 94-95, 121.

⁵⁵ Sur les droits souverains de l'abbaye de St-Maurice, *Armorial*, p. 227, art. *Saint-Maurice, Abbaye*.

barkeiten, wo der Bischoff *Dominus territorialis* und *jurisdictionalis* ist, als wie in Eyfisch, Martinacht, etc. stehen ihm diese *jura* völlig zu, jn souverainen zenden aber *repugnat in terminis* ist nichts des gleichen dan sie sollen frey sein, und nit aber *Dominum territoriale* wider ihren willen erkennen, also das die zenden Richter die gerichtskosten aushalten, den hencker bezahlen, die große buoßen bezeichnen, und *confiscationes Bonorum*, wan der malefican etwas hatt, hatt er aber nichts, muß der zenden und zenden Richter die gerichts übertragen, ist hie mit der Bischof von der gerichtskosten endhoben? wo er die große buoß nit zieht *exempla constant in Deseno Leucensi, etc. ubi confiscationem tantum habet a maleficanis, Bannum vero magnum judex trahit, et tamen Episcopus sumptus supportat*: daß *jus aggratiandi* findet *bis dato* gemeinlich auf bischöfliche vorbitt und nit anderst, plaz und das zwar *gratiose* und nit *stricto jure*, dan anno 1758 den 3^{ten} aprilis hatt Mörill den zum strick verurtheilten dieb Joan Melcher Zimmermann von Teütschland durch den strick lassen hinrichten, obwohl Bischoff ihm die gnad des schwerts ertheilt hätte, und selbe gnad ihm dieb zu geschehen sich bemüchete⁵⁶.

[61] *U.*: noch eins der Bischoff wohnet allen ordentlichen Landrätthen bey, sein namen und insigel sambt des Capitels seind am Landrecht zu finden, er ist mit dem Capitel bey der lest gehaltenen Pündnuß oder dero ernüwerung mit denen 7 Catholischen Cantonen, den 13^{ten} septembris des jahrs 1756 zu Stanz in underwalden beygewonh und bezieht die französische Pension, solches solten endtlich proben sein seiner souverainität und höchsten gwalts im Vatterland?

S.: der Landshaubtman wohnet gleicher gestalten allen Landrätthen bey, und beschreibt die selbe, sein gwalt ist im Landrecht zu finden so wol als des Bischoffs, er ware das *Caput Valesianae Legationis* im lest gehaltenen Pundtschwuohr zu Stanz, und bezieht auch die französische Pension, jedoch ist er kein souverainischer herr, also auch nit der Bischoff, dan diese vermeltthe *Praevilegia* probieren mehr nicht alß⁵⁷:

1^{mo}: der Bischoff *Dominus jurisdictionalis* der erste under Richter (wie

⁵⁶ L'affaire Zimmermann ne nous est connue que par une allusion de Burgener : *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 183. Sur les confiscations, *ibid.*, et *La fin...*, pp. 89, 94, 121, 127, 152.

⁵⁷ Sur le renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques à Stans, v. *Die Eidgenössischen Abschiede aus dem Zeitraume von 1744-1777...*, Bâle 1867, pp. 180-182 (13-14 sept. 1756). F.-J. Burgener, bailli, est « *praeses der Legation* ». — Sur ces droits de l'évêque comme preuve de souveraineté, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 180-181, 184, et dans *Vallesia*, X, pp. 170-175. — L'auteur semble ici vouloir réfuter le mémoire capitulaire de 1735 sur la question de la participation du clergé à l'alliance des cantons catholiques (*Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, pp. 121-122, 133).

der Landshaubtman der anderte ist) des Vatterlands seien, und deswegen siz und stim im Landrath haben.

2^{do}: weill der Bischoff seine Landsjurisdiction vom höchsten Richter nemblich den 7. Zenden empfangt wird ihm von denen selben die form und weis die gerechtikeitt zu ertheylen im Landrecht vorgeschriben, hatt also bischoff begleitet mit dem Capitel sein insigel angehenckt zur bekräfftigung, das er wolle dem Landrecht in grichtssachen selbst nachkomen und lauth Landrecht das recht sprechen, dan das Landrecht ist von denen darzu bestelh und bestimbtten weltlichen herren der 7 Zenden (wie im *Proemio* des Landrechts zu sechen) auß dem alten ins neüwe verfertigt und verbessret theils vermehret worden, und nachmahlls von den räth und gmeinden gutt geheißén worden: ohne welche guttheißung des Bischoffs und Capitel Pittschaft und insigel nit vil oder gar nichts zu beteüthen wurden gehabt haben und wenig deme nachkommen wären⁵⁸.

3^{tio}: hatt Bischoff sambt dem Capitel der Pundserneüwerung mit den 7 Catholischen Cantonen beygewonth, weill dise Pundnuß nit nur die beschirmung Lands und leüthen anbetrifft, sonder auch die erhaltung unseres Römisch Catholischen glaubenß zu deme der Bischoff und das Capitel das mehreste beytragen sollen, deßwegen diser Pundt ein Religions und Regions Pundt genenth wird. Es ist aber zu bemercken, daß noch Bischoff noch Capitel in diser Pundserneüwerung zu Stanz praesidiert haben, sonder das *caput Legationis* der 7 Zenden ware H. Frantz Josephus Burginer der mahll Landshaubtman. Also hatt in dem jahr 1728 zu Schweiz gehaltenen Pundtschwuhr praesidiert H. Joan Fabian Schiner Pannerherr von Gombs, und anno 1696 zu Ury oder Altorff H. Stephan De Platea Landshaubtman, seind auch vermelte heren in *Capite foederis* angeschriben und nit der Bischoff und das Dom Capitel⁵⁹.

4^{to}: ist wahr, daß der Bischoff ein jährliche französische Pension von 400 taller beziecht allein dises ist nur ein guttwillige gratification, so ihme vom französischen ambassador zu gehändiget wird, und nit eine obligation herrierend krafft des ewigen fridens und Punds so Wallis mit Frankreich hatt, dan obwohl diser Pundt mit Frankreich von anno 1500 biß zu unseren zeitten 1765 zum zehenden mahll ist erneüwret worden, ist solches alzeit ge-

⁵⁸ Sur l'évêque « seigneur juridictionnaire », v. la thèse de Burgener (*ibid.*, dans *Vallesia*, VIII, p. 177). Sur les sceaux du Landrecht, *ibid.*, pp. 181-182, et notre note 24 ci-dessus.

⁵⁹ Sur le renouvellement de 1756, v. notre note 57 ci-dessus. Sur celui de 1728 (25-27 octobre) à Schwyz, *Die Eidgenössischen Abschiede aus dem Zeitraume von 1712 bis 1743...*, Bâle, 1860, p. 336 ; pour celui de 1696 à Uri (6 novembre), *Die Eidgenössischen Abschiede aus dem Zeitraume von 1681 bis 1712...*, Einsiedeln, 1882, p. 637. — De Platea est la traduction latine du nom *Am Hengart*.

schechen ohne beywohnung des Bischoffs und Capitell (wie drob gehert) weil Bischoff und Capitell kein souveraine herren seind⁶⁰.

[62] *U.*: thuon dan oberrierte *Praevilegia*, so der Bischoff als Praefect genüeset die souverainität des hohen stands nit verschmehleren und verkleinern?

S.: gar nit, dan gleichwie ein fluß aus dem Meer herfließt und sich wider drein eingießet, also empfängt der Bischoff dise *Praevilegia* vom hohen stand *per investituram*, und gehören widerum zurug *per appellationem*: *Carolus 5^{tus}* pflegte zu sagen, *eo major est praeeminentia, quo majoribus quis supereminet*.

[63] *U.*: wan verliert der Bischoff die Praefectur?

S.: wan er Meyneydig wird an denen Landleüthen, und schuldig des hohen Verraths, also hatte bischoff Willhelm der junge anno 1414 die Praefectur verfehlt: ein gleiche bewandnus hatt es mit H. Landshaubtman wie auch *Guittshardo Wilhelmi praefati* geschechen und verstoßen ja veryagt worden⁶¹.

[64] *U.*: wer kan *Praevilegia* und *leges priuatas* ertheilen?

S.: der jenig allein kan *Praevilegia* mittheilen, welcher allgemeine sazungen kan aufrichten, hiemit gleichwie ein jeder könig in seinem reich die *Praevilegia* gibt, also geherth auch dis dem hohen stand nemblich den 7 Zenden zu die *Praevilegia* dem Praefect zu ertheilen, deren sich er hernach gefräuwen hatt.

[65] *U.*: wan ein Praevilegium zweyfelhafftig wäre, wie solches zu verstehen sein, welcher soll selbes verdollmetschen?

S.: der jenige soll den verstand desselben erklären, der daß Praevilegium gegeben hatt, nemblich der hohe stand.

[66] *U.*: und wer kan das Praevilegium limitieren oder reuocieren?

S.: der hohe stand, der solches gegeben hatt.

[67] *U.*: aus was ursachen kan solches geschechen?

S.: aus underscheidlichen:

1^{mo}: wan der Praefect das Praevilegium mißbraucht, dan *Praevilegium meretur amittere qui permissa abutitur potestate*⁶².

2^{do}: wan er die darzu gesezte bedingnußen nit erfüllet.

⁶⁰ Sur cette pension de l'évêque, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 180 et 185. Burgener dit qu'elle s'élève à 700 thalers (traduction française : 700 écus). Cf. *La fin...*, pp. 162-163, 247, et *Luttes politiques...*, dans *Vallesia*, II, pp. 106-114 (inclusion de l'évêque dans l'alliance française en 1618). V. encore notre note 81 ci-après.

⁶¹ Allusion à Guillaume VI de Rarogne et aux événements 1416 : *La fin...*, pp. 41-45. — Après *praefati*, il y aurait lieu de suppléer : *avunculo*.

⁶² Citation du *Corpus juris canonici*, *Décrétales de Grégoire IX*, Liv. V, tit., XXXIII, chap. XI.

3^{to}: wan er sich undanckbar und ungebührend gegen dem hohen stand auffierth.

4^{to}: wan das Praevilegium dem allgemeinen Landtman gar zu schwehr und nachtheilig wird.

5^{to}: wan solches erfodret der allgemeine nuzen und ruohstand des Vatterlands.

6^{to}: *amittitur Praevilegium cessante causa, propter quam Praevilegium ab initio fuit indultum*⁶³.

[68] U.: was mächte woll vir ursach sein gewesen, daß in den alten schrifftten diser folgende stylus *Nos Ballivus = Judex, etc. pro Reuerendissimo, etc.* ist abgeändert worden?

S.: dise daß das Capitel zum öffteren der freyheitt nachtheylige consequenzen und folgerungen hierauf hatt ziechen wollen⁶⁴.

[69] U.: warum beschreibet seit einigen und hunderth jahren her der Landshaubtman den ordentlichen Landrath in gegenwarth des Bischoffs da zuvor der Landrath vom Bischoff in gegenwarth des Landshaubtmans beschreiben wurde?

S.: weill der Landrath in namen der 7 Zenden beschriben wird, disen aber freystehet den selben lassen zu beschreiben durch den Bischoff als Praefect oder den Landshaubtman oder Landschreiber, andrer ursach zu geschweigen, so dazumahl auf der ban gewesen, dise abändrung zu machen, ware es anständiger daß der weltliche Landrath vom weltlichen haubt des Vatterlands beschriben wurde, gleichwie der Synodus oder geistliche stand und Rathversammlung von geistlichen⁶⁵.

[70] U.: warum beeydiget der Bischoff nit mehr die zenden Richter als wie vor uralten zeitten?

S.: darum glaub ich: weill das Capitell aus allen disen kleynikeitten zu underscheidlichen mahlen suochte souverainisch übel lautende consequenzen zu machen zum nachtheill des ruohstand des Vatterlands⁶⁶.

⁶³ Cette citation n'est pas empruntée au *Corpus juris canonici*, mais provient sans doute d'un auteur canoniste. Ainsi, on peut lire chez R. P. F. Anacletus Reiffenstuel, *Jus canonicum universum...*, Anvers, 1755, t. 5, p. 359, No 183 : « *Quaeritur an et quando cessat privilegium propter cessationem causae? Resp. cum communi, privilegium cessare propter cessationem causae, ob quam datum est, nam ut dicitur, c. cessante LX de Appellat. cessante causa cessat effectus* ». — Il s'agit ici d'une application du *Corpus juris canonici*, *Décrétales de Grégoire IX*, liv. II, tit. XXVI (*de Appellationibus*), chap. LX : « *Cum cessante causa, cesset effectus* »...

⁶⁴ Sur la formule *Ballivus pro Reverendissimo*, *Contestations...*, dans *Vallesia*, X, p. 174, *Vallesia*, VIII, p. 181, *Vallesia*, VI, pp. 119, 125, 127.

⁶⁵ Sur la convocation de la diète, v. notre note 40 ci-dessus.

⁶⁶ Sur l'assermentation des juges de dizain, *La fin...*, pp. 235-236. Le mémoire du chapitre de 1735 affirme que les dizains ont aboli ce droit dès 1640 (*Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, p. 127).

Von dem Dom Capitel zu Sitten

[71] *Vatter*: was verstehest du mein sohn under dem dom Capitel?

Sohn: ich verstehe 12 zu Sitten residierende Dom Herren, welche vill alte schriftten haben, selbe zu unseren zeitten nach eines jedes Bischoffs todt durch aus gesprengte übel und falsch gegründete büochle und memorial ganz ohne recht zur weltlichen standsregierung gebrauchen wollen, und die ererbte freyheitt hierdurch zu schmälern trachten⁶⁷.

[72] *U.*: ist disen Worthen *ohne rechte zur weltlichen standsregierung* zu trauen?

S.: disen worthen *ohne rechte*, etc. ist steiff und vest zu trauen.

1^{mo}: weill sie ihren grundsatz in heyliger schriftt haben *Ep. 2 ad. Thimot. C. 2* alwo dem dom Capitel verboten ist sich in weltliche stands und gerichtshändel einzuomischen⁶⁸.

2^{do}: seind dise Worth von dem exempel Christi understützet, welcher bey *Joannem Evang. Cap. 6*, die souverain oder königliche kron ausgeflochen und bey *Luca cap. 12* die angetragne Richtersstelle abgeschlagen hatt um dem Capitel zu verstehen zu geben, daß es nit zur weltlichen sonder zur geistlichen richter stelle beruoffen sei⁶⁹.

3^{tio}: wird dises bekräftiget von mehreren kirchen versamlungen, welche dem Capitell sich in weltliche händel einzumischen verbietten ja das Tridentinisch consilium *sessione 22 de reform. cap. 1* erneüwret disfals alle alte kirchen sazungen übertretter⁷⁰.

[73] *U.*: freylich beziecht sich das Capitel nit auf die heylige schriftt noch weder auf das geistlich recht in seinem begehren, jedoch hatt selbes *anno 1735* in seinem memorial wollen zu verstehen geben als wan es den dritten theil im Landrecht ausmüechte, und den dritten theill der souverainität ansprechete, folglich verlangte in allgemeinem Landrath eingesezt zu werden, und als ein regierendes standsglid erkent zu sein, weill sein namen im Landrecht eingesezt sei⁷¹.

⁶⁷ L'auteur fait allusion aux mémoires du chapitre de 1735 et des années suivantes (*ibid.*, pp. 111-152, et dans *Vallesia*, VIII, pp. 145-152, et *Vallesia*, X, pp. 158-162).

⁶⁸ Allusion probable à 2 *Tim.*, 24 : « il ne faut pas qu'un serviteur du Seigneur conteste... »

⁶⁹ *Joan*, 6, 15 et *Luc*, 12, 13-14.

⁷⁰ *Sacrosancti et oecumenici concilii Tridentini... canones et decreta*, Paris, 1832, pp. 152-153 : « ...nec non saecularibus negotiis fugiendis copiose ac salubriter sancita fuerunt, eadem in posterum iisdem poenis, vel majoribus, arbitrio Ordinarii imponendis, observentur... »

⁷¹ Sur ce mémoire capitulaire de 1735, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, pp. 111-136.

S.: o unvernunftiges begehren! hier ließe sich woll fragen, welcher kaiser dan das Capitel zum Mittregenten über Wallis angenommen habe? — zu welchen zeiten das Capitel jeweilen im dritten jahr Wallis beherrscht habe? Das aber sein namen im Landrecht eingeschriben stehet, machet das Capitell so wenig zu einem souverainischen herren als Pilatum zu einem apostel, obwoll seiner in dem apostolischen unserem glauben meldung geschicht.

[74] U.: das Capitel steiffet sich auf gewisse Carolina, nun sag mir, was ist dise Carolina?

S.: die Carolina ist gleich einem halbzerrissen buoch, so kein anfang und kein Ende hatt, sie hatt kein anfang, dan als Bischoff und Capitel im 16^{ten} *saeculo* vom kaiser *confirmationem Carolinae* begehrt, hatt das Capitel deren kein original gehabt, und der kaiser hatt auch nichts drum gewust: sie hatt auch kein Ende, dan obwoll selbe Carolina im 17^{ten} *saeculo* zum dritten mahl, als nemblich *anno* 1613, 1634 und 1640 vom Bischoff und Capitel ist reuociert worden, understehen sich dannoch die neüwe Domherren nach dem hinscheit des Bischoffs seeligen selbigen widrum von den todten zum leben zu erwecken⁷².

[75] U.: das Capitel hatt *anno* 1737 under dem 18^{den} may schriftlich den als einem standsglid gebührenden abscheid begehret ist solcher ihme gestattet worden⁷³?

S.: der abscheid ist dem Capitel nit zugesagt worden:

1^{mo}: weill das Capitel kein standsglid, noch Praefect ist.

2^{do}: weill das sittner Synodal büochle § 1 Cap. 9 sagt: der geistlich stand solle sich nit in die weltliche regierung einmischen und der weltlich nit in die geistliche *alter alteri neutiquam deroget*⁷⁴.

[76] U.: das Capitel hatt *anno* 1752 den 7^{en} aprilis in truck mitgegebenen memorial begerth ein standsglid erkennen zu werden lauth landrecht⁷⁵?

S.: ganz recht, wan das Capitel einige ursach ein standsglid zu sein auf das landrecht ankombt, seind wir mit ihm bald fertig, dan lauth Landrecht seind nur 7 Zenden, lauth Landrecht machen die 7 Zehnden die ganz Republic

⁷² Sur la Caroline, *L'indépendance...*, pp. 392-425, 438-448. Sur les révocations de 1613 et 1634, *Luttes politiques...*, dans *Vallesia*, II, pp. 76-153; sur celle de 1640, *Contestations...*, dans *Vallesia*, V, pp. 203-214 et encore dans *Vallesia*, X, p. 171.

⁷³ Allusion aux événements de 1738 à 1752: *ibid.*, dans *Vallesia*, VI, pp. 143-152. Une « demande écrite » du 18 mai 1737 nous est inconnue.

⁷⁴ H. Jost, *Constitutiones et decreta synodalia dioecesis Sedunensis...*, Fribourg, 1635, p. 153. La citation exacte serait: chapitre IX, parag. 1: « *harum jurisdictionum altera alteri neutiquam derogat* ».

⁷⁵ Sur le mémoire imprimé du 7 avril 1752, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, p. 147.

aus, lauth Landrecht seind die 7 Zehnden ein freyes Volck⁷⁶, lauth Landrecht sollen die appellungen⁷⁷ vor die abgesanthe deren 7 Zehnden geschechen, das Landrecht sagt nit, das man appellieren solle vor das Capitell, es saget nit, daß das Capitell das 8^{te} regierende standsglid seie, es sagt kein worth, daß das Capitell es iemahl gewesen seie, ja es zeigt sonnenklar, daß das Capitell kein siz im Landrath habe, vorbehalten *in causis mixti fori*, sollen in denen appellungen vor dem allgemeinen Landrath zwey Domherren beruoffen werden sagt die Reuision *articulo 72*⁷⁸ nun bekräftiget dieser ausnahm, daß das Capitell in übrigen gewöhnlichen Landrathsversambungen kein siz noch stim habe, sonst wäre es nit vonnöthen das Capitell *in Causis mixti fori* zu beruoffen, wan es als ein Regierendes standsglid in allen Landträthen siz und stim hätte, hiemit ist das Capitell auch lauth landrecht kein standsglid. — Weiters das Capitell kan nit auffweisen daß es seit aufrichtung der Landtvogthey von St. Mauriz *ab anno 1510* und der Landtvogthey Monthey *ab anno 1537* den 8^{ten} kehr der Landtvogtheyen besetzt habe, und den 8^{then} theill der gmeinen gelthren vom undren Wallis empfangen habe, es kan nit auffweisen, daß es *ab anno 1516* den 8^{ten} theill der frid und Pundts geltheren von franckreich bezogen habe, noch weder den 8^{ten} theill der hilffsvölckeren denen Verpündteten außer Lands geschicket: ist also des Capitells begehren abscheid, stim, und siz in denen ordentlichen Landträthen zu haben, und als ein Regierendes standsglid erkennet zu werden noch weder durch Titul noch durch die besizung understützet, sondern ein ungeräumtes begehren.

[77] U.: wan das Dom Capitell kein standsglid ist, warum beruofft man dan selbes der wahl des Landshaubtmans beyzuwohnen?

S.: weill das Capitell hiereinfals gleichsam zu reden daß finfte ratt am wagen ist, will sagen wo 8 stimmen seind, beruofft man das Capitell die 9^{te} stim auszumachen, nun ist bekanth, daß der Resignierte Landshaubtman bey der neüwen Landshaubtmans wahl abtrittet, und kein stim hatt,

⁷⁶ V. notre note 27 ci-dessus.

⁷⁷ V. notre note 28 ci-dessus.

⁷⁸ Cet article de la « Revision » des statuts du Valais ne figure pas dans le texte qui en a été imprimé au XIX^e siècle (*Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus*, Sion, 1843). Il est cité par contre, mais avec des variantes, par J. Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan...* Lausanne, 1927, p. 126, note 1. On le retrouve sous la forme suivante dans le manuscrit d'une revision datée d'avril 1597 (AV L 50, f. 120) : « ...jedoch das darzu ouch betriefft werden zwen Ehrwürdige Unpartysche Tumbherren des Capitels zu Sitten ». — On comparera ce passage avec *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, p. 143. — L'expression « sonnenklar » revient souvent dans le mémoire du bailli Burgener (*ibid.*, dans *Vallesia*, VIII, par ex. pp. 157, 160). — Sur la prétention du chapitre à être considéré comme membre de l'Etat, *ibid.*, dans *Vallesia*, VI, pp. 111-152 et *Vallesia*, X, p. 159.

folglich machen der Bischoff und 7 Zehnden nur 8 stimmen aus, wird also die 9^{te} ungleiche stim erfordert, und beruofft man das Capitel darzu⁷⁹.

[78] U.: und warum ist das Capitel *anno* 1756 zur erneüwerung des Pundts eingeladen worden?

S.: weill dises ein Religions und Regions Pundt ware, in andren Pundt-
nußen aber, wo es zu thun ist um schirmung Landt und leüth alswie mit
franckreich, ist von *anno* 1500 her kein Capitel zugelassen worden, wie
schon drob zu sehen⁸⁰.

[79] U.: beziecht das Capitel die Pension?

S.: das Capitel beziecht eine französische gratification gleichwie die Ca-
puciner zu Sitten und die Jesuiter zu Brüg, deswegen aber wird niemand zu
einem regierenden standsglid⁸¹.

[80] U.: wie lauthet der in *anno* 1752 im memorial beygesezte klag des
Capitels⁸²?

S.: er lauthet also: jederman ist bekandt, und die löblichen 7 Zehnden selb-
sten kennen nit in abred stehen, daß so val die rechte des Bistumbs als des
Dom Capitels zu underscheidlichen zeitten zimlich gekräncket und verlezet
worden: klag so mir 4 überschüz in sich endhaltet, dan:

1^{mo}: ist niemand bekanth, waß das Capitel durch sein ungegründeten klag
andeüthen will.

2^{do}: stehen die 7 zehnden in völliger abredt, daß von ihnen so vill bewust,
des Bischoffs rechte in des ältesten mans gedencken ziemblich seie verlezet
worden.

3^{tio}: stehen sie in abredt, daß des Domkapitels rechte von ihnen zu under-
scheidlichen zeitten sein gekräncket worden.

4^{to}: sehen sie in abredt das auch des Capitels rechte von dritthalb hundert jah-
ren her zimlich seie verlezet worden. Was in noch ältren zeitten mächte
geschehen sein, ist beyderseits unbekanth aus abgang authentischer Wal-
lisser geschichtschreibren, kan ja das Capitel selbst kein meldung thuon in
welchen rechten und stucken es solle verlezet worden sein, es weiß defßhalben
noch tag noch jahr anzugeben, drum schlaget es so plum drein sagend zu
underscheidlichen zeitten: es sezet hinzu daß quantität wörtlein *zimlich*:
weilen aber daß Capitel noch tag noch jahr der verlezung seiner praeten-
diertchen rechten anzeigen kan, solte es doch wenigist gesagt haben, ob sol-

⁷⁹ Sur la nomination du bailli, v. l'opinion de Burgener, *ibid.*, dans *Vallesia*, VIII, p. 187, et *La fin...*, p. 217.

⁸⁰ V. nos notes 21-23 et 59 ci-dessus.

⁸¹ V. notre note 60 ci-dessus.

⁸² *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, pp. 147-148 et dans *Vallesia*, VIII, pp. 174-175.

ches in disem *saeculo* daß ist vor 50 jahren her geschehen, will man gutt sprechen, daß die 7 Zehnden ihme Capitel werden völlige satisfaction geben, aber es muß mit gutten Proben und beweisungen ankommen, *ut reus conventus possit dignoscere, quis petat, quid et quo jure petatur*: ist aber der handel vorbeigangen vor den 50 jahren gib ich dem Capitel kein gutts worth darvir: es werden seine vätter brüoder und verwanthe ja alle 7 Zehnden dem Capitel andworthen, was schon öffters in verloffnen jahren ist geandt-wortet worden nemblich diß: *wir haben dem Capitel nichts genohmen, wir sein ihm nichts schuldig zu geben, wir beziehen uns auf das recht der verjah-rung, welches allen alten händlen und streittikeitten ein Ende machet. Spatio 40 annorum continuorum contra Ecclesiam praescribit, contra mensam Epi-scopalem autem non nisi 50 annorum spatio praescribit: Statuta de Prae-scriptione*⁸³.

[81] U.: was wäre das ratsambste vir das Capitel?

S.: daß das Capitel mit seinem unrecht mäßigen begehren und unchristlicher anklag inskünftig wider die 7 zehnden einhielte, weill es lauth Landtrecht kein Regierendes standsglid ist, und soll solches vom ihm nit praetendierth werden nach zeügnuß deß H. *Appostoli Pauli Epistola 2. ad Thimotheum, Cap. 2 nemo militans Deo implicet se negotiis saecularibus*⁸⁴. Endtlich wird ja kein fromer und vernüptiger Landtman seine in guotten treüwen ererbte und von denen in gottruohenden vorälteren mit so theürem bluoth erkaufte freyheitt noch in den dritten noch in den 8^{then} theill sich dem Capitel under die füöße legen, und seine nachkommende in die harte underthänikeitt und dienstbarkeitt stürzen: solte aber das Capitel neüwer dingen in oder außser Lands mit seinem unrechtmäßigen begehren und unchristlicher klag widrum *ad vomitum* kommen förchte ich sehr, es möchte vir daß erste mit dem *nescitis, quid petatis* abgewisen, und um das anderthe mit dem *redde rationem* nit *de verbo otioso*, aber woll *injurioso* angehalten werden⁸⁵.

[82] U.: was hätt der Bischoff anno 1756 in may Landrath durch sein schriftliches memorial vir kläg gefierth⁸⁶?

S.: daß die Bischöffliche rechtsamkeiten von zeitten zu zeitten ja schier jähr-lich geschmäleret und geschwächet worden seien, sonderbar da ihme kein

⁸³ A. Heusler, *op. cit.*, pp. 211 et 299 (*Landrecht* de Schiner et de H. de Riedmatten, art. 21 et LXXI).

⁸⁴ Citation de *Tim. 2, 14* (selon la Vulgate).

⁸⁵ *Ad vomitum* : expression biblique se retrouvant dans *Prov. 26, 11*, et dans *2 Petr., 2, 22*. — *Redde rationem* : injonction donnée à l'économe infidèle (*Luc, 16, 2*). — *Nescitis quid petatis* : *Marc, 10, 38*. *De verbo otioso* : allusion à un passage de *Matth. 12, 36* : « *quoniam omne verbum otiosum quod locuti fuerint homines reddent rationem de eo in die judicii* » (citations d'après la Vulgate).

⁸⁶ Sur ce mémoire de 1756, *Contestations...*, dans *Vallesia*, X, p. 161, et *Vallesia*, VIII, pp. 146-148, 182.

Circularbrieff mehr zugesändet werden, als wan er kein glid eines hohen stands wäre, folglich *in causis majoribus et ordinariis* die circularbrieff begehre⁸⁷.

[83] U.: was hatt diser unbesunnene und unerwarthete klag vir ein bescheid bekommen?

S.: Landshaubtman hatt mit billicher empfindlikeitt eine ordentliche erklärung zu haben verlanget, in was nemblich die Bischöffliche rechtsamkeiten und sonderlich in seinen zeitten der amtsverwalthing seien verschmäleret worden, auf welches begehren in namen ihr Fürstlich Gnaden ist geandwortet worden daß die kläg sich allein auf die nit übersendete *circulares* beziehen, über welche erklärung dan H. Landshaubtman und Löbl. 7 zenden sich verandwortet, daß niemahlen alle *Circulares* sonderen nur einige nach gutt erachten des H. Landshaubtmans in geistlichen und mit geistlichen vermischte *circulares* seien übersändet worden: bey welchem alten gebrauch ohne abänderung sie es wollen beruohen lassen⁸⁸.

[84] U.: das Vatterlandt hatt durch Tractät mit *Walthero Supersaxo* und *Jodoco De Sillinen* die Bischöff vir sein geistlich und weltlichen herren erkennet, *ita ut sit unus dominus spiritualis et temporalis in tota Patria, etc.* Wie ist diß zu verstehen⁸⁹?

S.: diß ist zu verstehen, daß die 7 zehnden den Bischoff vir ihren geistlich- und weltlichen gerichtsherren (*dominum*) und sich vir seine gerichtsbärgen (*subditos*) erkennet, nit aber vir seine underthanen und den Bischoff vir ihren souverainischen herren: lese man vermelthe Tractät mit unparteyschen augen und bey dem liecht der Vernumpfft, so wird der wahre Verstand diser zweytheütigen worthen *dominus* und *subditus* bald erklärth werden: dan erstens ware es zu thuon um die jurisdiction, das ist, um die grichtsbarkeitt, in denen besizung die kirche von Sitten von den ältesten zeitten her durch die grafen von Sauoy ware beunruohiget worden, *cum a longissimis temporibus venerabilis Ecclesia Sedunensis in occupatione jurisdictionis meri et mixti imperij per violentiam comitum de Sabaudia oppressa fuerit*. Wird also von keiner souverainität oder *Supremo Domino* gemeldet, sonder von grichtsbarkeitt, folglich haben die 7 zehnden als ein souverainisches volck dem Bischoff als Praefect solche grichtsbarkeitt über sich selbst widrum übergeben und den selben zu einem allgemeinen Landrichter erwehllet (auf eben solche weiß, wie die zehnden ihre orths Richter erwehllen) dem selben in geistliche und weltlichem undergebnuß und gehorsamkeitt, wie auch understi-

⁸⁷ Sur les circulaires, v. notre note 41 ci-dessus.

⁸⁸ Sur ces faits, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, pp. 146-152.

⁸⁹ Sur ces traités, *La fin...* pp. 56, 62-63 ; *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, p. 116, *Vallesia*, VIII, pp. 177-178 et *Vallesia*, X, p. 177.

zung in ertheilung der gerechtikeitt versprochen *justitiae administrandae formem facere promiserunt salua tamen appellatione ad Patriotas*⁹⁰.

2^{do}: geben dise Worth *sit unus dominus spiritualis et temporalis* dem Bischoff im weltlichen stand nit ein größeren gwalthe als im geistlichen, nun ist er im geistlichen stand über die geistliche landsgeschäft nit ein souverainischer herr sonder der Babst, also noch weniger soll der Bischoff sein ein souverainischer herr im weltlichen standt, wan er schon ein geistlicher und weltlicher Landrichter ist, gleichwie obgedachte Zehnden Richter durch ihre Ehrenstellen zu keinen souverainischen herren werden, sondern inhaben über souverainische grichtsbarige zu befehlen in deme, was die grichtsbarikeitt betrifft, dise aber haben jenen zu befehlen, was die souverainische regierung angehet⁹¹.

3^{tio}: ist ja nit vernünftig ihme ein bilden wollen, daß ein von der underthänikeitt hart getrucktes volck gleich nach eroberter freyheitt sich widrum *gratanter* (wie der *actus* melden soll) freywillig in die underthänikeitt der Bischöffen geworffen habe, *quoties dubia interpretatio, libertatis, etc. etc.* sagt das recht, *secundum Libertatem respondendum erit*, woll aber in die grichtsbarikeitt dess Bischoffs gleich andren fürsten und ländren, welche in ihrem reich und ständen grichtskameren aufrichten, dessentwegen aber werden die fürsten nit zu underthanen, und die bestellte Richter nit zu Souverainischen herren: *Salomon (Rex) habebat 12 Praefectos super omnem Israel 3 Reg. 4, etiam Pharao Rex aegypti habuit suos praefectos exodi 5^{to}*⁹² seind dessentwegen *Salomon* und *Pharao* ihrer Praefecten underthane worden? oder seind dise könig jener Praefecten souverainische herren gebliben? gleicher gestalten haben die 7 zehnden den Bischoff nit als einen souverainischen herren erkennenet, sonder als ein Landrichter und sich selbst nit als seine underthanen sonder als sein gehorsame grichtsbärige *inspicimus in obscuris quod est verisimilius vel quod plerumque fieri consuevit*⁹³.

[85] U.: wo hatt das Capitel sein jurisdiction zu jeben?

S.: das Capitel hatt sein jurisdiction in geistlichen sachen und soll allein das geistlich wesen regieren, dan im sittner Synodal büochle am § 1, cap. 9 stehet

⁹⁰ Sur la valeur de cette distinction entre la souveraineté et la juridiction, *ibid.*, dans *Vallesia*, VIII, p. 178, note 5, et *Vallesia*, X, pp. 165, 169-171. — La citation « *justitiae administrandae...* » n'est pas tirée des traités en cause. Il doit s'agir d'une formule de serment prêté à des juges de dizain ou au bailli.

⁹¹ Sur les juges de dizain, v. notre note 25 ci-dessus.

⁹² Citation de la Vulgate, 3 Reg., L. III, chap. IV, 7 : « *habebat Salomon duodecim praefectos super omnem Israel.* » (ces « préfets » étaient en réalité des intendants), et Exod., chap. V, 6, 10 et 13 (ces « préfets » étaient des scribes et des exacteurs). — *Quotiens dubia interpretatio libertatis est, secundum libertatem respondendum erit* : citation du *Corpus juris civilis* de Justinien, Digeste, liv. L, tit. XVII, 20 (citation de Pomponius).

⁹³ Citation du *Corpus juris canonici*, Sixte de Boniface VIII, liv. V, tit. XII, Reg. XLV.

geschriben *ratione duplius status Ecclesiastici scilicet et saecularis duplex etiam assignatur jurisdictionio — harum jurisdictionum altera alteri neutiquam deroget*: dises will sagen, daß geistlich dem geistlichen und das weltlich dem weltlichen, der weltliche solle nit in das geistliche recht eingreifen, und der geistliche nit in das weltliche ⁹⁴.

[86] *U.*: lauth diser aufrichtigen Vertheylung der zwey gedachten jurisdictionen, wo hatt das Capitel sein sitz und stim?

S.: in der Cathedral kirch! in dem Calend! und im *Synodo!*

[87] *U.*: wie probierest mein sohn des Capitels Eintritt, sitz, und stim in der Cathedral?

S.: daß die *Canonici* den Bischoff in die Cathedral kirch begleiten sollen, hab ich in einem Decret *Sac. Rit. Cong.* von 1734 gelesen, aber daß sie mit dem Praefect sollen in den ordentlichen Landrath treten, stehet kein worth darein, widrum daß sie sitz im kirchen Chor haben, und aldorth ihr stim sollen hören lassen, ist zu lesen in einem andren Decret *S. R. C.* von 1602 ⁹⁵, nit aber in den Landrathen wie zu sechen in obciterter Epistel 2. *ad Thimotheum* C. 2. Mit hin haben des Capitel rechte in der weltlichen standsregierung zu keiner zeitt kennen noch gekräncket noch verlezet werden: *non videntur rem amittere, quibus propria non fuit* ⁹⁶.

[88] *U.*: was ist das Calend ⁹⁷?

S.: es ist ein monathliche versamblung des Capitels, alwo es abrathen soll, wes zu seinem und seiner mitglideren geistlichen und zeitlichen nuzen sein mag.

⁹⁴ H. Jost, *Constitutiones...*, p. 153, chap. IX parag. 1. Le tiret signifie que l'auteur omet un passage dans sa citation. — Il écrit *deroget* pour *derogat*.

⁹⁵ En dépit de recherches entreprises obligeamment par le P. Hürth, S. J., de l'Université grégorienne à Rome, auprès des archives de la S. Congrégation des Rites, il n'a pas été possible de retrouver de décisions de cette Congrégation, ni en 1602, ni en 1734, concernant le diocèse de Sion. — Par contre, M. le chanoine R. Naz, à Chambéry, a bien voulu nous communiquer qu'il a retrouvé dans les *Fontes Codicis juris canonici*, No 5187, 3 août 1602, un des textes auxquels notre auteur fait peut-être allusion: « *An quoties Episcopus cum cappa ad Ecclesiam ut divina officia celebret, seu illis assistat, progreditur, Canonici eum a loco suae habitationis quem non distare majori spatio ab Ecclesia, quam 20 passibus asseritur, associare teneantur?* S. Congreg. respondit: *teneri, dummodo distantia sit brevis prout supponitur* ».

Les *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum...*, t. II, Rome, 1898, pp. 51-52, ne semblent rien contenir qui se rapporte à ce sujet. Il est tout au plus fait mention d'un maître des cérémonies, nommé par un chapitre, et que l'évêque doit approuver, « *pro assistentia praestanda in omnibus functionibus...* » Il est fort possible que notre auteur fasse allusion à des décisions relatives à un autre diocèse que celui de Sion.

⁹⁶ Règle empruntée au *Corpus juris civilis* de Justinien, Digeste, liv. L. tit. XVII, 83 (Papinien).

⁹⁷ Le nom de « calendes » pour désigner les réunions du chapitre de Sion provient de ce qu'elles avaient lieu au début du mois: D. Imesch, *Das Domkapitel von Sitten...*, dans BWG, t. VI, pp. 13-18.

[89] *U.*: was ist der Synodus⁹⁸?

S.: ein geistlicher Landrath, welcher vom Bischoff Capitel und versambleten geistlichen gehalten wird.

[90] *U.*: was wird in disem *synodo* oder geistlichen Landrath abgerathen?

S.: es wird im *synodo* abgerathen und beschlossen daß jenige was zur Ehr Gottes zu behaltung und aufnahm deß Catholischen glaubens, zu exemplarischer auffiehrung der geistlikeitt, zu andächtiger austheylung der H.H. Sacramenten, zu Ziehrung der altär und kirchen, zu erhaltung der geistlichen güettern und rechten, zu ausreytung der mißbräuch und lasteren gedeylich sein mag, dan in *Constitutionibus Synodi Sedunensis* wird gehandelt folgendes⁹⁹:

CAP. 1^{mo}

Erstlich: *de professione fidei orthodoxae.*

2^{do}: de locis et exercitiis prauae Religionis interdictis.

3^{tio}: de libris et imaginibus contra fidem et bonos mores prohibitis.

4^{to}: de superstitionibus et magia tollenda.

CAP. 2^{do}

1^{mo}: de Praelatis, dignitatibus et Canonicis Cathedralis Ecclesiae Sedunensis.

2^{do}: de vicariis ruralibus.

3^{tio}: de Curatis seu Parochis.

4^{to}: de vicariis Parochialibus.

5^{to}: de Sacellanis.

6^{to}: de Rectoribus altarium.

7^{mo}: de Clericis inferioris ordinis.

8^{vo}: de Clericis peregrinis.

9^{no}: de Religiosis.

10^{mo}: de Procuratoribus templorum.

⁹⁸ Sur les synodes valaisans, D. Imesch, *Die Diöcesansynoden von Sitten*, dans BWG, t. VI, pp. 421-423.

⁹⁹ L'auteur cite ici intégralement les titres de chapitres des statuts synodaux de 1626, tels qu'ils sont publiés par H. Jost, *Constitutiones...*, toutefois en les mettant à l'ablatif précédé de *de*. Au chapitre VI, il met sous le parag. 7 une partie du parag. 6. Au chap. IX, il saute le parag. 5 (*concubinatus*) ; 6 était : *usura*, et 7 : *Violatio immunitatum*. — Au chap. 8, 2^o, lire : *immunitatibus* et non : *communitatibus*.

CAP. 3^{tio}

Erstlich: de statu clericali in genere.

2^{do}: de tonsura clericali.

3^{tio}: de vestitu clericali.

4^{to}: de victu clericali.

5^{to}: de cohabitatione.

6^{to}: de conversatione.

7^{mo}: de exercitio.

8^{vo}: de libris.

9^{no}: de residentia.

10^{mo}: de Praevilegiis clericorum.

CAP. 4^{to}

Erstlich: de Cultu divino et Caeremonijs.

2^{do}: de horis canonicis.

3^{tio}: de praedicatione verbi Dei.

4^{to} de Cathechismo cristiano.

5^{to}: de scolis priuatis.

6^{to}: de confraternitatibus.

7^{mo}: de festis Ecclesiae.

8^{vo}: de Processionibus.

9^{no}: de jejuniis et abstinentia.

10^{mo}: de angelica salutatione.

11^{mo}: de Benedictionibus.

12^{mo}: de exsequijs et sepulturis.

13^{tio}: de administratione et susceptione sacramentorum.

CAP. 5^{to}

Erstlich: de Sacramentis et administratione eorum in genere.

2^{do}: de Baptismo.

3^{tio}: de confirmatione.

4^{to}: de Eucharistia.

5^{to}: de missae sacrificio.

6^{to}: de Poenitentia.

7^{mo}: de confessariis.

8^{vo}: de Casibus reservatis.

9^{no}: de extrema unctione.

10^{mo}: de ordine.

11^{mo}: de matrimonio.

CAP. 6^{to}

Erstlich: *de Ecclesia, Capellis et oratoriis.*

2^{do}: *de sacristijs.*

3^{tio}: *de Campanilibus.*

4^{to}: *de Caemeteriis.*

5^{to}: *de altaribus cum ornatu suo et paramentis.*

6^{to}: *de Tabernaculo.*

7^{mo}: *de lampade custodia et vasculo ad deferendum aegris S.S. Sacramenta
atque unctionibus sacris.*

8^{vo}: *de cathedris concionatorum.*

9^{no}: *de confessionalibus.*

10^{mo}: *de supellectili sacra.*

11^{mo}: *de Fabrica templi.*

12^{mo}: *de Domo Parochiali.*

13^{tio}: *de Xenodochijs.*

CAP. 7^{mo}

Erstlich: *de jure Patronatus et praesentatione.*

2^{do}: *de collatione beneficiorum.*

3^{tio}: *de pluralitate beneficiorum.*

4^{to}: *de Resignatione beneficiorum.*

CAP. 8^{uo}

Erstlich: *de bonis et juribus Ecclesiae.*

2^{do}: *de communitatibus et Praeilegiis Ecclesiae.*

3^{tio}: *de Decimis, Primitiis et oblationibus.*

CAP. 9^{no}

Erstlich: *de jurisdictione fori externi.*

2^{do}: *de causis Ecclesiasticis.*

3^{tio}: *de haeresi.*

4^{to}: *de simonia.*

5^{to}: *de usura.*

6^{to}: *de violatione jmmunitatum Ecclesiae et usurpatione bonorum Ecclesia-
sticorum.*

CAP. 10^{mo}

Erstlich: *de Poena in genere.*

2^{do}: *de censuris Ecclesiasticis.*

3^{tio}: *de Excommunicatione.*

4^{to}: *de suspensione.*

5^{to}: *de interdicto.*

CAP. 11^{mo}

Erstlich: *de visitatione ipsa.*

2^{do}: *de sumptibus visitationis.*

3^{tio}: *de executione articulorum visitationis.*

CAP. 12^{mo}

Erstlich: *de celebratione Synodi.*

2^{do}: *de Personis synodalibus.*

3^{tio}: *de utilitate et necessitate synodorum, forma professionis fidei, modis conferendi collationem, forma juramenti curatorum seu beneficiatorum, et juramento procuratorum Ecclesiae.*

[91] U.: wie offft wird diser *synodus* gehalten?

S.: in denen wohlleingerichteten bistummen wird diser geistlich landrath alle jahr gehalten also wird der *synodus* in Sauoy von dem Bischoff zu annissi (vor disem Bischoff zu Genf) jährlich nach osteren gehalten¹⁰⁰: in disem bistum aber (wan es vill ist) zu hunderth jahren einmahl massen von anno 1626 under Bischoff Hiltprand Jost in Wallis kein *synodus* mehr gehalten worden.

[92] U.: wäre es dem geistlichen standt und wesen nit anständiger und ersprieslicher, wan der gleichen geistliche Landträth mehr im land gehalten wurden?

S.: freylich wäre es ersprieslicher: über das seind dise gemachte sazungen und Synodal büochle der gestalthen rare und seltene worden, daß man deren kaum in denen althen Pfarrey häuseren findet, hätte also das Dom Capitel ein weit größere Ehr vor Gott und der Welth aufgehebt und meh-

¹⁰⁰ Sur les synodes tenus dans le diocèse d'Annecy, v. J.-M. Pettex, *Statistique historique du diocèse d'Annecy*, dans *Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne*, t. II, 1880, notamment pp. 169 et suiv. Le synode s'y tenait, dans la règle, chaque année au mois de mai. On notera que la session annuelle est de règle depuis le Concile de Trente.

ren allgemeinen seelen nuzen gemacht, wan solches anno 1735¹⁰¹ an statt der getruckten und hernach in alle 7 zehnden ausgestreüwten Calendren so vill synodal büochlein hätte trucken lassen und under die geistliche ausge-theilt mit sambt einem geistlichen hohen befehl die Synodalreglen von stuck zu stuck voll und gutt zu beobachten bey angetrauwter geistlichen straff denen übertreteren.

[93] U.: was sagts du Calender? was wilt du damit sagen?

S.: ja mein Vatter jene Spargierte *memorialia* seind getruckt gewesen in form des hinkenden botts¹⁰², in welchen das Dom Capitel sich vill bemüehet und mit großem schnaufen biß an das jahr 1460 zuruggeloffen sein banck und sitz in allen alten staubigen und finstersten wincklen des Landraths aufzusuochen¹⁰³. Hatt aber sein banck alda nit gefunden, weil ihr banck und sitz nit in Landtrath sonder in der Cathedral, im Calend, und *Synodo* ist, da da ist, und wird des Capitels banck und sitz zu finden sein, da hatt es sein undisputierliches recht den sitz zu nehmen und sein stim lassen zu hören.

[94] U.: wohin erstrecket sich des Capitels jurisdiction annoch?

S.: über geistliche händel und *causas Ecclesiasticas*, also hatt Bischof Supersax und das Capitel anno 1725 das recht gesprochen über den Proceß, zwischend der Abthey von St. Maurizen und denen Pfarrey leüthen von Trois Torrent, so ein filialkirch von Colombey ist, in welchem Proceß es zu thuon ware um die Regularität der Pfruombt von Troistorrent, welche von gedachtem Bischoff und Capitel so woll wegen dem *jus Patronatus* als wegen der Regularität der Abthey ist zu gesprochen worden¹⁰⁴.

[95] U.: warum hatt anno 1753 der Bischoff und sein Capitel nach dem beyspill ihrer ruohmwürdigisten vorfahrerren nit auch das recht gesprochen über den abhängenden Proceß zwischend gedachter Abthey und den Pfarleüthen von Monthey, so ebenfals ein filialkirchen von Colombei ist¹⁰⁵?

S.: weill Bischoff mit eigner hand hatt recusierth Richter zu sein, die Partheyen zu der Nuntiatur auf Lucern remittiert, und denen Montheyeren eigenhändig ein *Procuratorium* gegeben under dem 13. *Aprilis* 1753 und mit ihnen *causam communem* zu machen *usque ad sententiam supremam Romanam*, ja auch das Capitel gabe ein sonderbahres *Procuratorium* denen

¹⁰¹ Sur le mémoire de 1735, v. notre note 71 ci-dessus.

¹⁰² Sur les calendriers valaisans et autres, L. Imhoff, *Propos d'Almanachs du temps jadis*, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, t. 8, 1952-53, pp. 368 et suiv.

¹⁰³ Sur ce point, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, pp. 116-119 et 125.

¹⁰⁴ Sur ce procès, J. Mariétan, *La juridiction spirituelle de l'abbaye de St-Maurice*, St-Maurice, 1925, pp. 54-71. On trouvera à la p. 65, en note, la reproduction de la sentence du 9 octobre 1725. — V. encore *Armorial*, p. 64, art. *Collombey*.

¹⁰⁵ Sur ce procès, J. Mariétan, *op. cit.*, pp. 68-71. Cf. *Armorial*, p. 172, art. *Monthey*.

Montheyeren den 24ten may vorgedachtes jahrs um die Montheyer zu unterstützen in ihrem vorhaben der Pfarrey von Monthey der Abthey auß den händen zu reißen *plenam impertimur potestatem auctoritatemque necessariam in Curiis Sacrae Nuntiaturae et Romanae vice et nomine etiam nostro conjuntorio comparendi, etc. etc.*

[96] U.: was hatt dise Parthey nehmung des Bischoffs und Capitels wider das exempel ihrer vorfahrer bisher gefruchtet?

S.: daß der Proceß schon bis in das sexte jahr gedauret, und erstaunliche große gelther deßwegen aus dem Landt gehn ohne einige nuzbarkeitt der Partheyen, anstatt wan der Bischoff und Capitel wie anno 1725 hätten Sentenz getragen, wäre der Proceß vor finf jahren vollendet, und das gelth im Landt gebliben.

[97] U.: was sagst du von der Landtvogtey St. Maurizen?

S.: dise hatt von anno 1035 biß ad 1475 beständig denen grafen von Sauoy gehorsamet, und war aus kaiserlicher schanckung (wie oben gesagt ist) übergeben, dises wird bekräftiget durch ein *actum* under dem 30ten juny anno 1414 in welchem authentisch bewisen und gelesen wird, daß der kaiser Sigismund von Joan Sostions Abt zu St. Mauriz heilthummer deß H. Sigismundi und seiner söhnen empfangen habe um zu Ehren seines H. Patronen Sigismundi in seinem königreich Ungern ein kloster zu bauwen: *et dum transitum faceret* (sagt diser *actus*) *die anteriori per locum Sti Mauriti* agauenensis *ducatus Chablesy Sedunensis Diocoesis de Dominio ab imperiali benevolentia concessio illustrissimi Principis dicti Regis fidelissimi Domini Amadei Sabaudiae comitis Chablesy ducatus, etc.* Das original von disem act wird aufbehalten in dem adelichen haus Payernat zu Monthey, Copey aber dessen ist zu lesen in *vita Sti Sigismundi*¹⁰⁶: lauth vermelden Worthen hatt der Bischoff die Landtvogtey *Sti Mauriti* niemahl beherschet als welche anno 1475 durch das kriegsrecht an die 7 zehnden kommen ist. Was ursach aber diser Landtvogtey erst kehrweiß anno 1510 von denen 7 zehnden ein Landtvogt sey gegeben worden, ist mir biß dato unbekandt. Woll aber ist zu lesen in alten schrifftten daß die offne schreiber sich aldorth und auch ie zuweilen im ober Landt mit dieser clausul underscriben *imperiali auctoritate notarius publicus* selten aber und die wenigere *auctoritate Reverendissimi*¹⁰⁷.

¹⁰⁶ Citation tirée de S. Bérody, *Histoire du Glorieux S. Sigismond Martyr...*, Sion, 1666, pp. 302-305. Bérody indique qu'il a tiré ce texte de l'original « conservé dans les archives de la maison de noble Barthélemy Payernat, notaire et bourgeois de Monthey et de St-Maurice, lieutenant du gouverneur » (sur la famille Paërnat, *Armorial*, pp. 189-190, art. *Paërnat*). — L'auteur écrit *ducatus* au lieu de *ducis*.

¹⁰⁷ Sur la nomination des gouverneurs de St-Maurice, *La fin...*, pp. 63, 72-73, 78-79. On trouvera la liste de ces gouverneurs dès 1500 dans D. Imesch, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, t. 1, Brigue, 1916, p. 701. — Sur les notaires impériaux et

[98] *U.*: warum gibt der Bischoff dem neü erwelthen Landtvogt zu St. Mauriz den Eydt, und der Landshaubtman dem Landtvogt zu Monthey?

S.: weill sie beyde häubter und Richter des Vatterlands seind, der Eydt aber gmeinlich dem Richter des orts soll praestiert werden, beeydiget der Einte im namen des hohen stands den Landtvogt zu St. Mauriz und der anderte den Landtvogt zu Monthey, deswegen aber sagt kein weltlicher herr *ergo* muos die Landtvogthey zu Monthey vormall dem Landshaubtman zugehört haben sonder besser muoß die Landtvogthey St. Maurizen niemall dem Bischoff und die Landtvogthey Monthey niemall dem Landshaubtman zugehört haben, weill keintwedrer jemahll Landtvögt in ihrem namen Landtvögt dorthin abgeschickt haben, sonder nur als zwey durchgehnde Landtrichter jene Landtvögt in namen der 7 Zehnden beeydiget haben¹⁰⁸.

Von der Bischoffswahl

[99] *Uatter*: was ist die Bischoffswahl?

Sohn: es ist ein beständiger zanckapffel zwischend dem Dom Capitel und denen 7 Zehnden, auß welchem schon vill unruoh und streittikeitten in vergangen zeitten endsprungen seind¹⁰⁹.

[100] *U.*: wie pflegt dise Bischoffswahl zu geschechen?

S.: daß Capitel praesentierth den 7 Zehnden 4 von den tauglichist und würdigsten Dom Herren, aus welchen von denen 7 Zehnden einer zum Bischoff designiert wird, deme dan der Landshaubtman im namen der 7 Zehnden das schwerth der Praefectur und amtsverwaltung überreicht.

[101] *U.*: wie seind die Bischöff bey anfang der Catholischen kirchen erwehlet worden?

S.: nach absterben der Heiligen H. Apostlen wurden die Bischöff in allgeiner Catholischerkirch so woll von dem Volck als von der geistlikeitt erwehlet nach zeügnuß des Cardinals Sfondrati¹¹⁰ und zwar auß erheblichen

épiscopaux, M. Mangisch, *De la situation et de l'organisation du notariat en Valais sous le régime épiscopal (999-1798)*, St-Maurice, 1913, pp. 67 et suiv., 155 et suiv.

¹⁰⁸ Sur l'élection et l'assermentation des gouverneurs de St-Maurice et de Monthey, v. notre note 107 ci-dessus, et *La fin...*, pp. 88, 95, 111, 113, 115, 121, 131-132, 153, 233-236. Le chapitre dit que ce droit a été enlevé à l'évêque en 1640 (*Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, p. 127).

¹⁰⁹ Allusion aux discordes que nous avons étudiées (*Contestations...*, dans *Vallesia*, V, pp. 201-214, *Vallesia*, VI, pp. 111-152, *Vallesia*, VIII, pp. 145-156, *Vallesia*, X, pp. 153-165).

¹¹⁰ Sur l'abbé de St-Gall C. Sfondrati, plus tard cardinal (1644-1696), *DHBS*, t. 6, Neuchâtel, 1932, p. 178, art. *Sfondrati*. — Son œuvre principale s'intitule *Regale sacerdotium romano pontifici assertum*, et est écrite sous le pseudonyme d'Eugenius Lombardus (s. l., 1684). On y lit, p. 43 : « initio Ecclesiae nascentis et multo post tempore non Episcopi

ursachen, weil nemblich dem Volck vill daran lage ein solchen seelenhirt und Bischoff zu haben, welcher von ihm dem volck selbst erwehlet wäre lauth dem recht: *was alle angehet, soll von allen gut geheißen werden*¹¹¹, und kan kein größeres vertrauwen und liebe zwischend dem Bischoff und Volck erwecket werden, als wan beyde in die Bischöfliche erwehlung einstimmen, dan was man selbst nit hatt ausgelesen, ist hart zu übertragen und nit leicht zu lieben: Endtlich weil sehr ersprueslich und löblich wäre, daß der Hirt under seinen schäfflein ein gutten namen habe, und dise gleichsam so vill zeügnus seines exemplarischen wandels und Persöhnlichen verdiensten durch allgemeine stimmen eingebetten, welches dem neüwerwehlten Bischoff die hochschätzung nach sich ziehet.

[102] U.: waren dise Bischoffswahlen rechtmäßig?

S.: ohnfehlbar indeme mehrere *Canones* und *Constitutiones* von denen Bäbsten aufgerichtet worden seind, krafft welchen der geistlikeitt und dem Volck die freyheitt gestattet wurde ihre Bischöff zu erwehlen: also *ex Decreto Gratiani dist. 63 Cap. 34. liberum sit clero et populo de propria Dioecesi Episcopum eligere*; widrum *dist. 62, Cap. 1 non sunt habendi inter Episcopos, qui nec a clericis eliguntur nec a plebibus expetuntur*; unde *Leo Papa: nulla ratio sinit ut inter Episcopos habeantur, qui nec a clericis sunt electi nec a plebibus expetiti*¹¹², etc.

[103] U.: wer confirmierte dise neüwerwehlte Bischöff?

S.: weil dise Bischöfliche erwehlungen in der allgemeinen kirchen bis auf daß finfte *saeculum* in gegenwarth des *metropolitae* (Bischoff der Hauptstatt) und von ihme dependierenden Provinz Bischoff in gegenwarth der geistlikeitt und des volcks, welches den Bischoff verlangte, geschache, wurde der neü erwehlte Bischoff von dem *metropolita* confirmieret und benedicierth, dise weiß die Bischöff zu erwehlen ist in dem finften *saeculo* in etwas abgeändert worden, weil dem *metropolitae* und *Episcopis Privincialibus* schwehr fiehle in weit endlegnen und kleinen orthen sich zu versambeln, deswegen in Franckreich und sonderbahr, in teütschland versambleten sich bey vacierendem Bistum nur die jenige wenige Bischöff, welche von dem *metropolitae* beruofft wurden, diser praesidierte der Bischoffswahll, und confirmierte den jenigen zum Bischoff, auf welchen die mehrere *suffragia* fiehlen, gleich wie annoch unser Bischoff zu Sitten von dem Volck, das ist von den 7 Zehnden

tantum, sed etiam populus eligendo Pastori admittebatur... et p. 44: ad electiones et clerus et populus convenirent... »

¹¹¹ Traduction de la règle: *Quod omnes tangit debet ab omnibus approbari*, tirée du *Corpus juris canonici*, Sexte de Boniface VIII, liv. V, tit. XII, Reg. XXIX.

¹¹² *Liberum sit...*: citation du *Corpus juris canonici*, Décret de Gratien, 1^{re} partie, dist. LXIII, titre du chapitre XXXIV. — *Non sunt habendi...*: *ibid.*, dist. LXII, titre du chap. I; le texte de ce chapitre commence par la citation: *nulla ratio...*

hierzu gesanthen durch das mehr der zehnden stimmen nominiert wird, und von dem Babst als Bischoff confirmiert¹¹³.

[104] U.: weme geherte das Bischöffliche Wahlrecht im 8ten und 9ten *saeculo* zu?

S.: das Bischöffliche Wahlrecht stunde im 8ten und 9ten *Saeculo* annoch zu der geistlikeitt und dem volck, wie solches auß mehreren Canonen der selben zeitt zu lesen, *quibus electiones jubentur fieri a clero et populo absque eo, quod fauor gratia vel jussus Principis intervenire debeat*: jedoch hatt Babst Zacharias Pepino dem könig in franckreich wegen nothwendikeitt der sachen (wider das kirchengesaz) das *Praevilegium* der nomination zu der vacierenden Bistummen in einigen Provinzen verwilliget, und seind auch *Carolo magno* der gleichen nominations *Praevilegia*, sonderbar in denen von ihm gestifteten Bistummen von der kirchen ertheilt worden, weill der auffnahm der Catholischen Religion und der nuz der kirchen es also erforderte, daß die jenige könig und käiser von der kirch mit geistlichen rechten und *Praevilegien* begaabet wurden, welche sich um die kirchen durch dero beschüzung und königliche freygebikeitt wohll verdient gemacht haben: der gleichen *jura Patronatûs*, wie die noch heütt *in usu* seind, und ihre krafft von der approbation der Bäbsten und Bischöffen haben genossen, die gutthäther und stifter schon im 5to und 6to *saeculo*. Endtlich hatt *Carolus magnus* die Bischoffswahl der geistlikeitt und dem Volck frey gestelth: wie in *primo libro Capitulorum Caroli und Ludovici imperatorum* mit folgenden Worthen zu lesen ist: *Sacrorum Canonum non ignari, ut in Dei nomine sancta Ecclesia suo liberius potiretur honore, assensum ordini Ecclesiastico praeuimus, ut scilicet Episcopi per electionem populi secundum statuta Canonum de propria Diocoesi remota personarum et munerum acceptione ob vitae meritum et sapientiae donum eligantur, ut exemplo et verbis sibi subjectis usque quaque sibi prodesse valeant, dist. 63, C. 34*¹¹⁴. Nach geschechener election behielten sich einige *successores Caroli magni* die confirmation und investitur vor, und zwar vor wurde die jnuestitur *per annulum et baculum* gegeben, bis zwischend dem Babst *Calisto 2do* und dem käiser *Henrico 5to* ein solemner Vertrag gemacht worden, kraft welchem der käiser versprochen die *investituras* nit mehr *per annulum et baculum* sonder *per sceptrum* zu geben ihm vorbehaltend den Bischoffswahlen beyzuwohnen: *in electione Episcoporum*

¹¹³ Sur l'historique des élections épiscopales primitives, R. Naz, *Dictionnaire de droit canonique*, Paris, fasc. XXV, 1950, col. 575 et A. Vacant et E. Mangenot, *Dictionnaire de théologie catholique*, t. 4, Paris, 1911, col. 2256-2281. — Pour le Valais, *La fin...*, pp. 191-196.

¹¹⁴ Citation du *Corpus juris canonici*, Décret de Gratien, 1^{re} partie, dist. LXIV, chap. XXXIV. — L'auteur saute le mot *cleri* (*per electionem cleri et populi*).

*Principis desideratur assensus, dist. 63, C. 25. Item ex Consilio Tolentino 12*¹¹⁵.

[105] *U.*: wan ist das Bischöffliche Wahlrecht an die Dom Capitel kommen?

S.: nach mehreren abändrungen ist endlich das Bischoffliche Wahlrecht in allgemeiner Catholischer kirch aus erheblichen ursachen in dem 13^{ten} saeculo an die Dom Capitel kommen alwo babst *Innocentius 3^{tus}* in allen seinen *Responsis* und *rescriptis* das Bischöffliche Wahlrecht als ein denen Dom Capittlen zustehendes recht erkennet, und zwar mit ausschließung der kaiser könig, und des volcks: *Laici vero nullo modo se debent inserere electioni, dist. 63 C. 1*¹¹⁶.

[106] *U.*: aus was ursachen ist das Bischöffliche wahlrecht von dem volck an die Dom Capitel kommen?

S.: weill eins theils die Dom Capitel und herren die verdiensten des neü zu erwehlenden Bischoffs besser erkennen sollen als das volck; andertheils weill bey vermehelter anzahl der christglaubigen das ganze volck nit ohne große beschwärmus und ungelegenheitt kunte zusammen beruoffen werden, oft auch des willen große streittikeiten und krieg endstuonden, das volck auch öfters mehr acht hatte auf das fleisch bluoth verwandtschaftt und eigen nuzen als auf die tugend und tauglikeitt des zu erwehlenden Bischoffen, ja zuweilen daß volck durch forcht und versprechungen eingenommen ihre stimmen ehnder verkauffte als den würdigsten zum Bischoff auß(er)wehlten: also haben in teütschland die Capitel das freye wahlrecht ihre Bischöff zu erwehlen.

[107] *U.*: kan der Babst hier ein falß dispensieren und die weltliche fürsten und ständ *per Praevilegium* fächig machen ihre Bischöff zu ernambsen?

S.: daß der Babst der höchste geistliche gesezgeber in dem kirchen gesaz *de plenitudine suae potestatis* dispensieren kenne und die weltliche *per Praevilegium* tauglich machen das Bischöffliche Wahlrecht und nominationsrecht zu besizen, ist männiglich bekandt; dan also ist denen königen von franckreich anno 1516 durch den concordat das *Praevilegium* vom Babst Leone die Bischöff innerthalb sex monath zu nominieren gestattet worden, die könig in hispania genüessen *per indultum* ein gleiche gnad, ebenfahls der heütige könig von Sardinien¹¹⁷.

¹¹⁵ *Ibid.*, dist. LXIII, titre du chap. XXV.

¹¹⁶ *Ibid.*, dist. LXIII, chap. I.

¹¹⁷ Sur le concordat de 1516, Naz, *op. cit.*, t. 3, Paris, 1942, col. 1388 (dans les six mois du jour de vacance, le roi de France devait faire connaître son choix au pape). V. encore Vacant et Mangenot, *op. cit.*, col. 2275. Il doit s'agir d'allusions au concordat de 1741 entre Benoît XIV et Emmanuel III, et probablement aux concessions faites à l'Espagne en 1737 et 1753. — Sur l'indult de Nicolas V en faveur de la Savoie, en 1451, A. Bergès,

[108] U.: von welcher zeit her ernambsen die 7 Zehnden den Bischoff?

S.: die 7 zehnden sind von unhinderdencklicher zeit *a tempore immemoriali* in der gewohnheit den Bischoff (nach vorher angemachter Capitularischen praesentation) zu ernambsen, zu dessen prob ersuoche man auf welche weiß unsere Bischöff vom 13^{ten} *Saeculo* her (das ist von der zeit an, daß die geistliche gesaz denen weltlichen verboten sich in Bischöffliche wahl einzumischen) seien erwehlet worden, betreffend dises 18 leuffende *saeculum* müessen alle lebendige daß Dom Capitel und der 7 Zehnden mündlich bekennen, daß der Bischoff von dem Capitel und den 7 Zehnden den zehnden stimmen nach seie erwehlet worden, in dem vorgehndren 17^{ten} *saeculo* beziechen wir uns auf die abscheid, welche bezeigen daß die Bischoffswahl auf gleichen fuoß vorbegegungen: in dem 16^{ten} *saeculo* stehet die Praesumption in abgang der abscheiden vir die 7 zehnden weill in der Cathedralkirch zu Sitten die stein selbst zeügnuß geben daß auch in dem 15^{ten} *saeculo* die Bischöff von der geistlikeitt und dem Volck seien erwehlt worden, alwo in einem in ein stein eingeschribnen *Epitaphio* folgende worth zu sechen gewesen: *R. P. D. Guillelmus de Raronia, qui electus in Episcopum unanimo consensu cleri et populi valesy rexit Ecclesiam annis 14, qui obiit die 13^{ia} mensis januarij anno Domini 1451 in Palanchia et jacet in valeria*: also lesen wir auch in des hochgelerth und wohl Ehrwürdigen Domherren Sebastiani Briguets *valesia Christiana* folg. 165¹¹⁸ aus welcher einschrift zu schließen, daß schon im vordren 14^{ten} *saeculo* diser *modus* die Bischöff zu erwehlen ohne zanck müesse in dem brauch gewesen sein, sonst wurden die damahlige Domherren der gleichen Einschrift in ihrer Cathedral kirch under ihren augen zu ihrem nachtheill nit haben einschreiben lassen und auch nachwerts nit geduldet: woraus erhellet, daß das geistliche gesaz (so vom 13^{ten} *saeculo* her die weltliche von der Bischoffswahl ausschließet) hier Lands nit *in esse* und schwung müesse gewesen sein.

[109] U.: kanst mir weiter probieren, daß die 7 zehnden gemelthes wahlrecht rechtswegen und giltig besizen?

S.: daß kan ich wohl, dan haben die 7 zehnden obgedachtes Wahlrecht vor dem 13^{ten} *saeculo* ohn Bäbstliches *Praevilegium* rechtshalber gebrauchen mägen, sollen sie solches an iezo villmehr mit Bäbstlichem *Praevilegio* brauchen kennen, folglich wan sie unhinderdencklicher zeit her den Bischoff

Des libertés de l'Eglise savoyarde et du gallicanisme du souverain Sénat de Savoie au XVII^e et XVIII^e siècle, Paris, 1942, pp. 24-30.

¹¹⁸ S. Briguets, *Vallesia christiana seu diocesis sedunensis historia sacra...*, Sion, M. Mayer, 1744, 8°, 216 p., p. 165. — Cette inscription est toujours encastree dans le mur intérieur de la cathédrale de Sion (A. Donnet, *Guide artistique du Valais*, Sion, 1954, p. 51).

ernambset haben, soll man an ihrem billichen recht nit zweiffen, wan sie auch das *Praevilegium scripto* nit auffweisen kennen: Massen die unhinderdenckliche zeit ein solche krafft hatt, daß sie *Praesumptionem Praevilegii* zu wegen bringet: nun wan die 7 Zehnden das *Praevilegium Scripto* auffweysen kunthen, wurd man zweiffels ohne an ihrem billichen recht nit zweiffen, nun soll man dran auch nit zweiffen, wan sie die besizung von mehrerer 100 jahren her probieren kennen, weill (wie schon gesagt) *tempus jmmemorale* so vill vermägen hatt als das *Praevilegium apostolicum* selbsten.

[110] *U.*: wan aber dem Babst unser *modus eligendi* unbewust, kan er sellen nit approbiert haben?

S. ich nehme die Domherren selbsten zu zeügen, was vir müeh sie genohmen haben den *Nuntium apostolicum* zu Lucern wegen der Bischoffswahl zu berichten, wie gnauw sie den *actum electionis* aufgesetzt, damit der Babst *de valore* oder *invaliditate Electionis* informiert werde, und der Designierte Bischoff confirmiert, ja auch *sacrae congregationi* soll unser *modus eligendi* bekandt sein durch den theils vom Bischoff theils vom Capitel eingelegten heimlichen klag: dessem allem ungeacht seind sie nit angehört worden, unsere erwählte Bischöff confirmiert, und folglich das Bäbstliche *Praevilegium* denen 7 zehnden approbiert worden.

[111] *U.*: weill der Babst der gleichen *Praevilegia* oder Wahlrecht den weltlichen nit pflegt ohne große ursach mit zu theylen, was gibts dan hier vir ursachen?

S.: vill und noch sehr wichtige weill dises *Praevilegium apostolicum* so woll zu dem friden begüetigung und ruoh des Vatterlands als zu erhaltung und vortpflanzung des Catholischen glaubens des mehreste beytraget, wie sehr leicht zu sechen mercken und verstehen, wan man achtung geben will auf die regierung und gemüetsneigungen unseres Vatterlands, in welchem also ein solche gutte einikeitt und *quasi* reciprocierlicher vertrag gleichsam scheint unter dem Bischoff, Dom Capitel und denen 7 Zehnden gemacht zu sein, wie es auch *ab jmmemorabili tempore* gepflegt worden, dan:

1^{mo}: weill dise 7 zehnden dem Bischoff, welchen sie selbst werden erwählt haben, allzeit die Praefectur amtsverwaltung und den gewöhnlichen Einsitz in may und Wienächt Landräthen auch einigen andren rathstägen geben wird auch denen 7 zehnden gestattet, daß sie (wie allzeit) den Bischoff ernambsen.

2^{do}: weill die 7 zehnden das Dom Capitel *ad electionem Ballivi* pflegt zu beruoffen, pflegt herendgegen das Dom Capitel dem Weltlichen stand die praesentation von 4 Domherren (oder auch von 4 tauglichen Pfarrherren wie

zu zeitten *Waltheri Supersaxo* geschechen) zur Bischöfflichen Wahl zu machen¹¹⁹.

3^{tio}: weill der halbtheill unseres Lands mit Calvinischen benachbarthen umgeben, liget zu erhaltung des Catholischen glaubens sehr vill daran, daß der geistlich und weltlich stand mit einander in gutter verständnus und bestem friden leben; nun wan disem zuwider geschechete wurde der friden des Vatterlands zerstörth, der Catholische glauben in gefahr gesetzt, und mehreres übel erfolgen, wan denen 7 zehnden ein Bischoff wider ihren willen solte gegeben werden, weilen ein solcher unbeliebige Bischoff vom allgemeinen freyen Landman niemall als ein Praefect wurde erkennenet werden, er wurde von gewöhnlichen Landrätthen und andren solchen nuzungen ausgeschlossen, wo nit gar (wie mehrmall geschechen) verstoossen werden. Das Dom Capitel wurde nit mehr *ad electionem Ballivalem* beruoffet werden und dar zu gelassen: aus welchem vill zweytracht auch unheilß zu gewarthen wäre, hiemit und ist gnugsam zu schlüessen, daß die Bäbst aus höchst erheblichen ursachen unseren *modum eligendi Episcopos siue tacite siue expresse*, ligt uns nichts daran *siue scripto siue vivae vocis oraculo* ist uns ein sach alzeitt zugelassen tollerierth hiemit approbiert haben.

[112] U.: wie lang hatt sich das Dom Capitel widersezt die uralte gewöhnliche Praesentation zur Bischoffswahl nach dem hinscheid Bischoffs Blatters, so geschechen *anno* 1752, den 19. *Januarij*, zu machen¹²⁰?

S.: das Capitel hatt sich widersezet vom 19. *januario* bis auf den 31. *augusti*, under dessen hatt die kirch ohne Bischoff, das ganz Landt ohne geistlichen oberhirt stehen müessen, welcher ungezihmende aufzug vile standsversamblungen veranlasset, große schwirikeitten verursacht, und das Vatterland an die 3000 kronen gekostet.

[113] U.: was suochte das Capitel durch disen dem Vatterlandt so sehr nachtheyligen aufzug zu gewihnnen?

S.: ein standsglid zu werden, dan es offerierte sich die praesentation zur Bischoffswahl zu machen mit diser zweyfachen bedingnuß, daß man den zukünftigen Bischoff die von denen Bischoffen De Riedmatten genossne rechte wolle genüessen lassen, und das Dom Capitel als ein standsglid nach lauth Landtrecht erkennen, etc. etc. Welcher Vorschlag nit hatt kennen angenommen werden, weill die 7 Zehnden ihre ererbte freye Landsregierung nit in eine dem Capitel underthänige manier zu verändern gesinnet waren.

¹¹⁹ La présentation de « 4 curés » lors de l'élection de Walter Supersaxo (20 décembre 1457) n'est pas connue par les actes de nomination de cet évêque (AV, fonds AT L, collectanea, 13, N° 19, 21, 22, 23). Au surplus, Supersaxo y est clairement indiqué comme chanoine à ce moment déjà.

¹²⁰ Sur ces faits, *Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, pp. 146-152.

[114] *U.*: das Capitel endschuldiget sich die Praesentation zu machen förchtend es möchte etwan wider das recht der kirchen auch wider sein Eydt und gewissen handeln.

S.: das Dom Capitel kan und soll gar billich und gescheid seinen in *anno* 1752 gehabten *scrupulum* auf die seithen sezen, da solches vermeinthe wider das recht der kirchen wider sein Eydt und gewissen zu handeln, wan es dem weltlichen stand die gewohnte Praesentation machen wurde; dan:

1^{mo}: wird das kirchen recht hierdurch nit verlezet, weill solches in disem *saeculo* sich nit weiter erstreckt als im verfloßnen, alwo der Bäbstliche stuoll denen 7 zehnden, als um die kirchen wohll verdient, jeder zeitt dises Bischöfliche wahlrecht gelten lassen *scienti et consentienti non fit injuria*¹²¹.

2^{do}: handelt das Dom Capitel nit wider sein Eydt, dan gesetzt, es habe ein unbillichen Eydt gethan den weltlichen stand seiner recht und Praeuilegien zu berauben, was ist zu thuon? *in male promissis rescinde fidem*¹²². Warum dis? *quia decet concessum a Principe beneficium esse mansurum*, *Reg. Juris* 16¹²³ dero halben soll das Capitel von der gleichen Eydt abstehen, dan *juramentum non est vinculum iniquitatis* ein ungerechter Eydt verbindet niemand¹²⁴.

3^{tio}: leidet das Dom Capitel darum kein schaden, dan sizet das Dom Capitel *in conscientia erronea* vermeinend es kenne der gleichen praesentation nit machen, so soll es seinen *errorem* von dannen sezen, weill lauth den rechts und Gottsgelehrten der weltliche stand welcher *ab immemoriali tempore* das Wahlrecht genossen hatt, *in suo possessorio* in seiner besizung ruohig sein und gelassen werden, bis und so lang an tag kommet, daß der anfang der besizung (die wenigist schon über 300 jehr dauret) ungerecht geschechen seie: wo will aber das Capitel der ungerechten besizung halber *Probas* hernehmen? *omnia praesumuntur legitime facta, donec contrarium probetur*, der betrug und die boosheitt muß probiert und nit nur praesumiert werden¹²⁵.

¹²¹ Citation du *Corpus juris civilis* de Justinien, Digeste, liv. L, tit. XVII, N° 145, ou du *Corpus juris canonici*, Sixte de Boniface VIII, liv. V, tit. XII, Reg. XXVII (*Scienti et consentienti non fit injuria neque dolus*).

¹²² *Ibid.*, Décret de Gratien, seconde partie, *Causa* XXII, *Quaest.* IV, C V : *in malis promissis rescinde fidem*. Cf. Sixte de Boniface VIII, liv. V., tit. XII, Reg. LXIX.

¹²³ *Ibid.*, Reg. XVI.

¹²⁴ *Ibid.*, Décrétales de Grégoire IX, liv. II, tit. XXIV, cap. XVIII : *cum juramentum non, ut esset iniquitatis vinculum, fuerit institutum*. On retrouve la formule chez les canonistes : p. ex. A. Reiffenstuel, *op. cit.*, t. 6, Anvers, 1755, pp. 96 et 97 ; L. Engel, *Collegium universi juris canonici*, Fribourg, J. Hautt, 1728, p. 229.

¹²⁵ Nous ignorons d'où provient exactement la formule latine citée. Par contre, la présomption de la bonne foi mentionnée dans le texte allemand est apparemment d'inspiration canonique (*praesumitur quilibet bonus nisi probetur contrarium ; dolus debet probari ab illo qui ipsum allegat* : Reiffenstuel, *op. cit.*, t. 2, Venise, 1742, p. 370, et Nicolai de Tudeschis, *Panormitani Commentaria tertia super secundo Decretalium*, Lyon, 1531, fo 19, de exceptionibus).

[115] *U.*: virs leste will ich sezen, obgedachtes Wahlrecht deß Bischoffs der 7 zehnden sei wider das geistliche recht, lauth einer ordnung Babst *Innocentij 3^{tij}* wie vornen zu sechen (nit aber wider das göttliche gesaz) was folget darauf ¹²⁶?

S.: die Bäbstliche confirmation folget darauf: welche im geistlichen recht krummens, gerad und ungiltiges giltig machet kraft seines höchsten geistlichen gewalts: *jure possidet, qui authore Praetore possidet* ¹²⁷ hatt der Babst so manche solche confirmation ertheilt, muß alles recht sein, mit hin ist der hoche stand nit zu beschuldigen, *nullus videtur dolo facere qui jure suo utitur* ¹²⁸; weil von so langer zeitt her man praesumieren ja glauben solle, daß die 7 zehnden auf ein rechtmäßige weiß das Bischöffliche wahlrecht in und allzeitt besessen haben, und dessen von dem Capitel nit werden kennen be-
raubt werden: dan *melior est conditio possidentis* ¹²⁹.

BESCHLUSS DER 7 LOBL. ZEHNDEN

Aus allem obangebrachtem:

Gombs: daß Wallis ein freyes demokratisches Land und Republic sei.

Brüg: daß kein andrer als alleinig die 7 zehnden Souverainische Herren im Landt seien.

Visp: daß der Bischoff und Landshaubtman keine souverainische Herren seien.

Raren: daß das Dom Capitel kein Regierendes standtsglied sei.

Leüg: daß des Capitels begehren die freyheitt angreiffe.

Sider: daß des Capitels klag die menschen lieb, und Ehr des hohen souverainen stands verleze.

Sitten: daß der Bischoff die *Praefecturam* von denen 7 Zehnden empfange, und so lang Bischoff und Praefect sich in einer Person werden befinden, so lang werden die 7 zehnden ihr villhundertjähriges Bischoffswahlrecht brauchen wollen.

Landshaubtman: daß unseren zeitten nichts den lieben friden im Vatterlandt höfftiger gestörth habe als die Bischoffswahl von anno 1752, weil

¹²⁶ V. notre note 116 ci-dessus.

¹²⁷ Citation du *Corpus juris civilis* de Justinien, Digeste, liv. XLI, tit. II, 11 (Paulus). La citation correcte serait : *Iuste possidet...* etc.

¹²⁸ Citation du *Corpus juris civilis* de Justinien, Digeste, livre L, tit. XVII, Reg. LV (Gaius).

¹²⁹ Citation du *Corpus juris canonici*, Sixte de Boniface VIII, liv. V, tit. XII, Reg. LXV : *in pari delicto vel causa, potior est conditio possidentis*. Cf. A. Reiffenstuel, op. cit., t. 6, Anvers, 1755, p. 105, 2 (*melior est conditio possidentis*).

das Capitel nach absterben Bischoffs Blatter selbe bis in die 7 monath und 12 tåg aufgeschoben, dergleichen dem Vatterland nachtheyligen langen aufschub man zu vor nit erfahren habe, dan¹³⁰:

1^{mo}: der Bischoff Blatter ist anno 1734 den 18^{ten} may nach absterben Bischoffs Supersaxo innerth 17 tågen zum Bischoff ernambset worden.

2^{do}: Bischoff Supersax anno 1701 den 2^{ten} Juny nach absterben *Adriani* 5^{ti} de Riedmatten innerthalb 13 tågen.

3^{tio}: *Adrianus* 5^{tus} de Riedmatten anno 1672 den 25^{ten} augusti nach absterben *adriani* 4^{ti} de Riedmatten innerth 12 tåg.

4^{to}: *Adrianus* 4^{tus} de Riedmatten anno 1646 den 1^{sten} octobris nach absterben *adriani* 3^{tij} de Riedmatten innerthalb 12 tågen.

5^{to}: *Adrianus* 3^{tius} de Riedmatten anno 1640 den 30^{ten} augusti nach absterben *Bartholomaei Supersaxo* innerthalb einem monath und 14 tågen¹³¹: — hätte also auch das Capitel die Bischoffswahl *Hilteprandi Roten* anno 1752 nach dem beyspill und auf dem fuoß seiner vorfahrer unbeschwärth schleiniger Vortsezen kennen. Dan *ubi major, minor cessat*, lasset der Babst unsere Bischoffswahl gut gelten, hatt das Capitel nichts mehr noch vor zu stuzen noch zu bellen, und seind seine unbeliebige unnütze Protestazen so vill verleimbdungen gleich, in deme dem weltlichen stand das Bischöfflich Wahlrecht *una cum clero* über 900 jahr lang zugehert hatt, bevor das Dom Capitel ein recht darzu gehabt, das ist von der zeit des heyiligen *Theodori* 1^{mi} (wie man sonst sagt) ersten Walliser Bischoff *ab anno* 381¹³² bis in das 13^{te} saeculum wie schon gedacht worden, alwo der *clerus succedente Capitulo* von der Bischoffs Wahl ist ausgeschlossen worden, der *Populus* aber, das ist die 7 zehnden sich bis auf heüttigen tag hierein manuteniert haben, und folglich solches wahlrecht *una cum clero* über 900 jahr *excluso illo clero* mit dem Capitel 500 jahr gejebet: — damit aber endlich dem Dom Capitel aller zweiffel benohmen werde (wan es wohlhgeneigt fir den beyder seitigen ruohstand des gewissens und fridens des Vatterlands ist) wurde nichts erwünschlichs und leüchters sein, als vom Båbstlichen stuoll wegen obberierten ursachen ein *indultum* zu erlangen den Bischoff in Wallis (wie bis dato *ab jmmemoriali tempore* gepflegt) noch fehrners durch die Praesentation des Capitels und stimmen der 7 Zehnden zu erwehllen: *ut omnia in ordine fiant*: weill nichts ist, was zwischend den 2 brüederen dem Dom Capitel und 7 zehnden die herzen und gemüetter besser vereinthen das band des

¹³⁰ V. notre note 120 ci-dessus.

¹³¹ Sur ces différentes élections, *Contestations...*, dans *Vallesia*, V, pp. 201-213.

¹³² 381 est la date à laquelle Théodore, 1^{er} évêque de Sion, apparaît pour la première fois dans l'histoire, en signant les décrets du concile d'Aquilée: M. Besson, *Recherches sur les origines des évêchés de Genève, Lausanne, Sion...* Fribourg et Paris, 1906, p. 14.

Landsfridens und brüederlicher einikeitt vester verknüpfen, den ruohstand des gewissens mehr bevörderen, den saur teig der Verleimbdung streittikeit und unnützen Kosten geschwinder aus dem weg raumen wurde, als daß (wie gleich ob gesagt) bey den gemein sein daß Bischöffliche Wahlrecht, krafft welchem beiden daran liget, und folglich zusteht, daß sie nach absterben eines Bischoffs sich also bald versambeln und bemühen (ohne absehen der freundschaft und eigen nuzens) der beraubten kirchen einen tauglichen hirtten zu bestellen, welcher von dem Volck geschäzet, und von welchem das Volck vatterlich geliebet werde: dise Reciprocierliche liebe und hochschätzung zwischend dem hirtten und den schaaften kan in keiner Erden besser hervor wagen als wan der hirth nach althem etwan bald finf hunderth-jährigem brauch (auf form wie obgedacht ist) von dem Dom Capitel und Volck zugleich ernambset und erwehlet wird, als dan hatt der neüw erwehlte Bischoff graff und Praefect Was der *apostolus Paulus* verlangt: *habeat Testimonium bonum, ab iis, qui foris sunt Epistola 1. ad Thimotheum C. 3*¹³³: worvon alles gutte zu verhoffen.

PAX

Capitulum: vergebet uns unsere schulden.

Bischoff: o Gott! gib deinen dieneren den lieben friden.

die 7 Zehnden: Amen.

VSC QP FIBD
VCAA XIX MB

C MP

PraeMIssVs PatrIota
ProLIfICat
PraeDICtae Patrlae¹³⁴.

¹³³ Citation de la Vulgate, *Tim.*, 1, 7.

¹³⁴ M. l'abbé Dr H.-A. von Roten propose, pour cette dédicace comportant un chronogramme, la lecture suivante, qui paraît très acceptable : *Vivat spectabilis consultus Pater Patriae Franciscus Josephus Burgener Deseni Vespiensis Capitaneus annis 19 magnus ballivus. Cliens moerens posuit. Praemissus patriota prolificat praedictae patriae*. Ce qui signifie : « Vive l'honorable et sage père de la patrie François-Joseph Burgener, capitaine du dizain de Viège, qui fut 19 ans bailli. Hommage d'un client attristé. Puisse ce patriote laisser une postérité pour sa patrie » ! — Le chronogramme contenu dans la phrase : *praemissus patriota...* fournit, en additionnant les majuscules, l'année 1761. — On sait que F.-J. Burgener fut bailli du Valais de 1742 à 1761, soit 19 ans (cf. L. Dupont Lachenal, *Les Chefs d'Etat du Valais*, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, t. 6, 1946-48, p. 120).

Dialogue sur la nature et sur le gouvernement de la République du Valais en Suisse

1761

AVANT-PROPOS DESTINE AU LECTEUR BIENVEILLANT

A son lit de mort, un père ami de la paix, un père de la Patrie, a dit récemment à ses enfants : « mes chers enfants, après ma mort, quand vous partagerez ma succession, partagez tout avec soin, ne laissez rien d'indivis ; il importe que chacun sache ce qui lui revient et le reçoive. Vous éviterez ainsi toute discorde entre vous ».

N.-S. Jésus-Christ, il y a plus de 1700 ans, a jugé indispensable le même partage entre les deux frères, je veux dire entre l'Etat ecclésiastique et l'Etat séculier. Il a dit en effet : « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». En vertu de ce précepte, S. Pierre et l'Etat ecclésiastique ont reçu la juridiction ecclésiastique, les clefs du Ciel, et l'Etat séculier, la juridiction séculière, le glaive séculier : « ce n'est pas sans raison qu'il porte le glaive ¹ »*. Mais l'Etat ecclésiastique tente de s'immiscer dans la juridiction temporelle plus souvent que l'Etat séculier dans les affaires ecclésiastiques : c'est ce que démontrent les mémoires extravagants du chapitre en date des 9 septembre 1735, 18 mai 1737 et 7 avril 1752, ainsi que le mémoire de l'évêque en diète de mai 1756 ². Il en est résulté et il peut en résulter encore beaucoup de discussions et de diffamations.

En vue d'y parer désormais, j'ai jugé bon de rédiger ce guide d'instruction civique à l'intention des libres patriotes amis de la paix et des pères de la Patrie. Je voudrais que, dès leur jeunesse, leurs chers enfants, dont les uns se destinent à l'état ecclésiastique, et les autres à l'Etat séculier, soient instruits des limites de la juridiction ecclésiastique, et que la juridiction séculière s'abstienne de toucher à l'héritage de ses confrères ecclésiastiques ; je voudrais éviter que la juridiction ecclésiastique ne s'immisce dans la juridiction séculière, et vice-versa : « mais à chacun le sien ³ ». Si chacun reste dans ses limites, on peut bien espérer que la chère Patrie conservera en paix la liberté que Dieu lui a donnée : « *a Domino tibi concessa o Patria libertas tua* ⁴ », lit-on dans la préface des Statuts ; et cela jusqu'à la fin des temps, et

* Les notes, auxquelles ces chiffres renvoient, accompagnent le texte allemand ci-dessus.

qu'ainsi nos louables ancêtres pourront dormir honorés et sans reproche dans leur tombeau.

Peut-être ce simple guide sera-t-il contesté sur un point ou sur l'autre. Quel est l'arbre qui ne porte aucun fruit véreux ? En pareil cas, je prie le lecteur avisé de prendre sa plume, de biffer ce qui est gâté (mais non ce qui peut être insuffisamment examiné), et de corriger ce guide avec bienveillance, s'il en sait davantage.

DIVISION DU PAYS DU VALAIS

[1] *Le Père* : Comment le Valais se divisait-il dans l'antiquité ?

Le Fils : Du temps de Jules César (environ 50 ans avant J.-C.) et auparavant déjà, trois peuplades se partageaient le Valais : les *Uberi*, les *Seduni* et les *Veragri*. Les *Uberi* occupaient Conches et Brigue, jusqu'au « mur du pays » en dessous de Gamsen, de la montagne, au sud, jusqu'au Rhône. Les *Uberi*, bien que distincts des *Seduni* de Sion, étaient une branche des *Seduni*. Les autres dizains, entre le dit mur et la Morge, appartenaient aux *Seduni* (Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion). Les *Veragri* détenaient le Bas-Valais⁵.

[2] *Le P.* : Comment partage-t-on le Valais actuellement ?

Le F. : Il se divise encore en Haut et Bas-Valais. Le Haut comprend les VII dizains : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Sion. Le Bas compte aussi 7 dizains ou bannières : Conthey, Ardon, Saillon, Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey, soit la région entre le pont de la Morge en dessous de Sion et le torrent de la Morge qui traverse St-Gingolph.

[3] *Le P.* : Quelle différence existe-t-il entre le Haut et le Bas-Valais en ce qui touche le gouvernement ?

Le F. : Le Haut est un Etat libre, tandis que le Bas est gouverné par le Haut-Valais.

L'ANCIEN GOUVERNEMENT DU VALAIS

[4] *Le Père* : Quel était le gouvernement du Valais du temps de Jules César et antérieurement ?

Le Fils : Sous les monarques celtes, c'était un gouvernement démocratique ou libre déjà : lorsque Galba, sur ordre de J. César, voulut pénétrer dans le pays avec la 12^e légion et de la cavalerie, afin de soumettre ses habitants et d'ouvrir ainsi un passage vers la France, il éprouva une telle résistance de la part des patriotes qu'il fut obligé de reculer.

[5] *Le P.* : Cette résistance du Valais dura-t-elle longtemps ?

Le F. : Non, l'empereur les attaqua peu après en personne avec plus de force et les soumit.

[6] *Le P.* : Sur quel pied les Romains ont-ils traité le Valais ?

Le F. : Ils l'ont traité comme un peuple libre. Preuve en soit une inscription romaine sur marbre, près de l'entrée de la cathédrale de Sion, portant l'en-

tête : « *CIVITAS SEDUNORUM* ». « *Civitas* », chez les Romains, avait le même sens que « peuple libre » ou « communauté libre ». C'est pourquoi l'on dit que le Valais avait le droit de cité romaine ⁶.

[7] *Le P.* : Combien de temps le Valais resta-t-il sous la protection et tutelle des Romains ?

Le F. : Jusqu'après l'an 400, lorsque peuple germanique ou scythe des Burgondes passa le Rhin, envahit la France et soumit le Valais ainsi que plusieurs provinces françaises. *Gondiochus*, alias *Gondesigilus* ⁷, vainqueur, soumit par la force de ses armes la Savoie, le Valais, une partie de la Suisse et la Petite Bourgogne. Le dernier roi de cette dynastie fut le saint martyr Sigismond.

[8] *Le P.* : Quand le Valais échut-il au royaume franc ?

Le F. : Au début du VI^e siècle, vers 522, date où Chlodomir, roi d'Orléans, envahit la Bourgogne et fit tuer le dit roi Sigismond ⁸.

[9] *Le P.* : Et combien de temps le pays fut-il régi par le royaume franc ?

Le F. : Presque jusqu'à la fin du IX^e siècle, à l'avènement du second royaume de Bourgogne, qui comprenait les diocèses de Besançon, de Tarentaise, de Bâle, de Genève, de Belley, de Lausanne, de Sion, de Maurienne, le val d'Aoste et les villes à l'ouest de la Reuss. Toutes ces cités avaient appartenu jadis aux fils de Charlemagne.

[10] *Le P.* : Quel fut le premier roi de ce second royaume de Bourgogne cisjurane ?

Le F. : Rodolphe, fils du comte Conrad de Strattlingen ou de Souabe, qui fut couronné roi de la Haute-Bourgogne (*Burgundia Transalpina*), dans l'abbaye de St-Maurice, par les évêques de Sion, de Genève et de Lausanne, en l'an 888 ⁹.

[11] *Le P.* : Combien de temps ce royaume de Bourgogne a-t-il duré ?

Le F. : Jusqu'en 1032. Rodolphe III, mort sans enfant, avait désigné comme héritier de son royaume l'empereur Conrad II le Salique ; vers la fin de sa vie, il lui envoya son sceptre et sa couronne, ainsi que la lance de S. Maurice ¹⁰. Dès ce moment, le Valais échut aux empereurs allemands et à l'empire.

[12] *Le P.* : Comment l'empereur Conrad divisa-t-il le Valais ?

Le F. : Il sépara le Haut du Bas-Valais et, en 1035, donna ce dernier à Humbert, comte de Savoie, en reconnaissance de ses fidèles secours contre Othon, comte de Champagne, avec lequel il était en guerre à cause du royaume de Bourgogne. Quant au Haut-Valais, du pont de la Morge à la Furka en Conches, il resta à l'empereur comme par le passé. C'est ce que dit Moreri dans son *Dictionnaire universel* ¹¹.

DEBUT DE LA LIBERTE DE NOTRE PATRIE

[13] *Le Père* : Quand le Haut-Valais se libéra-t-il du gouvernement impérial ?

Le Fils : D'après le témoignage de Moreri, Tschudi (*Chronique allemande de la Suisse*, 1^{re} partie, p. 147), H. Waldkirch (*de la Suisse*, 2^e partie, p. 378), Zurlauben (*Histoire militaire de la Suisse*) ¹², cela s'est produit après la mort de Berthold V de Zähringen, entre 1218 et 1250, pendant l'Interrègne : le

Haut-Valais s'est à peu près libéré et a conclu une alliance de 10 ans avec Berne (la première que nous, Valaisans, ayons conclue). En 1417, le Valais conclut un traité de combourgeoisie et d'alliance avec les cantons de Lucerne, Uri et Unterwald et, en 1533, avec les 7 cantons catholiques, alliance souvent renouvelée depuis lors, notamment en 1681, à Sion.

[14] *Le P.* : Qui a donné aux Valaisans la charte de leur liberté ?

Le F. : C'est Dieu, qui a fortifié leur bras et a donné le succès à leurs armes. C'est ainsi que, finalement, ils ont dompté les ennemis de la paix et de leur liberté.

[15] *Le P.* : Et comment cet acte fut-il écrit ?

Le F. : De la façon suivante : l'épée tint lieu de plume ; le sang versé, d'encre ; le corps des tués et des blessés fut le parchemin sur lequel est écrit en lettres de sang : « liberté, liberté » ! Si le droit de la guerre a garanti de nombreuses conquêtes à l'empereur Charlemagne, il assure également aux 7 dizains le retour à leur liberté primitive, celle dont ils avaient joui avant Jules César. Les 7 dizains ne repoussent-ils pas le joug des princes étrangers d'un meilleur droit que ceux-ci lorsqu'ils tentent de nous asservir par la violence ?

« La patience, longtemps exercée par une injuste violence, appelle enfin à la liberté les cœurs opprimés ¹³. »

DE QUELQUES BATAILLES EN VALAIS

[16] *Le Père* : Parle-moi de quelques-uns de ces combats sanglants.

Le Fils : Volontiers, pour autant que je puisse me les rappeler.

1^o En 1211, les gens de Conches et de Mörel ont défait le comte Berthold V de Zähringen à Ulrichen (Conches) ; celui-ci avait reçu le pays de la main de l'empereur Frédéric Barberousse.

2^o En 1328, à Loèche, sur le Pré des Soupîrs, une sanglante et victorieuse rencontre se produisit avec les sires de Wimmis, de Weissenburg et de Gruyère.

3^o En 1375, à St-Léonard, eut lieu une double et sanglante victoire ¹⁴.

4^o Après 9 années de guerre, en 1388, le 20 décembre, on battit le comte Amédée de Savoie à Viège, on libéra le pays, et les bannières prises sur l'ennemi ornèrent, pour la plupart, la voûte de l'église de Glis. En mémoire perpétuelle de cette belle victoire, Viégeois et Conchards en célèbrent encore l'anniversaire le mercredi avant Noël ; ceux de Brigue et de Mörel ont une procession spéciale à cet effet ¹⁵.

5^o En 1411, le pays eut fort à souffrir de l'évêque Guillaume le Jeune et du bailli Guichard de Rarogne ; ce dernier rassembla les patriotes à Platta près de Sion, sous prétexte de conclure avec eux un traité de paix et d'amitié, mais donna traîtreusement l'ordre de tuer les députés. Il en résulta de grandes discussions et une guerre. Finalement, on planta la mazze contre le père et le fils au château de la Soie, et tous deux furent bannis en 1417. C'est à

cette époque que l'on brûla les châteaux de Loèche et de Sierre ; en 1415, on brûla le château de Beauregard en face de Sierre, en direction d'Anniviers ¹⁶.

6° En 1419, Conches, Mörel et d'autres voisins ont gagné une bataille à Ulrichen sur les Bernois et les alliés du dit Guillaume ; ces derniers voulaient rétablir l'évêque Guillaume dans le pays. Lors de cette bataille, Thomas in der Binen combattit glorieusement et donna sa vie pour la liberté du pays ¹⁷.

7° En 1475, les patriotes et leurs alliés ont remporté à Sion une victoire sur les Savoyards et les Bourguignons. On célèbre depuis, dans tout le pays, l'aide divine obtenue par la puissante intercession de la Sainte Vierge Marie, le 13 novembre, fête des 7 joies de Marie. Telle fut la dernière bataille livrée par les patriotes du Valais contre des ennemis et princes étrangers. Désormais, ils recouvrèrent, par la grâce de Dieu, l'antique liberté qui avait été troublée si souvent. Toutefois, en 1487, le 25 avril, sous l'impulsion de l'évêque Josse de Silenen, ils se fourvoyèrent dans l'Ossola ; 500 d'entre eux furent jetés à l'eau au pont de Crévola ; il y eut encore quelques sièges, et on détruisit les châteaux de quelques seigneurs féodaux. Le Valais a encore envoyé des renforts à ses alliés à plusieurs reprises, hors de ses frontières, notamment en 1476, 1499, 1531, 1540, 1622, 1712 (guerre du Toggenbourg), 1755 (guerre de la Levantine, appelée guerre du vin rouge des Bas-Valaisans, où le Valais mit sur pied 500 hommes déjà, mais qui furent renvoyés chez eux sans avoir eu à s'employer) ¹⁸.

Après avoir reconquis la liberté et la paix, les 7 dizains ont commencé à régir les deux gouvernements de St-Maurice (avec la majorie de Nendaz), de Monthey (avec la châtellenie du Bouveret). Ils gouvernent celle de St-Maurice à tour de rôle entre les dizains, depuis 1511, et celle de Monthey de même, depuis la conquête de 1536.

[17] *Le P.* : Quand le duc de Savoie a-t-il cédé au Valais tout le gouvernement de Monthey, et quand y a-t-il absolument renoncé ?

Le F. : Le 4 août 1569. Les Valaisans ont conclu un traité avec Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, en vertu duquel le duc a cédé le gouvernement de Monthey aux Valaisans jusqu'au torrent de la Morge, qui coule à St-Gingolph. Et les Valaisans ont restitué au duc tout ce qu'ils avaient conquis en 1535 en dessous du torrent de la Morge, jusqu'à la Drance ¹⁹.

CONFIRMATION DE LA LIBERTE

[18] *Le Père* : L'empereur n'a-t-il plus de prétentions sur le Valais ?

Le Fils. : Non, car d'abord l'empereur Frédéric Barberousse nous a absolument livrés en échange dès 1169 à Berthold IV de Zähringen, que nous n'avons pas voulu reconnaître comme seigneur, mais battu trois fois. Nous nous sommes libérés de sa domination. Enfin, plusieurs empereurs suivants ont reconnu toute la Suisse avec ses alliés (donc le Valais aussi) comme un peuple libre et comme une république souveraine.

[19] *Le P.* : Quels sont ces empereurs ?

Le F. : Selon Moreri et bien d'autres auteurs, ce furent, au XIV^e siècle, Henri VII, Louis V, Charles VI. Au XV^e siècle : Sigismond. Au XVI^e siècle : Maximilien. Enfin, en 1648, le 24 octobre, Ferdinand III a de nouveau confirmé cette liberté dans l'article VI de la paix d'Osnabrück, et plus encore à celle de Münster : ce congrès tenu à Münster visait à restaurer la paix entre l'empire, la France et la Suède. Jean-Rodolphe Wettstein, bourgmestre de Bâle, y a comparu au nom de toute la Suisse ; avec l'appui des délégués français et suédois, il a obtenu l'article VI reconnaissant que la Suisse est libre et indépendante à l'égard de l'Empire allemand ²⁰.

[20] *Le P.* : La France a-t-elle quelque prétention sur le Valais ?

Le F. : Aussi peu ou pas du tout, car la France a reconnu le Valais, c'est-à-dire les VII dizains comme un peuple démocratique et libre, il y a plus de 250 ans ; elle a conclu plusieurs alliances avec le Valais, et le Valais a traité avec la France indépendamment de l'évêque et du chapitre de Sion, soit sans l'évêque ni le chapitre, à savoir :

1^o En 1500, le 20 mai, Louis XII conclut une alliance avec le Valais, en vertu de laquelle les Valaisans ont promis des troupes moyennant une solde.

2^o En 1503, le 11 avril, dans la campagne de Lucerne, fut conclu le traité d'Arona entre les délégués de Louis XII et ceux de Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald et Valais ; le roi l'a ratifié à Lyon, le 24 mai de la même année ²¹.

3^o En 1516, le 29 novembre, à Fribourg, fut conclue la paix perpétuelle entre les XIII cantons et le Valais. C'est de ce traité que datent les pensions françaises des VII dizains.

4^o En 1521, le 7 mai, à Lucerne, François I^{er} a conclu une alliance avec les XII cantons et le Valais. On y confirme les pensions et gratifications d'alliance déjà mentionnées, qui sont réparties dans les 7 dizains ; de même les « gratifications à volonté » pour les « Messieurs ». Zurich n'est pas inclu dans cette alliance ²².

5^o En 1549, le 7 juin, à Soleure, Henri II a conclu une alliance avec les XI cantons et le Valais, à l'exclusion de Berne et de Zurich.

6^o En 1564, le 7 décembre, à Fribourg, Charles IX a renouvelé l'alliance avec les XI cantons et le Valais.

7^o En 1582, le 22 juillet, à Soleure, Henri III a conclu une alliance avec les XII cantons et le Valais, à l'exclusion de Zurich.

8^o En 1602, le 3 janvier, à Soleure, Henri IV a renouvelé l'alliance avec les XII cantons et le Valais. Cette alliance fut jurée ensuite le 20 octobre de la même année à Paris, en présence du roi et de 40 députés suisses. Jean-Rodolphe Saager, avoyer de Berne, était à la tête de la députation helvétique ; son discours en allemand, traduit en français, est reproduit par le baron Zurlauben, 6^e tome, p. 258.

N. B. On observera que tous les autres alliés de toute la Suisse ont été inclus de tout temps dans ces alliances.

9° En 1663, le 24 septembre, à Soleure, Louis XIV a renouvelé l'alliance avec les XIII cantons, le Valais et les autres alliés. Elle fut jurée le 18 octobre de cette année dans l'église de Notre-Dame de Paris, en présence du roi, par 25 députés suisses. Le bourgmestre Waaser de Zurich fut à la tête de cette députation. On peut lire son discours chez Zurlauben, t. 7, p. 93. Les députés valaisans étaient : Etienne Kalbermatter, banneret de Sion, en qualité de bailli, et Gaspard Stockalper, capitaine du dizain de Brigue, comme secrétaire du pays.

10° En 1715, le 9 mai, à Soleure, Louis XIV, pour lui et pour Louis XV, renouvela pour 5 ans l'alliance avec les cantons catholiques et le Valais. Ont signé l'alliance au nom de la république du Valais : le bailli Jost Burgener, capitaine du dizain de Viège, et le vice-bailli Eugène de Courten, banneret à Sierre. Louis XIV est mort la même année, à Versailles, le 1er septembre, à l'âge de 77 ans ²³.

[21] *Le P.* : Qui a fait, en 1572, les statuts généraux (ou Landrecht) du pays ?
Le F. : Les députés des 7 dizains, munis de pleins pouvoirs, ont tiré ce Landrecht de l'ancien et l'ont corrigé, afin que l'évêque, les ecclésiastiques et les laïques qui ont des juges à instituer, rendent bonne et prompte justice en se conformant au Landrecht, en vertu de leur honneur et de leur serment ²⁴.

[22] *Le P.* : Qui institue les deux juges généraux de la patrie, à savoir le préfet et le bailli ?

Le F. : C'est la diète des 7 dizains réunie.

[23] *Le P.* : Qui institue les juges de dizain ?

Le F. : Chaque dizain nomme les siens ²⁵.

DE L'ETAT SECULIER

[24] *Le Père* : Qui est souverain seigneur en Valais ?

Le Fils : Ce sont les 7 dizains : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion ²⁶.

[25] *Le P.* : Peux-tu démontrer et prouver cette assertion ?

Le F. : Parfaitement :

1° A la lumière de la simple raison, car celui-là est souverain seigneur en Valais qui ordinairement accorde des levées de troupes aux princes étrangers, envoie des renforts à l'extérieur du pays, déclare la guerre, fait la paix, établit des alliances et les renouvelle, instaure des règles générales et des statuts, perçoit les revenus du pays, touche les pensions et « argents de paix », frappe les monnaies, établit les juges des patriotes et de chaque lieu, tels le préfet du Valais, le bailli et le vice-bailli, les gouverneurs des sujets, etc. Et tout cela se fait depuis que les 7 dizains ont recouvré la liberté. Il s'ensuit que les 7 dizains sont souverains seigneurs, en Valais, ce qui est confirmé :

2° Par le Landrecht lui-même, tant dans sa préface que dans l'article concernant les appels. Dans la préface, le 23 mai 1572, l'évêque Hildebrand

de Riedmatten en personne a reconnu les 7 dizains comme une république et un peuple libre : « toute la république des 7 dizains » dit-il ; il ajoute que Dieu lui a donné la liberté et il souhaite de tout cœur que le Dieu tout-puissant l'y maintienne. Voici comment il s'exprime dans la préface : « que Dieu veuille te conserver à jamais dans la liberté qui t'a été accordée par le Seigneur, ô Patrie ! ²⁷. » Et en vertu de l'article sur les appels, les sentences de l'évêque, du bailli et de tous les juges des 7 dizains peuvent être portées en appel, en dernière instance, au conseil général, devant les 7 dizains réunis. Or, celui dont émane toute juridiction et seigneurie, et à qui tout revient par appel, est souverain seigneur ²⁸.

3^o Parce que les 7 dizains, déjà en repoussant Berthold V de Zähringen, et finalement à la mort de celui-ci, ont commencé à secouer le joug impérial ; ils ont conclu ensuite, en 1250, une alliance avec Berne, de leur propre autorité ; ils ont commencé à constituer une république et à jouir de la liberté. Ainsi, depuis plus de 500 ans au moins, les 7 dizains sont un peuple souverain et démocratique, puisqu'ils ont joui d'une complète liberté, qu'ils ne dépendent d'aucun prince, mais possèdent par eux-mêmes tous les plus hauts droits souverains.

[26] *Le P.* : Puisqu'il résulte clairement de cela que le Valais est un peuple libre et démocratique, dis-moi encore, mon fils, ce qu'est un peuple libre ou librement démocratique ?

Le F. : C'est celui qui n'obéit pas à d'autres autorités qu'à celles que le peuple du pays se donne à soi-même ; qui n'est point soumis à d'autres statuts qu'à ceux qu'il a établis par ses propres autorités, conformément au pouvoir qui lui a été imparti, et dont chaque préposé, sans distinction, est soumis aux statuts établis par lui.

[27] *Le P.* : Pourquoi les 7 dizains se sont-ils unis pour ne former qu'un seul corps politique, une seule république ?

Le F. : Ce fut en vue de garantie et de sécurité générale, afin que chaque patriote puisse jouir paisiblement de ce qui lui appartient et puisse s'opposer avec plus de force à toutes les attaques des ennemis qui voudraient lui faire du mal ; car la main tout entière a plus de force qu'un seul doigt : de même le pays tout entier est bien plus fort qu'un dizain isolé ²⁹.

[28] *Le P.* : Quelle est la fin, quel est le but du gouvernement séculier ?

Le F. : C'est l'avantage de la communauté et du peuple, qui a confié à l'autorité de son pays ses biens, sa vie, le pays et la liberté, dans l'attente que ces biens soient conservés et protégés.

[29] *Le P.* : Qu'advierait-il si un haut magistrat, par exemple un juge de dizain, un banneret, un capitaine de dizain, se laissait guider par l'intérêt personnel ou par le respect humain, au grand détriment de la liberté ou de la communauté ?

Le F. : Ce serait un parjure, et ce magistrat devrait être aussitôt destitué de ses fonctions par ceux qui l'ont établi et par ses supérieurs, parce qu'il se détourne du but et de la fin de ses fonctions, parce qu'il néglige ses obligations, qui consistent à protéger et à maintenir selon le droit dans leurs biens, corps, vie, pays et liberté à lui confiés, le peuple et les communautés auxquels il a été préposé ³⁰.

[30] *Le P.* : Supposons que l'un ou l'autre article du Landrecht ait été inséré sans examen suffisant, ou que la majorité des dizains le reconnaisse aujourd'hui comme nuisible à tous les patriotes et à leur liberté, par suite de modifications dans les circonstances : je demande si cet article serait encore valable.

Le F. : Un tel article ne saurait subsister, car il porterait atteinte à la liberté et à l'intérêt général ; l'intérêt général est la règle fondamentale et la loi souveraine à laquelle doivent se conformer les autres articles et les lois d'un Etat libre. Par conséquent, si la majorité reconnaissait que la 1^{re} instance devant l'évêque était expressément nuisible à tous les patriotes et à la liberté du pays, cet article ne serait plus valable par le fait même, attendu qu'il ne serait pas dans l'intérêt des patriotes, mais à leur détriment. Je dis bien : si cet article est préjudiciable à tous les patriotes, et non pas seulement à certains particuliers ³¹.

[31] *Le P.* : Dans un Etat libre, le gouvernement dépend-il toujours de la majorité des voix ?

Le F. : Il en va ainsi dans une commune : en assemblée générale, la majorité des voix a le droit et le pouvoir d'agir et de traiter, d'administrer la chose publique, et la minorité des voix doit se conformer aux décisions de la majorité.

[32] *Le P.* : Pourquoi donc Sion, en 1753, s'est-il opposé à la pluralité des voix et en fut-il blâmé devant les 13 cantons ?

Le F. : Parce que certains de ses magistrats n'ont pas eu devant les yeux l'intérêt général et la liberté du pays, mais plutôt leur point de vue particulier ; et parce que le gouvernement aristocratique de leur ville à l'égard des 6 dizains leur plaisait mieux que la démocratie dans les 7 dizains ³².

[33] *Le P.* : Mais si un dizain ne voulait pas assister à la diète avec les autres dizains, qu'arriverait-il ?

Le F. : La diète ne serait pas moins valable juridiquement, et le cas s'est produit à Sierre en 1752, à la diète de Noël : elle avait été convoquée par son chef légitime, le bailli ; l'évêque et les 7 dizains y ont été convoqués comme d'habitude, bien que Sion n'ait pas voulu y assister ³³.

DE LA DIETE, DES DIETINES ET DES LETTRES CIRCULAIRES

[34] *Le Père* : Qu'est-ce que la diète ?

Le Fils : C'est l'assemblée régulière des députés des 7 dizains, convoquée par le bailli, en présence de l'évêque ; on y délibère sur les affaires ordinaires du pays ; les objets les plus importants sont pris *ad referendum* et sous réserve du bon plaisir des conseils et communes des 7 dizains.

[35] *Le P.* : Quand convoque-t-on la diète ordinaire ?

Le F. : En mai et avant Noël ³⁴.

[36] *Le P.* : Où la convoque-t-on ?

Le F. : Généralement à Sion, au château de la Majorie. Toutefois, le bailli peut la convoquer en d'autres dizains dans les époques troublées et dans

d'autres circonstances ; ainsi, la diète de Noël 1752 a été convoquée et tenue à Sierre, à cause des différends qui s'étaient produits précédemment au mois d'août lors de l'élection de l'évêque et à cause de l'immunité du Haut Etat que Sion avait violée ; c'est pourquoi aussi la diète suivante de mai 1753 a été convoquée à Sierre. Mais à la première séance de la diète, les députés de Sion ont comparu et ont donné la satisfaction voulue aux 6 dizains ; ils ont reconnu les fautes commises. Ainsi, grâce à Dieu, la paix désirée s'est rétablie ; la part des argents communs qui avait été retenue à Sion à titre de sanction, lors de la précédente diète de Noël, lui fut restituée, et toute la députation des 7 dizains, ainsi que l'évêque et le bailli, est rentrée à cheval à Sion, où la diète de mai s'est achevée ³⁵.

[37] *Le P.* : A qui envoie-t-on les lettres de convocation à la diète ?

Le F. : Aux juges de dizain, aux conseils et communes de chaque dizain, qui désignent leurs députés habituels, à savoir le juge, le banneret et le capitaine du dizain, avec un ou plusieurs députés. On leur donne plein pouvoir, selon l'ancienne coutume, pour délibérer et décider avec l'évêque, le bailli et les autres députés des 7 dizains, sur les articles contenus dans les circulaires, et pour tout ce qui peut servir à la gloire de Dieu et à l'avantage du pays ³⁶.

[38] *Le P.* : Qui préside la diète ?

Le F. : Le bailli.

[39] *Le P.* : A quel dizain le seigneur bailli adresse-t-il la première question à la ronde, lors de la 1^{re} séance d'une diète ?

Le F. : A celui de Conches, puis à Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion ³⁷.

[40] *Le P.* : Quel dizain est interrogé en premier les jours suivants ?

Le F. : N'importe lequel, selon le bon plaisir du bailli.

[41] *Le P.* : Quel dizain a la préséance à l'entrée et à la sortie du petit conseil et à la sortie du grand conseil ?

Le F. : C'est Conches ; viennent ensuite Brigue et les autres dizains, en descendant la vallée ³⁸.

[42] *Le P.* : Le bailli a-t-il une voix en diète ?

Le F. : Il a la même voix que l'évêque, dont nous parlerons plus loin ³⁹.

[43] *Le P.* : Par qui et en quel lieu les diétines sont-elles convoquées ?

Le F. : C'est le bailli qui les fixe à son choix dans tel ou tel dizain.

[44] *Le P.* : L'évêque est-il convoqué à toutes les diétines ?

Le F. : Non, seulement à celles qui touchent à des affaires ecclésiastiques ou à sa juridiction ⁴⁰.

[45] *Le P.* : Qu'entend-on par lettres circulaires ?

Le F. : Ce sont des lettres du bailli, demandant par écrit l'opinion des 7 dizains sur de petites affaires courantes. Chaque dizain écrit son avis sur la circulaire et le bailli conclut selon le principe de la majorité ⁴¹.

[46] *Le P.* : Où envoie-t-on en premier lieu les lettres circulaires ?

Le F. : Tantôt dans un dizain, tantôt dans l'autre.

[47] *Le P.* : Les adresse-t-on aussi à l'évêque ?

Le F. : Pas toutes ; il ne reçoit de droit que celles pour lesquelles le bailli

estime avantageux et commode d'avoir le conseil de l'évêque, lorsqu'il s'agit d'importantes affaires ecclésiastiques ou de for mixte.

[48] *Le P.* : Qui a siège et voix en diète ? ⁴²

Le F. : Celui qui reçoit plein pouvoir de tous les 7 dizains réunis ou d'un dizain en particulier. Ainsi, trois, quatre députés, ou plus, sont munis de pleins pouvoirs, en particulier, par le dizain qui les envoie ; et les trois, quatre députés, ou plus, d'un dizain n'ont ensemble qu'une voix, celle de leur dizain ; quant au préfet et comte du Valais, il reçoit pleins pouvoirs de tous les 7 dizains à la fois, le jour de son élection, lorsque le bailli lui remet le glaive de la préfecture, au nom des 7 dizains. De même, le bailli, le jour de son élection, reçoit pleins pouvoirs de la part des 7 dizains pour une durée de 2 ans ⁴³.

[49] *Le P.* : Supposons que les 7 dizains ne se mêlent pas ou ne prennent aucune part à l'élection de l'évêque, mais que le chapitre élise de façon malheureuse un évêque qui, pour des raisons graves, déplairait très vivement à l'Etat temporel : ce serait notamment le cas si l'évêque désigné était un étranger ou un sujet, ou s'il n'était pas doué des qualités ou du savoir requis, ou encore s'il avait un esprit remuant, de sorte qu'on pourrait attendre beaucoup de troubles et de discorde dans le pays. En pareil cas, le Haut Etat serait-il obligé de reconnaître cet évêque indésirable en qualité de comte et de préfet, et devrait-il lui accorder voix et siège en diète ?

Le F. : Non, car un pays libre et démocratique n'est pas tenu de reconnaître un préfet, ni d'obéir en matière temporelle à un préfet qui n'aurait pas été élu ni institué par le peuple du pays lui-même. Et le chapitre cathédral n'est pas compétent pour introduire en diète un préfet justement indésirable pour le peuple du pays. Une telle contrainte serait diamétralement opposée à la paix du pays et à la liberté ; de libres patriotes ne sauraient l'accepter et ne la toléreraient jamais. D'après le Décret de Gratien, distinction 63, chapitre 36, le chapitre doit veiller à ce qu'on n'ordonne pas une personne contre le gré et la volonté de la cité, afin que celle-ci ne méprise ni ne haïsse un évêque indésirable ⁴⁴.

DE L'EVEQUE

[50] *Le Père* : L'évêque est-il prince du pays du Valais ?

Le Fils : L'évêque est prince du Saint-Empire romain, mais non du pays du Valais, car depuis le premier évêque jusqu'à nos jours, personne n'a osé se parer du titre de prince du pays du Valais, ni s'intituler ainsi ; par suite, il n'a jamais eu de souveraineté sur le Valais ⁴⁵.

[51] *Le P.* : A-t-il jamais été souverain seigneur dans le pays, à l'instar d'un dizain ?

Le F. : Pas davantage, car il ne possède pas de droits souverains. En effet, il ne perçoit aucun des revenus du pays, ni de pensions ; il n'établit pas de législation générale pour le pays ; il n'envoie aucun renfort à l'étranger ; il n'a pas, juridiquement, de voix pour déclarer la guerre, conclure un traité

de paix, renouveler des alliances ou concéder des mercenaires aux princes étrangers. Plus encore, en vertu de nos statuts, l'appel contre les sentences portées par l'évêque est interjeté en conseil général, devant les 7 dizains, c'est-à-dire d'un juge général subalterne devant le juge suprême et souverain du pays, à savoir les 7 dizains. Ces preuves définitives et sérieuses attestent que l'évêque n'est pas un seigneur souverain dans le pays, et cela ni pour rendre la justice, ni pour administrer le pays. Seuls les 7 dizains, comme on l'a déjà dit, sont souverains seigneurs au temporel. Les seigneurs députés de la diète en réfèrent à eux, comme à de hauts princes, pour toutes les affaires importantes du pays et de l'Etat. On insère d'ordinaire la formule suivante dans le recès : ainsi délibéré et arrêté sous réserve du bon plaisir des conseils et communes des 7 louables dizains ⁴⁶.

[52] *Le P.* : Qu'est donc l'évêque dans l'Etat temporel ?

Le F. : Il est préfet en Valais ⁴⁷.

[53] *Le P.* : Que signifient les expressions : préfecture et préfet, qui servent de titre à l'évêque ?

Le F. : La préfecture est une magistrature ; un préfet est un magistrat institué, ou un lieutenant, qui rend la justice à ses justiciables au nom de son souverain seigneur ; on peut appeler contre ses sentences auprès du seigneur suprême.

[54] *Le P.* : Qu'était donc jadis le préfet, lors du gouvernement des empereurs en Valais ?

Le F. : Il était seigneur territorial dans le pays ; il avait la juridiction territoriale, avec les droits régaliens. L'évêque les recevait immédiatement de l'empereur, par investiture, mais l'empereur se réservait la haute seigneurie : « sous réserve du droit de l'empire » ⁴⁸.

[55] *Le P.* : Et qu'est actuellement le préfet, dans le libre gouvernement démocratique de notre pays ?

Le F. : Il est seigneur juridictionnaire ; il a notamment une juridiction limitée et dispose de quelques droits régaliens, pour autant que ceux-ci ne sont pas incompatibles avec la liberté d'un gouvernement démocratique, avec le bien général et la tranquillité de la patrie. L'évêque reçoit cette préfecture immédiatement des 7 dizains, le jour de son élection, lorsque le bailli lui remet le glaive.

[56] *Le P.* : Le Haut Etat crée-t-il donc l'évêque préfet ?

Le F. : Oui, il en va bien ainsi : lorsque le Valais dépendait de l'empire, l'empereur remettait la préfecture à l'évêque. De même, dans le libre gouvernement actuel, le Haut Etat, à savoir les 7 dizains, qui ont succédé à tous les droits de l'empereur, confèrent la préfecture par la remise du glaive à l'évêque nouvellement désigné : « celui qui succède au droit d'un autre, devra user du même droit que ce dernier », dit un adage juridique ⁴⁹.

[57] *Le P.* : Quel pouvoir et combien de voix l'évêque a-t-il en diète, en tant que préfet ?

Le F. : Il a autant de voix en diète que les 7 dizains lui en reconnaissent. En raison de la préfecture, les 7 dizains donnent tacitement à l'évêque le pouvoir de recevoir les comptes du pays avec les honorables députés des 7 dizains ; de

repourvoir aux places vacantes du pays et de l'Etat ; de rendre bonne justice ; de délibérer et de décider dans les autres affaires civiles et occurrentes de l'Etat, pour tout ce qui peut servir à la gloire de Dieu et au profit du pays. Et dans ces matières, le bailli a aussi sa voix à donner.

[58] *Le P.* : L'évêque et le bailli ont-ils aussi une voix (j'entends une voix décisive) dans les affaires importantes du Haut Etat, à savoir : pour accorder des troupes aux princes étrangers, pour envoyer des renforts hors du pays, pour déclarer la guerre, conclure la paix, renouveler des alliances, établir des lois générales pour le pays et frapper des monnaies ?

Le F. : Non, ils n'ont pas ici de voix décisive ; ces affaires et les autres affaires importantes du pays ne dépendent que du bon plaisir des conseils et communes des 7 dizains ; si leur majorité (soit 4) s'y oppose, les 3 autres dizains, ainsi que l'évêque et le bailli doivent s'incliner⁵⁰.

[59] *Le P.* : L'évêque, comme préfet, crée les notaires publics en vertu d'un privilège impérial ; il accorde des lettres de légitimation ; il a aussi frappé monnaie. En résulte-t-il qu'il doit être souverain seigneur ?

Le F. : Cette conséquence n'est pas nécessaire. En effet :

1^o Sous le régime impérial dans notre patrie, l'évêque a créé les notaires publics par privilège impérial ; maintenant, depuis l'époque de la libération et du libre gouvernement du pays, il le fait en vertu d'un privilège conféré par les 7 dizains. Un privilège est un droit particulier, conféré par son propre supérieur en dérogation à une loi générale ; celui-là seul peut conférer un privilège qui a pouvoir de faire la loi. Or, l'empereur n'a plus de haute seigneurie, ni aucun pouvoir sur la patrie, car ce sont les 7 dizains qui ont succédé à tous les droits de l'empereur ; il s'ensuit que l'évêque doit établir les notaires publics par un privilège que les 7 dizains lui concèdent, et non par un privilège impérial. L'empereur pourrait-il bien donner ce qu'il n'a pas⁵¹ ?

2^o Je concède que sous le régime impérial l'évêque a décerné des lettres de légitimation par privilège impérial. Quant à savoir si de telles lettres octroyées à notre époque de liberté peuvent être considérées comme authentiques par les 7 souverains dizains, sans corroboration de leur part, cela dépend de leur bon plaisir, soit de celui de la république. Je me souviens d'une lettre de légitimation émise par l'évêque en 1726, en faveur d'un illégitime dans le Bas-Valais ; au verso, on pouvait lire la corroboration du Haut Etat datée de 1740. Et tout récemment, en 1768, on trouve une légitimation semblable émanant des 7 dizains. La dite corroboration n'est pas injustifiée, car un privilège peut être révoqué et limité pour de justes motifs, non seulement par celui qui l'a concédé, mais encore par son successeur⁵².

3^o Si les 7 dizains, en tant que successeurs de l'empereur dans le gouvernement du pays, ont limité le privilège impérial de l'évêque de battre monnaie (et ce en vertu de leur souverain pouvoir de révoquer ou de légitimer les privilèges), il s'ensuit que l'évêque peut frapper monnaie avec l'autorisation du Haut Etat, en payant la concession du monnayage, et moyennant inspection de deux députés du Haut Etat, ainsi que cela s'est passé lors des derniers monnayages. Et on a des preuves que cela s'est produit aussi il y a plus de cent ans, car lorsque l'évêque Hildebrand Jost, en 1627, a obtenu

l'autorisation de battre monnaie, mais qu'il omit d'y mettre les armes du pays, le Haut Etat a battu monnaie aussitôt après en omettant les armes épiscopales, afin d'attester que l'évêque ne reçoit ni ne peut recevoir ce privilège du monnayage que du Haut Etat, et jamais le Haut Etat de l'évêque. C'est ce que démontrent les demi-batz de cette même année, conformément à la sentence prononcée en 1627 par les représentants de la France, de la Savoie et des cantons catholiques, selon laquelle la haute souveraineté doit demeurer à perpétuité aux 7 dizains : « chose jugée tient lieu de vérité »⁵³. Il faut en conclure que les 7 dizains ne confèrent pas seulement les dits privilèges à l'évêque, mais qu'en vertu de leur toute puissance, ils créent eux-mêmes les notaires publics, émettent des lettres de légitimation et peuvent frapper monnaie, tout comme l'évêque ne se contente pas de conférer à ses prêtres le pouvoir d'absoudre, mais peut donner lui-même l'absolution, car il n'a pas renoncé à ce droit.

[60] *Le P.* : L'évêque a le droit de faire grâce, le droit d'atténuer les peines des malfaiteurs, d'entretenir le bourreau et de percevoir les grandes amendes. Ne sont-ce point là des preuves de sa souveraineté ?⁵⁴.

Le F. : Non, ce ne sont pas des marques d'un pouvoir souverain, mais bien plutôt de petits droits provenant de la juridiction territoriale, comme on peut l'observer par exemple chez l'abbé de Saint-Maurice, qui détient les mêmes petits droits dans les paroisses où il est seigneur territorial (Finhaut, Salvan, Choëx, Bagnes, etc.). Il n'y est pas pour autant souverain seigneur, car les 7 dizains le sont⁵⁵. De même, dans les juridictions où l'évêque est seigneur territorial et juridictionnaire, comme à Anniviers, Martigny, etc., ces droits lui appartiennent pleinement. Mais dans les souverains dizains, il y aurait contradiction dans les termes, et il n'en va pas ainsi, car ils doivent être libres et ne peuvent reconnaître un seigneur territorial contre leur volonté. Ainsi les juges de dizain supportent les frais de justice, paient le bourreau, perçoivent les grandes amendes et confisquent les biens des malfaiteurs quand ceux-ci en sont pourvus, tandis que s'ils n'ont rien, le dizain et son juge supportent les frais de justice. L'évêque est-il par là libéré des frais de justice ? Là où il ne perçoit pas les grandes amendes, par exemple dans le dizain de Loèche, etc., où il n'y a que la confiscation des suppliciés, le juge perçoit le grand ban, et pourtant, l'évêque supporte les frais. Quant au droit de grâce, il n'a lieu généralement jusqu'ici que sur intercession de l'évêque, mais pas autrement, c'est-à-dire gracieusement, et non en vertu d'un droit strict. En effet, le 3 avril 1758, Mörel a fait pendre le voleur Jean-Melchior Zimmermann, originaire d'Allemagne et condamné à la pendaison, bien que l'évêque lui ait accordé la grâce de mourir par le glaive, et se soit efforcé d'accorder cette grâce à ce voleur⁵⁶.

[61] *Le P.* : Encore une chose : l'évêque assiste à toutes les diètes ordinaires, son nom et son sceau se retrouvent dans les statuts du pays avec ceux du chapitre ; il a assisté avec le chapitre au dernier renouvellement de l'alliance avec les 7 cantons catholiques, le 13 septembre 1756, à Stans (Unterwald) ; il touche une pension de la France. Faut-il y voir finalement des preuves de sa souveraineté et de son haut pouvoir dans la patrie ?

Le F. : Le bailli assiste également à toutes les diètes, les convoque ; on trouve

son autorité dans ces statuts, aussi bien que celle de l'évêque ; il a été chef de la délégation valaisanne lors du dernier renouvellement de l'alliance à Stans ; il touche aussi la pension de France, mais il n'est pas pour autant souverain seigneur, et l'évêque, pas davantage. En effet, les privilèges mentionnés ne prouvent rien de plus que ce qui suit : ⁵⁷

1^o L'évêque, seigneur juridictionnaire, est le premier juge subalterne de la patrie (tout comme le bailli en est le second). Et c'est pour cela qu'il a siège et voix en diète.

2^o L'évêque reçoit sa juridiction dans le pays des mains du juge suprême, à savoir des 7 dizains, qui lui prescrivent, dans le Landrecht, la forme et la manière dont il doit rendre la justice. Ainsi l'évêque, accompagné du chapitre, a apposé son sceau pour garantir qu'il entendait se conformer au Landrecht en matière judiciaire, et rendre la justice selon ces statuts. Ce sont les seigneurs temporels des 7 dizains qui ont instauré ce Landrecht et lui ont assigné ce but, comme on peut le voir dans la préface des dits statuts. Le texte en a été tiré de l'ancien Landrecht, rénové, corrigé et augmenté en partie, puis ratifié par les conseils et communes. Sans cette approbation, les sceaux ou cachets de l'évêque et du chapitre n'auraient pu signifier grand-chose, pour ne pas dire rien du tout, et on s'y serait peu tenu ⁵⁸.

3^o L'évêque a assisté avec le chapitre au renouvellement de l'alliance avec les 7 cantons catholiques, parce que cette alliance n'intéresse pas seulement la défense du pays et de ses gens, mais encore le maintien de notre foi catholique romaine, ce à quoi l'évêque et le chapitre doivent le plus contribuer. C'est pourquoi on appelle cette alliance une alliance religieuse et régionale. Mais on observera que ni l'évêque, ni le chapitre n'ont présidé, à Stans, au renouvellement de cette alliance : le chef de la délégation des 7 dizains fut François-Joseph Burgener, pour lors bailli. De même, lors du renouvellement de l'alliance à Schwyz en 1728, Jean-Fabien Schiner, banneret de Conches, y a présidé. En 1696, à Uri ou à Altdorf, Etienne de Platea, bailli. Ce sont ces Messieurs que l'on trouve inscrits en tête de l'acte d'alliance, et non pas l'évêque ou le chapitre ⁵⁹.

4^o Il est vrai que l'évêque touche chaque année une pension française de 400 thalers ; mais il ne s'agit là que d'une gratification à bien plaire, que lui remet l'ambassadeur de France, et non d'une obligation découlant de la Paix perpétuelle, ni de l'alliance liant le Valais à la France ; en effet, bien que cette alliance avec la France ait été renouvelée dix fois entre l'an 1500 et nos jours (1765), cela s'est produit chaque fois sans la présence de l'évêque et du chapitre (comme déjà dit), parce que ni l'évêque ni le chapitre ne sont souverains seigneurs ⁶⁰.

[62] *Le P.* : Les privilèges mentionnés plus haut, dont bénéficie l'évêque en sa qualité de préfet, ne portent-ils pas atteinte à la souveraineté du Haut Etat et ne la diminuent-ils pas ?

Le F. : Absolument pas : de même qu'un fleuve qui sortirait de la mer et s'y jetterait de nouveau, l'évêque reçoit ces privilèges du Haut Etat par investiture, et ces privilèges reviennent au Haut Etat par voie d'appel. Charles-Quint avait coutume de dire : « la prééminence est d'autant plus élevée que l'on dépasse de plus grands ».

[63] *Le P.* : Quand l'évêque perd-il sa préfecture ?

Le F. : Lorsqu'il viole son serment envers les patriotes ; lorsqu'il se rend coupable de haute trahison. Ainsi l'évêque Guillaume le jeune perdit-il sa préfecture en 1414 ; il en alla de même pour le bailli, comme ce fut le cas pour Guichard, oncle du dit Guillaume, qui fut renvoyé et même chassé ⁶¹.

[64] *Le P.* : Qui peut octroyer des privilèges et des lois d'exception ?

Le F. : Celui-là seul peut conférer des privilèges qui peut établir des lois générales. Chaque roi accorde des privilèges dans son royaume. Le même droit appartient au Haut Etat, soit aux 7 dizains, qui peuvent octroyer au préfet des privilèges dont il peut désormais jouir.

[65] *Le P.* : Si un privilège était douteux dans son contenu, qui serait compétent pour l'interpréter ?

Le F. : Celui qui a conféré un privilège est compétent pour l'interpréter : c'est donc le Haut Etat.

[66] *Le P.* : Et qui peut limiter ou révoquer un privilège ?

Le F. : C'est le Haut Etat, qui l'a conféré.

[67] *Le P.* : Et pour quels motifs cela peut-il se faire ?

Le F. : Pour diverses raisons :

1° Si le préfet abuse de son privilège : « celui qui abuse d'un droit concédé mérite de perdre ce privilège » ⁶².

2° S'il ne remplit pas les conditions imposées à cet effet.

3° S'il se comporte de façon ingrate ou inconvenante envers le Haut Etat.

4° Si le privilège devient trop onéreux ou préjudiciable pour le commun patriote.

5° Si l'intérêt général ou la tranquillité de la patrie l'exigent.

6° Un privilège cesse avec la cause qui a été à l'origine de sa concession ⁶³.

[68] *Le P.* : Pour quel motif trouve-t-on dans les anciens écrits la formule : « Nous bailli (c'est-à-dire : juge) pour le Révérendissime », formule qui a été modifiée ?

Le F. : Parce que le chapitre, à plusieurs reprises, a voulu en tirer des conséquences et des arguments préjudiciables à la liberté ⁶⁴.

[69] *Le P.* : Pourquoi depuis cent et quelques années le bailli convoque-t-il la diète ordinaire en présence de l'évêque, alors qu'antérieurement l'évêque la convoquait en présence du bailli ?

Le F. : Parce que la diète se convoque au nom des 7 dizains qui, à leur tour, peuvent librement la faire convoquer par l'évêque comme préfet, ou par le bailli, ou par le secrétaire d'Etat. Nous taisons ici d'autres raisons qui ont pu entraîner cette modification à l'époque. Disons qu'il convenait mieux que la diète séculière fût convoquée par le chef temporel de la patrie, tout comme le synode ou conseil ecclésiastique est convoqué par des ecclésiastiques ⁶⁵.

[70] *Le P.* : Pourquoi l'évêque n'assermente-t-il plus les juges de dizain comme par le passé ?

Le F. : Pour les raisons suivantes, je crois : le chapitre, à plusieurs reprises, tenta de tirer de mauvaises conséquences de tous ces petits détails, au préjudice de la tranquillité de la patrie ⁶⁶.

DU CHAPITRE DE SION

[71] *Le Père* : Qu'entends-tu, mon fils, par chapitre cathédral ?

Le Fils : J'entends par là douze chanoines résidant à Sion, qui possèdent beaucoup d'anciens écrits. De nos jours, au décès de chaque évêque, ils répandent de mauvais libelles et mémoires mal fondés et veulent s'en servir, absolument sans droit, contre l'Etat séculier, dans l'intention de nuire par là à sa liberté héréditaire ⁶⁷.

[72] *Le P.* : Faut-il prendre à la lettre ces mots : « sans droit à l'égard du gouvernement séculier ? »

Le F. : Les termes : « sans droit, etc. » doivent être pris d'une façon sérieuse et ferme. En effet :

1^o Cette expression se fonde sur l'Ecriture Sainte (seconde épître à Timothée, chapitre 2), qui interdit au chapitre cathédral de se mêler des affaires temporelles et judiciaires de l'Etat ⁶⁸.

2^o Ces paroles sont corroborées par l'exemple du Christ (Evangile selon S. Jean, chapitre 6), qui a repoussé la couronne souveraine ou royale, ainsi que l'office de juge qu'on lui offrait (Evangile selon S. Luc, chapitre 12). Le chapitre doit comprendre par là que sa vocation ne l'appelle pas aux fonctions de juge temporel, mais spirituel ⁶⁹.

3^o Ces mots sont confirmés par plusieurs conciles, qui interdisent au chapitre de se mêler d'affaires temporelles. Et le concile de Trente a renouvelé sur ce point toutes les anciennes ordonnances ecclésiastiques (Session 22, *De reformatione*, chap. 1) ⁷⁰.

[73] *Le P.* : Sans doute le chapitre ne se réfère-t-il ni à l'Ecriture Sainte ni au droit ecclésiastique dans sa requête. Toutefois, dans son mémoire de 1735, il a laissé entendre qu'il prétendait être la 3^e partie dans les statuts et avoir le tiers de la souveraineté ; par suite, il demandait à être admis dans les diètes générales, à être reconnu comme membre régnant de l'Etat, vu que son nom figurait dans les statuts ⁷¹.

Le F. : O désir insensé ! On peut bien se demander quel empereur a reçu le chapitre comme co-gouverneur du Valais ? A quel moment le chapitre a-t-il régné en Valais une année sur trois ? L'inscription de son nom dans les statuts ne rend pas le chapitre souverain seigneur : sinon Pilate deviendrait un apôtre du seul fait qu'on le mentionne dans le symbole des apôtres !

[74] *Le P.* : Le chapitre se fonde sur une certaine Caroline. Dis-moi donc ce qu'est cette Caroline ?

Le F. : La Caroline est semblable à un livre à demi-déchiré : elle n'a pas de commencement : au XVI^e siècle, lorsque l'évêque et le chapitre en demandèrent la confirmation à l'empereur, le chapitre n'en détenait aucun original ;

l'empereur, pour sa part, n'en savait rien. Elle n'a pas de fin non plus, car l'évêque et le chapitre ont révoqué trois fois cette Caroline au XVII^e siècle (savoir : en 1613, 1634 et 1640) ; néanmoins, les nouveaux chanoines, après le décès de l'évêque, tentent de la rappeler de la mort à la vie ⁷².

[75] *Le P.* : En 1737, le 18 mai, le chapitre a demandé par écrit le recès qui lui revenait en tant que membre de l'Etat. Le lui a-t-on accordé ? ⁷³

Le F. : On n'a pas accordé ce recès au chapitre :

1^o Parce que le chapitre n'est ni membre de l'Etat, ni préfet ;

2^o Parce que le livret des statuts synodaux de Sion, paragraphe 1, chap. 9, dit que l'Etat ecclésiastique ne doit pas s'immiscer dans le gouvernement temporel, ni l'Etat séculier dans le gouvernement ecclésiastique : « que l'un ne déroge pas à l'autre » ⁷⁴.

[76] *Le P.* : Le 7 avril 1752, le chapitre n'a-t-il pas demandé, dans un mémoire imprimé, à être reconnu membre de l'Etat, à teneur des statuts ? ⁷⁵

Le F. : C'est exact, mais si le chapitre veut trouver dans les statuts des raisons pour devenir membre de l'Etat, nous aurons bientôt réglé la question : en effet, à teneur des statuts, il n'y a que 7 dizains qui forment toute la république ; à teneur des statuts, les 7 dizains sont un peuple libre ⁷⁶, et les appels ⁷⁷ doivent être interjetés devant les députés des 7 dizains. Le Landrecht ne dit pas que l'on doive en appeler au chapitre, ni que le chapitre soit le 8^e membre régnant de l'Etat ; il ne souffle pas un mot laissant supposer que le chapitre l'ait jamais été ; il dit, aussi clairement que le soleil, que le chapitre n'a aucun siège en diète, sauf dans les causes de for mixte ; pour l'appel de ces causes, deux chanoines doivent être convoqués devant la diète générale, dit la Revision à l'art. 72 ⁷⁸. Cette exception confirme que le chapitre n'a ni siège ni voix dans les autres diètes ordinaires. Vaudrait-il la peine d'appeler le chapitre dans les causes de for mixte s'il avait déjà siège et voix dans toutes les diètes, en qualité de membre régnant de l'Etat ? On voit par là qu'à teneur des statuts le chapitre n'est pas un membre de l'Etat.

Ensuite, le chapitre ne saurait démontrer qu'il ait occupé le 8^e tour des gouverneurs depuis la création du gouvernement de St-Maurice en 1510 et de celui de Monthey en 1537, ni qu'il ait reçu le $\frac{1}{3}$ des argents communs du Bas-Valais, ou le $\frac{1}{3}$ des pensions françaises depuis 1516, ni qu'il ait fourni le $\frac{1}{3}$ des renforts envoyés aux alliés hors du pays. Par suite, la demande du chapitre visant à obtenir un recès, une voix et un siège dans les diètes ordinaires, de même que celle tendant à être reconnu comme membre régnant de l'Etat, n'est fondée ni sur un titre, ni sur le possessoire ; par conséquent, cette requête ne rime à rien.

[77] *Le P.* : Si le chapitre n'est pas membre de l'Etat, pourquoi le convoque-t-on pour assister à l'élection du bailli ?

Le F. : Parce que le chapitre, en ce cas, est pour ainsi dire la cinquième roue du char : étant donné qu'il y a 8 voix, j'entends par là que l'on convoque le chapitre pour faire la 9^e voix. On sait que le bailli démissionnaire se retire lors de l'élection du nouveau bailli, et qu'il ne dispose d'aucune voix pour cela. Par suite, l'évêque et les 7 dizains ne formant que 8 voix, il faut bien avoir une 9^e voix impaire, et l'on appelle le chapitre à cet effet ⁷⁹.

[78] *Le P.* : Et pourquoi le chapitre fut-il invité, en 1756, au renouvellement de l'alliance ?

Le F. : Parce que cette alliance est une alliance confessionnelle et régionale ; mais dans les autres alliances, où il s'agit de la défense du pays et de ses gens, par exemple dans l'alliance française, depuis 1500, le chapitre n'y a été aucunement admis, comme déjà dit ⁸⁰.

[79] *Le P.* : Le chapitre touche-t-il une pension ?

Le F. : Le chapitre reçoit une gratification française, tout comme les capucins de Sion et les jésuites de Brigue ; mais il ne devient aucunement pour cela un membre régnant de l'Etat ⁸¹.

[80] *Le P.* : Quelle est la teneur de la plainte du chapitre insérée dans son mémoire de 1752 ? ⁸²

Le F. : La voici : chacun sait, et les 7 louables dizains eux-mêmes ne peuvent contester que les droits de l'évêché, de même que ceux du chapitre, ont été gravement amoindris et lésés à plusieurs reprises. Cette plainte me paraît comporter quatre exagérations :

1^o Personne ne sait ce que vise exactement la plainte mal fondée du chapitre.

2^o Les 7 dizains contestent absolument d'avoir lésé de manière grave les droits de l'évêque. A leur connaissance, cela n'a pas eu lieu de mémoire d'homme.

3^o Ils contestent d'avoir lésé les droits du chapitre à diverses époques.

4^o Ils contestent d'avoir lésé fortement les droits du chapitre il y a 150 ans. Quant à ce qui s'est passé antérieurement, on l'ignore de part et d'autre, faute d'un historien valaisan authentique. Le chapitre lui-même ne saurait indiquer lequel de ses droits ou de ses biens aurait été lésé ; il ne peut, par conséquent, préciser de jour ni d'année. Voilà pourquoi il lance si lourdement les termes : « à plusieurs époques » ; et il ajoute l'adverbe de quantité « assez ». Le chapitre ne peut indiquer ni le jour ni l'année où ses prétendus droits auraient été lésés ; il devrait à tout le moins dire si cela s'est produit au cours de ce siècle, c'est-à-dire depuis plus de 50 ans : dans ce cas, on veut bien déclarer que les 7 dizains donneront pleine satisfaction au chapitre. Mais celui-ci doit apporter de bonnes preuves et démonstrations à l'appui, « afin que le défendeur puisse savoir qui est demandeur, quelle est la demande, et sur quel droit il se fonde ». Mais si l'affaire s'est passée il y a plus de 50 ans, je ne donne plus d'espoir au chapitre : les pères, les frères, les parents des chanoines, voire les 7 dizains répondront aux chanoines ce qu'ils ont déjà souvent répliqué : nous n'avons rien pris au chapitre, nous n'avons aucune obligation de lui faire un cadeau, nous nous référons au droit de prescription, qui met un terme à tous les anciens litiges et procès : « la prescription contre l'Eglise s'acquiert par l'écoulement d'un délai de 40 années ininterrompues, mais à égard de la mense épiscopale, le délai est prolongé à 50 ans » (Statuts, de la prescription) ⁸³.

[81] *Le P.* : Quel serait le meilleur conseil à donner au chapitre ?

Le F. : Qu'il abandonne dorénavant ses injustes demandes et ses accusations peu chrétiennes envers les 7 dizains. Selon les statuts, en effet, il n'est pas

un membre régnant de l'Etat ; il ne doit pas même y prétendre, d'après le témoignage de l'Apôtre (S. Paul, 2^e épître à Timothée, chapitre 2) : « qu'aucun soldat de Dieu ne se mêle aux affaires séculières »⁸⁴. Finalement, quel est le patriote bon et raisonnable qui abandonnerait sa liberté héritée de bonne foi et achetée au grand prix de leur sang par ses ancêtres qui reposent en Dieu, ou qui se mettrait sous les pieds du chapitre pour un tiers ou pour un $\frac{1}{4}$, au risque de mettre ses descendants dans une rude sujétion et servitude ? Si le chapitre voulait réitérer ses requêtes injustifiées et ses plaintes peu chrétiennes dans le pays ou au dehors, et revenir « à son vomissement », je crains fort qu'il ne soit débouté, la première fois par un « vous ne savez ce que vous demandez », et la seconde, par un « rendez compte », et qu'il ne soit prévenu non pour des « paroles inutiles » mais « injurieuses »⁸⁵.

[82] *Le P.* : Quelles plaintes l'évêque a-t-il émises dans son mémoire écrit lors de la diète de mai 1756 ?⁸⁶

Le F. : Que les droits épiscopaux étaient lésés et amoindris périodiquement, voire presque chaque année, et notamment qu'on ne lui adressait plus aucune lettre circulaire, comme s'il n'était plus un membre du Haut Etat. C'est pourquoi il réclamait les lettres circulaires pour les causes majeures et ordinaires⁸⁷.

[83] *Le P.* : Quelle réponse a-t-on donnée à cette plainte inconsiderée et inattendue ?

Le F. : Le bailli, justement touché, a exigé une déclaration en règle disant notamment en quoi les droits de l'évêque avaient été lésés, en particulier pendant la durée de ses fonctions baillivales. Là-dessus, il lui fut répondu, au nom de S. G. princière, que la plainte se bornait à l'omission des lettres circulaires. Après cette déclaration, le bailli et les 7 louables dizains ont répondu qu'on n'avait jamais communiqué toutes les circulaires, mais seulement quelques-unes, selon le bon plaisir du seigneur bailli, pour les matières ecclésiastiques ou mixtes, et qu'ils entendaient s'en tenir sans changement à cette ancienne pratique⁸⁸.

[84] *Le P.* : En vertu des traités passés avec Walter Supersaxo et Josse de Silenen, la patrie a reconnu les évêques comme ses seigneurs ecclésiastiques et séculiers, « comme seul seigneur spirituel et temporel dans tout le pays, etc. » Comment faut-il entendre ces termes ?⁸⁹

Le F. : Il faut entendre par là que les dizains ont reconnu l'évêque comme leur seigneur justicier (*dominum*) ecclésiastique et séculier, et se sont déclarés ses juridictionnaires (*subditos*), mais non pas ses sujets, dont l'évêque aurait été le seigneur souverain. Qu'on lise ce traité d'un œil impartial, à la lumière de la raison, et le sens véritable de ces mots ambigus (*dominus* et *subditus*) s'éclairera aussitôt :

1^o Tout d'abord, il s'agit de la juridiction, dont la possession fut contestée à l'Eglise de Sion, dès les temps les plus reculés, par les comtes de Savoie : « vu que depuis longtemps la V. Eglise de Sion a été molestée par la violence des comtes de Savoie, dans la possession de sa juridiction, du mère et mixte impère... » Il n'est pas question ici de souveraineté, ni de seigneur suprême, mais bien de la juridiction. Par conséquent, les 7 dizains, comme peuple libre, ont rendu à l'évêque, en tant que préfet, cette juridic-

tion sur eux-mêmes, et l'ont élu juge général du pays, tout comme les dizains élisent leur juge de dizain ; ils lui ont promis soumission, obéissance et appui dans l'exercice de la justice, tant en matière ecclésiastique que séculière « ils promirent de prêter main-forte à l'administration de la justice, sous réserve toutefois de l'appel aux patriotes »⁹⁰.

2° Les mots « seul seigneur spirituel et temporel » ne confèrent pas à l'évêque, dans l'Etat séculier, un pouvoir plus grand que dans l'ordre spirituel : dans l'ordre ecclésiastique, il n'est pas souverain seigneur en ce qui concerne les affaires ecclésiastiques du pays, car c'est le pape qui l'est. D'autant moins l'évêque doit-il être un souverain seigneur dans l'Etat séculier. Bien qu'il soit un juge du pays au spirituel et au temporel, il ne devient pas pour autant souverain seigneur, pas plus que les juges de dizain déjà mentionnés ne le deviennent à cause de leur place honorifique. Ces derniers commandent à des justiciables souverains en ce qui touche à la juridiction, et ceux-ci, à leur tour, peuvent leur donner des ordres en ce qui relève du gouvernement souverain⁹¹.

3° Il n'est pas raisonnable d'imaginer qu'un peuple fortement opprimé par la sujétion se soit rejeté volontairement sous la dépendance des évêques « avec félicitation » comme le dirait l'acte, et cela aussitôt après avoir recouvré la liberté. Une maxime de droit dit : « en cas de doute, il faut inter-préter en faveur de la liberté, etc., et : il faudra répondre selon la liberté ». Le peuple s'est plutôt soumis à la juridiction de l'évêque, tout comme d'autres princes et pays, qui instaurent dans leurs empire et Etats des chambres de justice. Il n'en résulte point que ces princes deviennent sujets, ni que les juges ainsi institués ne deviennent souverains seigneurs : « Le roi Salomon avait 12 préfets (juges) sur Israël (3^e livre des Rois, 4) et de même, Pharaon, roi d'Egypte, a eu ses préfets (Exode, 5) »⁹². Salomon et Pharaon ont-ils été sujets de leurs préfets ? Ou bien les rois de ces préfets sont-ils demeurés souverains seigneurs ? De même, les 7 dizains n'ont pas reconnu l'évêque comme leur souverain seigneur, mais bien comme juge du pays ; ils ne se sont pas reconnus ses sujets, mais ses fidèles justiciables : « Nous considérons, dans les cas obscurs, ce qui est le plus vraisemblable, ou ce qui a coutume d'arriver la plupart du temps »⁹³.

[85] *Le P.* : Où le chapitre a-t-il à exercer sa juridiction ?

Le F. : Le chapitre a sa juridiction en matière spirituelle ; il ne doit régir que l'ordre ecclésiastique. Il est écrit dans les statuts synodaux de Sion (paragraphe 1 du chapitre 9) : « de même qu'il existe deux Etats, à savoir l'ecclésiastique et le séculier, de même il existe une double juridiction... aucune de ces juridictions ne doit déroger à l'autre... » Cela signifie : le spirituel aux ecclésiastiques, le temporel aux laïques. Le laïque ne doit pas s'immiscer dans le droit ecclésiastique, ni l'ecclésiastique dans le temporel⁹⁴.

[86] *Le P.* : En vertu du juste partage de ces deux juridictions, où le chapitre a-t-il siège et voix ?

Le F. : A l'église cathédrale, aux calendes et dans les synodes !

[87] *Le P.* : Comment prouves-tu, mon fils, que le chapitre a accès, siège et voix dans la cathédrale ?

Le F. : J'ai lu dans le décret de la Sacrée Congrégation des Rites de 1734 que

les chanoines doivent accompagner l'évêque dans l'église cathédrale. Mais on n'y trouve pas un mot disant qu'ils doivent accéder à la diète ordinaire avec le préfet. D'autre part, ils ont siège dans le chœur de l'église et doivent y faire entendre leur voix ; c'est ce que l'on peut lire dans un autre décret de la Sacrée Congrégation des Rites de 1602⁹⁵. Mais il n'est pas question des diètes, comme on peut le voir dans la seconde épître à Timothée, citée plus haut, au chapitre 2. Il s'ensuit que les droits du chapitre dans le gouvernement de l'Etat n'ont pu être réduits ni lésés en aucun moment : « on n'est pas censé avoir perdu une chose dont on n'était pas propriétaire »⁹⁶.

[88] *Le P.* : Que sont les calendes ?⁹⁷

Le F. : C'est une réunion mensuelle du chapitre, dans laquelle il doit délibérer sur ce qui peut servir à son profit spirituel et temporel, ainsi qu'à celui de ses membres.

[89] *Le P.* : Qu'est-ce qu'un synode ?⁹⁸

Le F. : C'est une diète ecclésiastique, tenue par l'évêque, le chapitre et les ecclésiastiques réunis.

[90] *Le P.* : De quoi délibère-t-on dans ce synode ou diète ecclésiastique ?

Le F. : On y délibère et décide de ce qui peut servir à l'honneur de Dieu, à la préservation et à l'extension de la foi catholique, à la conduite exemplaire du clergé, à l'administration pieuse des sacrements, à l'ornementation des autels et des églises, à la conservation des biens et des droits spirituels de l'Eglise, à l'extirpation des abus et des vices. Voici les objets traités dans les statuts synodaux de Sion :⁹⁹ *

[91] *Le P.* : Combien de fois tient-on le synode ?

Le F. : Dans les diocèses bien organisés, cette diète ecclésiastique se tient chaque année ; ainsi, en Savoie, l'évêque d'Annecy (anciennement évêque de Genève) tient le synode chaque année après Pâques¹⁰⁰. Mais dans notre diocèse, c'est beaucoup s'il a lieu une fois chaque cent ans ! De sorte que, depuis 1626, sous l'évêque Hildebrand Jost, on n'a plus tenu en Valais aucun synode.

[92] *Le P.* : Ne serait-il pas plus convenable et plus fructueux pour l'Etat ecclésiastique que l'on réunisse plus souvent ces diètes ecclésiastiques dans le pays ?

Le F. : Bien sûr que cela conviendrait mieux : sans compter que les ordonnances établies et les livrets des statuts synodaux sont devenus si rares que c'est à peine si on les retrouve dans les anciennes cures. Le chapitre cathédral se serait honoré davantage devant Dieu et devant le monde, il aurait mieux travaillé pour le bien général des âmes si, au lieu des calendriers imprimés en l'an 1735¹⁰¹, et répandus dans tous les dizains, il avait fait imprimer autant de statuts synodaux et les avait distribués chez les ecclésiastiques, accompagnés d'une haute injonction de l'autorité ecclésiastique d'avoir à observer les règles synodales parfaitement, point par point, sous menace de peines ecclésiastiques pour les contrevenants.

* Pour la liste des chapitres des statuts synodaux de Sion, voir le texte allemand ci-dessus, pp. 173-176.

[93] *Le P.* : Que veux-tu dire par le mot « calendrier » ?

Le F. : Oui, mon père : ces mémoires ont été imprimés dans le format du *Messager boîteux*¹⁰². Le chapitre s'est essoufflé à remonter jusqu'à l'an 1460 pour chercher son banc et son siège dans tous les vieux recoins poussiéreux et sombres de la diète¹⁰³. Mais il n'y a pas retrouvé son banc, car il n'a ni banc, ni siège en diète, mais bien dans la cathédrale, aux calendes, dans le synode. C'est là qu'il faut trouver le banc et le siège du chapitre ; c'est là que ce dernier a un droit incontesté à prendre siège et à faire entendre sa voix.

[94] *Le P.* : Sur quels objets s'étend encore la juridiction du chapitre ?

Le F. : Sur les procès et causes ecclésiastiques. Ainsi, l'évêque Supersaxo et le chapitre, en 1725, ont connu d'un procès entre l'abbaye de St-Maurice et les paroissiens de Troistorrents, qui forment une église filiale de Collombey. Il s'agissait, dans ce litige, de la régularité du bénéfice de Troistorrents. L'évêque et le chapitre l'ont attribué à l'abbaye, tant à cause du droit de patronat qu'à cause de la régularité¹⁰⁴.

[95] *Le P.* : Pourquoi donc, en 1753, l'évêque et son chapitre n'ont-ils pas prononcé le droit à l'exemple de leurs louables prédécesseurs, dans le procès pendant entre la dite abbaye et les paroissiens de Monthey, qui constituent aussi une église filiale de Collombey ?¹⁰⁵

Le F. : Parce que l'évêque, de son propre chef, s'est récusé comme juge et a renvoyé les parties devant la nonciature, à Lucerne. Il a donné aux Montheysans une procuration de sa propre main, datée du 13 avril 1753, pour faire cause commune avec eux jusqu'à la sentence suprême à Rome. Le chapitre, à son tour, a donné une procuration particulière aux Montheysans, le 24 mai de la même année, pour les appuyer dans leur intention d'arracher la cure de Monthey des mains de l'abbaye : « nous donnons pleins pouvoirs et autorisation nécessaire pour comparaître en notre lieu et place, conjointement, à la cour de la S. nonciature et à celle de Rome », etc.

[96] *Le P.* : Quels fruits l'évêque et le chapitre ont-ils recueillis de leur prise de parti, contrairement à l'exemple de leurs prédécesseurs ?

Le F. : C'est que le procès dure déjà depuis 6 ans et que des sommes d'argent étonnamment fortes sont sorties du pays, sans profit aucun pour les parties, alors que si l'évêque et le chapitre avaient porté une sentence, comme en 1725, le procès aurait pris fin depuis 5 ans déjà, et l'argent en serait resté dans le pays.

[97] *Le P.* : Que dis-tu du gouvernement de St-Maurice ?

Le F. : Il a été constamment sujet des comtes de Savoie entre 1035 et 1475, et il avait été remis par donation impériale (comme déjà dit) ; c'est ce que confirme un acte du 30 juin 1414, qui prouve authentiquement que l'empereur Sigismond a reçu de Jean Sostion, abbé de St-Maurice, les reliques de S. Sigismond et de ses fils, en vue de construire un couvent, dans son royaume de Hongrie, en l'honneur de son saint patron Sigismond : « et passant le jour précédent, dit ce texte, par le lieu de St-Maurice d'Agaune, dans le duché de Chablais (diocèse de Sion) dont la seigneurie a été concédée par bienveillance impériale à l'illustre Amédée de Savoie, comte du duché de Savoie, prince du dit roi, etc. » L'original de cet acte est conservé dans la noble

maison Payernat à Monthey, mais on peut en lire copie dans la vie de S. Sigismond¹⁰⁶. Suivant cette citation, l'évêque n'a jamais été seigneur du gouvernement de St-Maurice, au moment où, en 1475, ce gouvernement est tombé aux mains des 7 dizains en vertu du droit de la guerre. Quant à savoir pour quel motif ce gouvernement n'a reçu que depuis 1510 un gouverneur choisi parmi les 7 dizains à tour de rôle, je n'en ai pas, jusqu'ici, trouvé d'explication. D'autre part, dans les anciens actes, on peut lire que les notaires publics de la région, parfois aussi dans la partie supérieure du pays, ont signé avec la clause : « notaire public d'autorité impériale », mais plus rarement : « d'autorité du Révérendissime évêque »¹⁰⁷.

[98] *Le P.* : Pourquoi l'évêque assermente-t-il le gouverneur de St-Maurice à son élection, tandis que le bailli assermente le gouverneur de Monthey ?

Le F. : Parce qu'ils sont l'un et l'autre chefs et juges de la patrie ; mais en général, c'est dans les mains du juge du lieu que l'on doit prêter serment. Le premier assermente le gouverneur de St-Maurice au nom du Haut Etat, et le second, le gouverneur de Monthey. Mais aucun seigneur séculier n'en conclut que le gouvernement de Monthey doit avoir appartenu antérieurement au bailli. Tout au contraire, le gouvernement de St-Maurice ne doit jamais avoir appartenu à l'évêque, ni celui de Monthey au bailli. Ni l'un ni l'autre n'ont jamais envoyé de gouverneur en leur nom ; mais les deux, en tant que juges généraux, ont assermenté ces gouverneurs au nom des 7 dizains¹⁰⁸.

DE L'ELECTION DES EVEQUES

[99] *Le Père* : Qu'est-ce que l'élection des évêques ?

Le Fils : C'est une pomme de discorde constante entre le chapitre cathédral et les 7 dizains, et il en est résulté beaucoup de troubles et de contestations ces temps passés¹⁰⁹.

[100] *Le P.* : Comment l'élection des évêques a-t-elle coutume de se passer ?

Le F. : Le chapitre présente aux 7 dizains quatre chanoines choisis parmi les plus capables et les plus dignes. Sur ce nombre, les 7 dizains en désignent un comme évêque, et le bailli, au nom des 7 dizains, remet à l'élu le glaive de la préfecture et de l'administration.

[101] *Le P.* : Comment élisait-on les évêques dans l'Eglise catholique primitive ?

Le F. : Au décès des SS. Apôtres, dans toute l'Eglise catholique les évêques étaient élus tant par le peuple que par le clergé, ainsi que l'atteste le cardinal Sfondrati¹¹⁰. Il y avait deux motifs importants à cela : à savoir qu'il importe beaucoup au peuple d'avoir un pasteur et évêque qu'il élise lui-même, en vertu de l'adage de droit : ce qui concerne tout le monde doit être approuvé par tous¹¹¹. Et on ne saurait faire naître plus de confiance et d'amitié entre l'évêque et son peuple qu'en mettant l'un et l'autre d'accord pour l'élection épiscopale. On supporte en effet avec peine celui que l'on n'a pas choisi soi-même, et il n'est pas aisé de l'aimer. Enfin, il serait très fructueux et très louable que le pasteur ait une bonne renommée auprès de ses ouailles, et que

celles-ci aient tant de témoignages de sa conduite exemplaire et de ses mérites personnels, qu'elles appellent leur évêque d'une voix unanime. C'est ce qui confère une haute considération pour l'évêque nouvellement élu.

[102] *Le P.* : Ces élections épiscopales étaient-elles conformes au droit ?

Le F. : Sans aucun doute, puisque plusieurs canons et constitutions établis par les papes donnent au clergé et au peuple la liberté d'élire leurs évêques. Ainsi, le Décret de Gratien, dist. 63, chap. 34 : « le clergé et le peuple ont la liberté d'élire l'évêque de leur propre diocèse ». Et encore la dist. 62, chap. 1 : « on ne doit pas compter au nombre des évêques ceux qui ne sont pas élus par le clergé ni désirés par le peuple ». Le pape Léon a dit encore : « Il n'y a aucune raison pour que l'on compte au nombre des évêques ceux qui ne sont ni élus par le clergé, ni souhaités par le peuple, etc. ¹¹². »

[103] *Le P.* : Qui confirmait les évêques nouvellement élus ?

Le F. : Ces élections épiscopales, dans l'Eglise universelle, se passaient, jusqu'au V^e siècle, en présence du métropolitain (évêque de la capitale) et des évêques de la province qui dépendaient de lui, en présence du clergé et du peuple qui réclamait un évêque ; l'évêque nouvellement élu était confirmé et approuvé par le métropolitain. Au V^e siècle, on a modifié un peu le mode d'élection des évêques, parce que le métropolitain et les évêques de la province trouvaient onéreux de se réunir dans de petites localités éloignées ; aussi, en France et surtout en Allemagne, en cas de vacance d'un évêché, seuls se réunissaient les quelques évêques que le métropolitain convoquait : ce dernier présidait l'élection épiscopale et confirmait comme évêque celui qui réunissait le plus de suffrages, tout comme de nos jours encore l'évêque de Sion est nommé par le peuple, soit par les 7 dizains assemblés à cet effet, à la majorité des voix des dizains. Et c'est le pape qui le confirme comme évêque ¹¹³.

[104] *Le P.* : A qui appartenait, aux VIII^e et IX^e siècles, le droit d'élire les évêques ?

Le F. : Aux VIII^e et IX^e siècles, le droit d'élire l'évêque revenait encore au clergé et au peuple, comme on peut le lire dans plusieurs canons de cette époque, qui prescrivent que ces élections se fassent par le clergé et par le peuple, sans qu'interviennent en cette matière la faveur, la grâce, ni l'ordre d'un prince. Néanmoins, le pape Zacharie a concédé à Pépin, roi de France — vu les nécessités du temps et contrairement à la loi de l'Eglise — le privilège de nommer aux évêchés vacants de quelques provinces. Et l'Eglise a conféré à Charlemagne les mêmes privilèges de nomination, notamment dans les évêchés qu'il avait fondés, parce que l'expansion de la religion catholique et le bien de l'Eglise exigeaient que celle-ci dotât les rois et les empereurs de droits ecclésiastiques et de privilèges, parce qu'ils avaient bien mérité de l'Eglise en la protégeant ou en la faisant bénéficier de largesses royales. De même, les droits de patronat, encore en usage aujourd'hui, tirent leur force de l'approbation des papes et des évêques ; les bienfaiteurs et les fondateurs en ont joui déjà au V^e et au VI^e siècle. Enfin, Charlemagne a rendu libres les élections épiscopales par le clergé et par le peuple. On peut le lire dans le premier livre des capitulaires des empereurs Charles et Louis, en ces termes : « n'oubliant pas les saints canons qui veulent que la Ste Eglise, au

nom de Dieu, jouisse de plus de liberté et d'honneur, nous avons autorisé l'ordre ecclésiastique à faire élire les évêques par le clergé et par le peuple, selon les statuts et les canons de leur propre diocèse, sans acception de personnes ni de dons, mais en raison des mérites de leur vie et pour leurs dons de sagesse, afin qu'ils puissent servir constamment leurs sujets en exemple et en paroles » (dist. 63, c. 34) ¹¹⁴.

Après l'élection, quelques successeurs de Charlemagne se réservèrent la confirmation et l'investiture ; tout d'abord, l'investiture se donna par la crosse et l'anneau, jusqu'à un concordat solennel entre le pape Calixte II et l'empereur Henri V, concordat par lequel l'empereur promit de ne plus conférer l'investiture par la crosse et l'anneau, mais par le sceptre, se réservant d'assister aux élections épiscopales : « l'assentiment du prince est souhaitable pour l'élection des évêques » (dist. 63, c. 25). De même dans le concile de Tolède ¹¹⁵.

[105] *Le P.* : Quand le droit d'élire les évêques passa-t-il au chapitre cathédral ?
Le F. : Après plusieurs modifications, pour des raisons majeures, dans toute l'Eglise catholique, le droit d'élire les évêques passa au chapitre cathédral au XIII^e siècle ; le pape Innocent III, dans tous ses répons et rescrits, a reconnu que le droit d'élire l'évêque revenait aux chapitres cathédraux, et à l'exclusion de l'empereur, du roi et du peuple : « les laïques ne doivent en aucune manière s'immiscer dans l'élection » (dist. 63, c. 1) ¹¹⁶.

[106] *Le P.* : Pour quels motifs le droit d'élire l'évêque a-t-il passé du peuple aux chapitres cathédraux ?

Le F. : Parce que, d'une part, le chapitre et les chanoines doivent connaître les mérites du futur évêque mieux que le peuple. D'autre part, parce que le nombre des chrétiens augmentant, on ne pouvait plus convoquer tout le peuple sans de grandes difficultés et inconvénients. Il était souvent résulté de ce fait aussi de grands conflits et des guerres. Et fréquemment le peuple avait plus d'égards pour la chair et le sang, pour les liens de parenté et le profit personnel que pour les vertus et les capacités de l'évêque à élire. Parfois même le peuple était séduit par la crainte ou les promesses et vendait ses suffrages, au lieu d'élire le plus digne comme évêque. C'est pourquoi, en Allemagne, les chapitres ont le droit d'élire librement leurs évêques.

[107] *Le P.* : Le pape peut-il, en cette matière, accorder des dispenses et permettre, par privilège, aux princes et aux Etats séculiers, d'élire valablement leurs évêques ?

Le F. : Personne n'ignore que le pape, en tant que législateur ecclésiastique suprême, peut accorder des dispenses des lois ecclésiastiques « en vertu de la plénitude de son pouvoir », et qu'il peut autoriser les laïques, par privilège, à posséder le droit d'élire les évêques ou le droit de nomination. Ainsi, par le concordat de 1516, le pape Léon a conféré aux rois de France le privilège de nommer les évêques pendant six mois. Les rois d'Espagne jouissent, par indult, d'une grâce analogue, de même que le roi de Sardaigne actuel ¹¹⁷.

[108] *Le P.* : Depuis quel moment les 7 dizains élisent-ils l'évêque ?

Le F. : Depuis un temps immémorial, les 7 dizains ont eu coutume de nommer l'évêque sur présentation préalable du chapitre. Comme preuve, nous examinerons comment nos évêques ont été élus depuis le XIII^e siècle, soit dès

l'instant où la législation ecclésiastique a interdit aux laïques de s'immiscer dans les élections épiscopales. En ce qui concerne notre XVIII^e siècle, tous les membres vivants du chapitre cathédral et des 7 dizains doivent reconnaître de vive voix que l'évêque a été élu par le chapitre et par les 7 dizains en tenant compte des voix des dizains. Pour le XVII^e siècle passé, nous nous référons aux recès, qui montrent que l'élection épiscopale se passait sur le même pied. Pour le XVI^e siècle, à défaut de recès, la présomption est en faveur des 7 dizains, car dans l'église cathédrale de Sion, la pierre elle-même témoigne qu'au XV^e siècle les évêques étaient élus par le clergé et par le peuple. On y trouve, en effet, dans une épitaphe gravée sur pierre, les mots suivants : « Le Rd P. Mgr Guillaume de Rarogne, élu évêque de Sion du consentement unanime du clergé et du peuple valaisan, gouverna 14 ans son Eglise et mourut à Pallanza, le 13 janvier 1451. Il est enseveli à Valère. » Nous lisons le même texte dans « *Vallesia christiana* » du savant et Rd chanoine Sébastien Briguet, p. 165¹¹⁸. On peut déduire de cette inscription qu'au XV^e siècle passé déjà, ce mode de nomination des évêques était suivi sans contestation. Si tel n'était pas le cas, les chanoines de ce temps n'auraient pas laissé graver une pareille inscription dans leur église cathédrale, sous leurs propres yeux, à leur propre préjudice ; ils ne l'auraient pas tolérée non plus par la suite. On voit clairement par là que la législation ecclésiastique, excluant depuis le XIII^e siècle les laïques de l'élection des évêques, n'a pas dû être en vigueur ni exister dans ce pays.

[109] *Le P.* : Peux-tu prouver davantage que les 7 dizains possèdent valablement et juridiquement ce droit d'élection ?

Le F. : Je le puis fort bien : les 7 dizains ont pu jouir de ce droit d'élection dès avant le XIII^e siècle, sans privilège pontifical, en vertu du droit ; et ils doivent en jouir maintenant d'autant plus, par privilège papal ; ensuite, s'ils ont élu leur évêque de temps immémorial, on ne doit pas douter de leur bon droit, même s'ils ne peuvent exhiber de privilège écrit. Une durée dépassant la mémoire humaine possède une telle force qu'elle entraîne la présomption d'un privilège. Si les 7 dizains pouvaient prouver un privilège par un écrit, on ne douterait aucunement de leur bon droit. On ne saurait donc en douter s'ils peuvent établir une possession de plus de cent ans, car, ainsi qu'on l'a déjà dit, un temps immémorial a autant de valeur qu'un privilège apostolique.

[110] *Le P.* : Si le pape ignore notre mode d'élection, peut-il ne pas l'avoir approuvé ?

Le F. : Je prends à témoin les chanoines eux-mêmes de la peine que nous avons prise pour informer le nonce apostolique à Lucerne au sujet de l'élection épiscopale, de la précision avec laquelle ils ont rédigé l'acte d'élection, pour que le pape soit informé « de la valeur ou de l'invalidité de l'élection », pour que l'évêque désigné soit confirmé. La Sacrée Congrégation elle-même doit connaître notre mode d'élection par la plainte déposée secrètement tant par l'évêque que par le chapitre. En dépit de tout cela, on ne les a pas écoutés, nos évêques élus ont été confirmés. Par conséquent, le privilège papal en faveur des 7 dizains a été approuvé.

[111] *Le P.* : Le pape n'a point coutume, sans motifs importants, de conférer aux laïques de tels privilèges ou droits d'élection. Quels sont donc ces motifs ?

Le F. : Ces motifs sont nombreux et très sérieux : le privilège apostolique contribue pour le mieux à l'apaisement, au calme dans notre patrie, ainsi qu'au maintien et à l'expansion de la foi catholique ; cela est très facile à observer et à comprendre si l'on veut prêter attention au régime politique et aux tendances affectives de notre patrie, dans laquelle règnent une si bonne unité et une sorte de convention réciproque entre l'évêque, le chapitre et les 7 dizains, comme ce fut le cas de temps immémorial. En effet :

1^o Vu que les 7 dizains confient toujours à l'évêque la préfecture, l'administration et le droit de siéger ordinairement dans les diètes de mai et de Noël, ainsi que dans quelques autres diétines, on concède à ces 7 dizains qu'ils élisent l'évêque, comme de tout temps.

2^o Vu que les 7 dizains ont coutume de convoquer le chapitre cathédral à l'élection du bailli, le chapitre cathédral à son tour, selon la coutume, présente 4 chanoines à l'Etat séculier, ou encore 4 curés capables, comme cela s'est produit du temps de Walter Supersaxo, en vue d'élire l'évêque ¹¹⁹.

3^o Vu que la moitié de notre pays est environnée de voisins calvinistes, il importe beaucoup, pour le maintien de la foi catholique, que les Etats ecclésiastique et séculier vivent en bonne entente réciproque et dans la plus grande paix. Si tel n'était point le cas, la paix serait compromise dans la patrie, la foi catholique serait en danger. C'est un plus grand mal qui en résulterait, si l'on devait donner aux 7 dizains un évêque qui ne leur agréait point. Le libre patriote ne reconnaîtrait jamais comme préfet cet évêque indésirable : on exclurait ce dernier des diètes ordinaires et d'autres semblables avantages, à supposer qu'on ne l'expulse pas tout simplement, comme cela s'est produit plus d'une fois. Le chapitre cathédral ne serait plus appelé ni toléré à l'élection du bailli. On pourrait attendre de ce fait beaucoup de discordes et de malheurs.

On peut conclure à bon droit que les papes, pour des motifs très sérieux, ont toujours admis, toléré et partant approuvé notre mode d'élire les évêques, que ce soit tacitement, ou expressément, peu importe, soit par écrit, soit par réponse verbale.

[112] *Le P.* : Combien de temps le chapitre cathédral s'est-il refusé à faire la présentation, usitée de toute antiquité pour l'élection épiscopale, lors du décès de l'évêque Blatter survenu le 19 janvier 1752 ? ¹²⁰

Le F. : Le chapitre s'y est refusé du 19 janvier jusqu'au 31 août ; pendant ce temps, l'Eglise a dû demeurer sans évêque, tout le pays sans chef ni pasteur spirituel. Ce renvoi inopportun a nécessité maintes assemblées d'Etat, causé de grandes difficultés et coûté quelque 3000 couronnes à la patrie.

[113] *Le P.* : Quel avantage le chapitre espérait-il gagner par ce délai si préjudiciable à la patrie ?

Le F. : Il voulait devenir un membre de l'Etat. En effet, il s'offrait à faire la présentation pour l'élection épiscopale moyennant deux conditions : qu'on laisse jouir le futur évêque de tous les droits dont avaient bénéficié les évêques de Riedmatten, et que le chapitre cathédral soit reconnu en qualité de membre de l'Etat à teneur du Landrecht, etc.

On n'a pas pu admettre cette proposition, car les 7 dizains n'avaient pas l'intention de changer le libre gouvernement héréditaire du pays d'une manière qui les rendît sujets du chapitre.

[114] *Le P.* : Le chapitre justifie son refus de faire la présentation en disant qu'il craint d'agir en opposition avec le droit de l'Eglise, voire contre son serment et contre sa conscience.

Le F. : Le chapitre cathédral peut et doit écarter à bon droit et sans hésitation le scrupule qu'il a soulevé en 1752, s'il pense qu'il agirait contrairement au droit de l'Eglise, à son serment et à sa conscience en faisant la présentation accoutumée à l'Etat séculier. En effet :

1^o Le droit ecclésiastique n'est nullement enfreint, puisqu'on n'est pas allé plus loin, dans notre siècle, qu'au siècle passé : le Saint-Siège a toujours reconnu valable le droit des 7 dizains à élire l'évêque, vu que les dizains avaient bien mérité de l'Eglise : « on ne fait pas de tort à celui qui le sait et y consent » ¹²¹.

2^o Le chapitre cathédral ne viole pas son serment. A supposer qu'il ait prêté l'inique serment de dépouiller l'Etat séculier de ses droits et privilèges, que faut-il faire ? « Si l'on a promis une chose mauvaise, on doit retirer sa parole » ¹²². Et pourquoi cela ? « Parce qu'il convient qu'un privilège concédé par le prince demeure en force » (*Reg. Juris* 16) ¹²³. Par conséquent, le chapitre doit annuler son serment, car « un serment n'astreint pas à des choses injustes », un serment inique ne lie personne ¹²⁴.

3^o Le chapitre cathédral ne subit aucun préjudice : il fait preuve d'une « conscience erronée » lorsqu'il estime qu'il ne peut pas faire cette présentation. Il doit renoncer à son erreur, car d'après les canonistes et les théologiens, l'Etat séculier, qui a joui du droit d'élection « depuis un temps immémorial », ne doit pas être troublé dans sa possession, « dans son possessoire », tant et aussi longtemps qu'il n'apparaît pas que l'origine du possessoire (qui remonte déjà à plus de 300 ans) n'a pas été contraire au droit. Mais où le chapitre veut-il trouver des preuves de la possession sans titre valable ? « Jusqu'à preuve du contraire, on présume que tout a été fait légitimement » : le dol et la mauvaise foi doivent être prouvés et non pas seulement présumés ¹²⁵.

[115] *Le P.* : En dernier lieu, si j'admets que le droit des 7 dizains à élire leur évêque soit contraire au droit de l'Eglise, à teneur d'une ordonnance du pape Innocent III, comme dit plus haut, mais si, d'autre part, il n'est pas contraire à la loi divine, qu'en résulte-t-il ? ¹²⁶

Le F. : La confirmation du pape suit cette élection. Une telle confirmation, en droit canonique, rend droit ce qui ne l'était pas, et valide ce qui était invalide, et cela en vertu de son pouvoir spirituel suprême. « Celui-là possède juridiquement, qui possède par l'autorité du préteur » ¹²⁷. Si le pape a donné si souvent de telles confirmations, tout doit être juste, et l'on n'a point à incriminer le Haut Etat : « nul n'est censé agir par dol s'il use de son droit » ¹²⁸. Depuis un temps si long, ne peut-on présumer et même croire que les 7 dizains ont possédé de tout temps le droit d'élire l'évêque d'une manière conforme au droit ? Ils ne sauraient en être dépouillés par le chapitre, car « la situation du possesseur est la plus forte » ¹²⁹.

CONCLUSION DES 7 LOUABLES DIZAINS

Après tout ce qui a été dit :

Conches : le Valais est un pays et une république démocratique et libre.

Brigue : personne d'autre que les 7 dizains seuls n'est souverain seigneur dans ce pays.

Viège : l'évêque et le bailli ne sont pas membres régnants de l'Etat.

Loèche : la demande du chapitre porte atteinte à la liberté.

Sierre : la plainte du chapitre est contraire à la charité et porte atteinte à l'honneur du Haut Etat souverain.

Sion : l'évêque reçoit la préfecture des 7 dizains ; et tant que l'évêque et le préfet seront une seule et même personne, les 7 dizains entendront faire usage de leur droit plusieurs fois centenaire d'élire l'évêque.

Le bailli : de nos jours, rien n'a plus gravement troublé la paix de notre chère patrie que l'élection épiscopale de l'an 1752, car le chapitre, après la mort de l'évêque Blatter, l'a retardée de 7 mois et 12 jours. Jamais auparavant on n'avait entendu parler d'un renvoi aussi long et aussi nuisible à la patrie. En effet ¹³⁰ :

1° L'évêque Blatter a été élu évêque le 18 mai 1734, dans les 17 jours qui ont suivi le décès de l'évêque Supersaxo.

2° L'évêque Supersaxo, le 2 juin 1701, dans les 13 jours qui ont suivi la mort d'Adrien V de Riedmatten.

3° Adrien V de Riedmatten, le 25 août 1672, soit dans les 12 jours après le décès d'Adrien IV de Riedmatten.

4° Adrien IV de Riedmatten, le 1^{er} octobre 1646, dans les 12 jours après la mort d'Adrien III de Riedmatten.

5° Adrien III de Riedmatten, le 30 août 1640, dans le délai d'un mois et 14 jours après la mort de Barthélemy Supersaxo ¹³¹.

Le chapitre aurait donc pu, sans dommage, procéder plus rapidement à l'élection de Hildebrand Roten, en 1752, en s'inspirant de l'exemple de ses prédécesseurs, et sur le même pied. Ne dit-on pas que « là où le chef s'arrête, les subordonnés le font aussi » ? Si le pape reconnaît la validité de nos élections épiscopales, le chapitre a-t-il encore à partir en guerre et à aboyer ? Ses protestations, peu amicales et vaines, sont autant de calomnies, puisque le droit d'élire les évêques a appartenu à l'Etat séculier « avec le clergé » depuis plus de 900 ans, soit bien avant que le chapitre cathédral n'y ait eu quelque droit, depuis le temps de S. Théodore I^{er} (comme on dit), premier évêque du Valais, depuis 381 ¹³² jusqu'au XIII^e siècle, ainsi qu'on l'a déjà dit. Le clergé, lorsque le chapitre lui succéda, fut exclu de l'élection épiscopale ; mais le peuple, soit les 7 dizains, s'y est maintenu jusqu'à nos jours. Par conséquent, il a usé de ce droit d'élection « avec le clergé » depuis plus de 900 ans, et « à l'exclusion de ce clergé » depuis 500 ans avec le chapitre.

Enfin, pour épargner toute hésitation au chapitre cathédral (s'il est bien disposé à rétablir la tranquillité de conscience de part et d'autre, et la paix de la patrie), rien ne serait plus souhaitable ni plus facile que de solliciter un indult du Saint-Siège sur cet objet : on élirait désormais l'évêque du Valais, comme cela s'est passé jusqu'ici depuis un temps immémorial, sur présentation du chapitre, et avec les voix des 7 dizains : « afin que tout se passe dans l'ordre ». Rien ne pourrait mieux unir les cœurs et les esprits de ces deux frères, le chapitre cathédral et les 7 dizains, rien ne saurait mieux resserrer le lien du « Landfried » et l'union fraternelle, rien ne rétablirait mieux la paix de la conscience, rien n'éliminerait aussi vite la pâte aigre de la diffamation, des querelles, des frais inutiles, que cet exercice en commun du droit d'élire les évêques. Comme on l'a déjà dit, il appartient aux deux parties, en vertu de ce droit, de se réunir au plus tôt au décès d'un évêque et de s'efforcer, sans considération de famille ni d'intérêts personnels, de donner à l'Eglise devenue veuve un pasteur capable, que le peuple estimera et aimera comme un père. Cette amitié réciproque et la haute considération entre le pasteur et ses brebis ne sauraient germer dans une meilleure terre que si le pasteur, selon un usage ancien et presque cinq fois centenaire (dans la forme indiquée ci-dessus) était élu par le chapitre cathédral et le peuple à la fois. C'est ainsi que l'évêque nouvellement élu, le comte et préfet réalisera l'exigence de l'Apôtre Paul : « il faut qu'il jouisse de la considération de ceux du dehors » (1^{re} épître à Timothée, ch. 3) ¹³³. On peut en attendre le plus grand bien : la paix.

Le chapitre : pardonnez-nous nos offenses !

L'évêque : ô Dieu, donne ta paix à tes serviteurs !

Les 7 dizains : Ainsi soit-il !

V S C QP P F I B D

V C A A XIX MB

C MP

PraeMIssVs PatrIota

ProLIFICat

PraeDICtae PatrIae ¹³⁴